

سنة ١٤٠٠ هـ



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

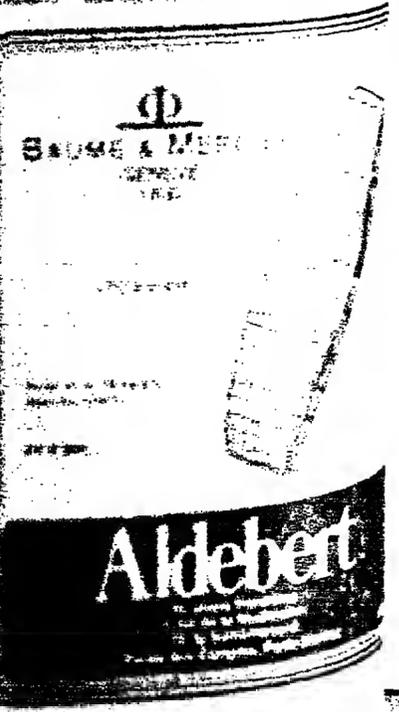
QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12405 - 4 F Fondateur : Hubert Bouve-Méry Directeur : André Laurens SAMEDI 15 DÉCEMBRE 1984

Sur le vif
Grands malades

Le Parlement européen est inquiet sur l'avenir de la Communauté que sur la place que les gouvernements des Dix envisagent de lui réserver dans le jeu institutionnel. C'est la double raison pour laquelle il a rejeté jeudi 13 décembre, à la quasi-unanimité (suffrages exprimés : 340, pour le rejet : 321, contre : 3, abstentions : 16), le projet de budget 1985 qui lui était présenté par le conseil des ministres.

Sur le marché de la micro-informatique indienne

Le marché de la micro-informatique indienne connaît une véritable explosion. Les ventes de matériel informatique ont augmenté de plus de 50% en 1984 par rapport à l'année précédente. Cette croissance est due à la demande croissante des entreprises indiennes pour moderniser leurs systèmes d'information. Les fabricants étrangers ont également investi massivement dans ce marché prometteur.



La fronde du Parlement européen

Le Parlement européen est inquiet sur l'avenir de la Communauté que sur la place que les gouvernements des Dix envisagent de lui réserver dans le jeu institutionnel. C'est la double raison pour laquelle il a rejeté jeudi 13 décembre, à la quasi-unanimité (suffrages exprimés : 340, pour le rejet : 321, contre : 3, abstentions : 16), le projet de budget 1985 qui lui était présenté par le conseil des ministres.

Le doute exprimé avec tant de force par l'Assemblée tient moins aux incertitudes inhérentes à un tel montage qu'au sentiment que les gouvernements membres, incapables d'innover, ne songent désormais qu'à limiter la portée de l'entreprise commune. La remise en ordre décidée à Stuttgart, pour douze mois, n'est que le début d'un processus de déclin.

Le chancelier Kohl et le président Mitterrand ont pu donner le change à Fontainebleau en préconisant une relance politique et institutionnelle. L'Europe déclaratoire a alors repris ses droits. Un instant le Parlement s'est cre à la tête. Il s'aperçoit aujourd'hui que, dans la logique de Stuttgart, les gouvernements soucieux de rigueur sont en réalité désemparés, même si ce n'est pas avoué, à regarder ses pouvoirs budgétaires.

En vérité, le Parlement, sur l'essentiel, paraît piégé. La crise qu'il vient d'ouvrir, et dont il soutient lui-même qu'elle ne devrait pas gêner outre mesure le fonctionnement de la Communauté, pourrait fort bien être résolue, autrement dit un budget pourrait être voté, avant même que ne soit ébauchée la réforme institutionnelle nécessaire à sa survie.

M. Dumas va se rendre à Moscou pour préparer une visite de M. Tchernenko à Paris

La France ne veut pas laisser aux Etats-Unis l'exclusivité du dialogue avec l'URSS

M. Roland Dumas, le nouveau ministre des relations extérieures, devrait se rendre à Moscou au début de l'année prochaine - sans doute à la fin du mois de janvier ou en février, - confirmer-t-on officieusement à Paris, aussi bien au Quai d'Orsay qu'à l'Elysée. Le but essentiel de ce déplacement est de préparer une visite en France de M. Constantin Tchernenko, le secrétaire général du Parti communiste d'URSS.

L'heureuse conclusion de l'affaire Abouchar s'inscrit sans aucun doute dans ce contexte. Du côté français, les motivations sont différentes. Il est urgent, estime-t-on, de ne pas laisser à Washington l'exclusivité du dialogue avec Moscou, même si les Soviétiques n'ont pas tenu les engagements d'ordre commercial auxquels ils avaient souscrit en février dernier lorsque M. Arkhopyev, premier vice-président du conseil, était venu en visite en France. Il ne faut pas non plus que la France soit l'un des seuls pays européens à ne pas entretenir de relations régulières avec Moscou.

M. Dumas n'a pas modifié en rien cette analyse, et c'est donc le nouveau ministre des relations extérieures qui rendra à M. Gromyko la brève visite que le ministre soviétique des affaires étrangères avait effectuée en France au moment de l'affaire du Boeing sud-coréen, les 9 et 10 septembre 1983 (1).

LA CRISE DE L'UNESCO

Stratégie de la rumeur

M. Amadou Mahtar M'bow, directeur général de l'UNESCO, dont la gestion fait actuellement l'objet de soupçons critiques, et a provoqué l'annonce par les Etats-Unis puis la Grande-Bretagne de leur prochain retrait de l'Organisation, a été entendu jeudi 13 décembre par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, à l'initiative de son président,

par le journaliste du Monde sont, la plupart du temps, fausses, tronquées ou erronées. Et pour cause ! Cela paraît à peine croyable, mais jamais l'auteur des articles ne semble s'être informé auprès des sources qui, à l'UNESCO, pouvaient lui communiquer des informations ou statistiques.

Le chef de la rubrique diplomatique du Monde a-t-il fait tourner les tables pour se documenter auprès des diplomates ? Ces personnages de fiction diplomatique existent-ils ? Ou ces spectres sans visage étaient-ils cachés derrière les rideaux, comme dans les bonnes vieilles histoires anglaises, pour rapporter au journaliste du Monde des échos mondains tels que les propos de futurologie matrimoniale (1) qu'il me prête ?

Les lecteurs du journal Le Monde, dont on connaît l'influence sur l'opinion française aussi bien que sur les cercles les plus éclairés des élites internationales, ont dû être consternés à la lecture des deux articles intitulés « L'UNESCO à la dérive ».

Si le tableau qui est dressé de l'UNESCO est vrai, quelle déception ! Mais si Le Monde se trompe, quelle déception ! Je me souviens encore de la profession de foi que ce journal avait publiée dans son premier numéro daté du 19 décembre 1945 : « Sa première ambition est d'assurer au lecteur des informations claires, vraies, et dans toute la mesure du possible, rapides, complètes... » Or, de la profession de foi de journal et des règles de sa déontologie professionnelle, l'auteur des articles sur l'UNESCO ne semble avoir retenu que la rapidité d'une information, légal et très « approximative », selon le terme plein de morgue dont ce chef de rubrique diplomatique use élégamment à l'égard de distinctions étrangères que je n'ai jamais sollicitées, contrairement à ses dires.

Sur 40 millions de personnes âgées de plus de quinze ans, chaque jour, en moyenne, plus de 3 millions se plantent devant leur poste. Que font les 7 millions qui ne sont pas au rendez-vous ? Bien sûr, il y a les grands malades, les automobilistes coincés dans les embouteillages, ceux qui travaillent, les rôdeurs, les clochards, les voyageurs, les détenus, les moines... Mais cela ne fait pas 7 millions. Honte aux mauvais Français qui n'ont pas d'alibi sérieux !

LE NOUVEAU COURS DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Une rupture

Le vent du changement souffle sur l'aménagement du territoire et le discours libéral ambiant - « moins d'Etat, plus de liberté pour les entreprises, moins de contraintes » - trouve une traduction géographique. M. Gaston Doffenne, ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a fait adopter vendredi 14 décembre, au conseil des ministres une série de mesures de libéralisation des activités économiques dans la région parisienne. Quand on sait combien l'antagonisme « Paris-province » est symbolique et encore vivace dans les milieux politiques et économiques, c'est à un véritable tournant de la politique d'aménagement du territoire qu'il faut s'attendre.

Les contraintes vont être très largement allégées, voire supprimées dans certains cas. Il s'agit de donner plus d'oxygène aux entreprises, notamment aux PME qui ont des projets de développement en Ile-de-France. Le gouvernement a pris conscience que la crise économique affecte désormais toutes les régions, y compris celles qui étaient considérées comme les plus résistantes, et au premier chef la région capitale, où le taux de chômage est encore beaucoup moins élevé que la moyenne nationale.

Le gouvernement a décidé de desserrer les réglementations administratives imposées aux entreprises qui veulent créer ou développer leurs activités en Ile-de-France (Paris, Seine-Saint-Denis, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Yvelines, Seine-et-Marne, Essonne, plus cinq cantons du sud de l'Oise). Autrement dit, la procédure de l'agrément (née en 1965) qui est une autorisation administrative nécessaire pour toute nouvelle activité (bureaux, industries, entrepôts), va être révisée par décret.

Mais, s'inspirant d'une idée exprimée jadis par Abraham Lincoln - « vous ne pouvez pas donner la force au faible en affaiblissant le fort ; vous ne pouvez pas aider le pauvre en ruinant le riche » - MM. Fabius et Doffenne estiment que ce n'est pas en brisant les énergies des entreprises de la région parisienne qu'on réinjectera un dynamisme à telle ou telle province en difficulté. La doctrine officielle se résume ainsi : la Lorraine ne se sauvera pas en amputant Paris et sa banlieue, et la création de quelque canton emploi à Longwy au prix de la suppression de trois cents ou cinq cents autres dans les Hauts-de-Seine n'est peut-être pas un bon calcul.

Mort du poète espagnol Vicente Aleixandre

Le poète espagnol Vicente Aleixandre, prix Nobel de littérature en 1977, est mort vendredi 14 décembre à 0 h 30 à son domicile madrilène. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Vicente Aleixandre avait été hospitalisé lundi 10 décembre, après avoir été victime d'une hémorragie intestinale compliquée de problèmes respiratoires et rénaux.

La pureté et l'exigence

Je le revois dans la pleine lumière d'un après-midi d'été à Miraflores de la Sierra, où il se réfugiait durant les mois de chaleur madrilènes. Je l'avais rejoint avec Gabriel Celaya et sa compagne Alvaro Gastón. Je regardais marcher parmi les pins cet homme de soixante ans, aux yeux pleins de clarté marine, au front bombé comme une dune, au sourire solaire, et je comprenais l'impact et le rayonnement que ce Dieu de la poésie exerçait sur tous les jeunes poètes espagnols.

Mé à Séville, le 26 avril 1898, mais élevé dans l'ambiance littoraire de Malaga, Vicente Aleixandre avait été, dès ses premiers livres, souvent qualifié de surréaliste, une exception parmi ses contemporains livrés à une poésie nuissellante d'images et de couleurs ou secoués par la fièvre de l'engagement. Avec Claret (1928), et surtout deux chefs-d'œuvre, Des épaves comme des livres (1932) et la Destruction ou l'amour (1935), il avait introduit l'intimité du tréfonds de l'homme et notamment les diamants noirs de la contestation sexuelle.

Dans une Espagne franquiste à nouveau livrée à ses vieux démons obscurantistes, Vicente Aleixandre représentait la pureté et l'exigence. En cette décennie 1950-1960, pas une revue ne naissait à Madrid ou dans les provinces qui ne fût patronnée par Vicente Aleixandre et souvant inaugurée par un de ses poèmes. Et dans le silence ombreux de sa résidence madrilène, au désormais célèbre numéro 3 de la rue Valentin, celui que la maladie contraignait à de nombreuses siestes accueillait, stimulait, conseillait les nouveaux créateurs et lisait avec patience tous les manuscrits.

Né à Séville, le 26 avril 1898, mais élevé dans l'ambiance littoraire de Malaga, Vicente Aleixandre avait été, dès ses premiers livres, souvent qualifié de surréaliste, une exception parmi ses contemporains livrés à une poésie nuissellante d'images et de couleurs ou secoués par la fièvre de l'engagement. Avec Claret (1928), et surtout deux chefs-d'œuvre, Des épaves comme des livres (1932) et la Destruction ou l'amour (1935), il avait introduit l'intimité du tréfonds de l'homme et notamment les diamants noirs de la contestation sexuelle.

CLAUDE COUFFON
(Lire la suite page 22.)

Audience en hausse
dissensions en baisse

TF 1 retrouve le moral

Lire page 24
l'article d'ANITA RIND

AU JOUR LE JOUR

Chaines

Il y a aussi les bonnes nouvelles. Le dernier sondage du Centre d'études des supports de publicité l'annonce : les Français n'ont jamais été aussi nombreux à regarder la télévision.

Hannibal fait la conquête de Fred.

Collier de perles blanches, éléphants et brillants, Fred retrouve un peu du trésor d'Hannibal. Boucles d'oreille à partir de 1600F.



Sur 40 millions de personnes âgées de plus de quinze ans, chaque jour, en moyenne, plus de 3 millions se plantent devant leur poste. Que font les 7 millions qui ne sont pas au rendez-vous ? Bien sûr, il y a les grands malades, les automobilistes coincés dans les embouteillages, ceux qui travaillent, les rôdeurs, les clochards, les voyageurs, les détenus, les moines... Mais cela ne fait pas 7 millions. Honte aux mauvais Français qui n'ont pas d'alibi sérieux !

BRUNO FRAPPAT.
6, rue Royale, Paris. Tel. 260.20.65. Le Carage, 77, Cramp. Elbeuf. Hôtel Marquis, Paris. 21, bd de la Croisette, Cannes. Hôtel Lorenz, Hôpital-Carle. Aéroport d'Orly. 20, rue du Marche, Genève. Beverly Hills. Houston. Dallas. New York.

commentaires

Le Monde

Bleu-blanc-rouge

Le patriotisme ne fait plus sourire. Il n'est plus considéré ni comme désuet ni comme dérisoire. C'est un événement.

On revient de loin. Les enfants de la V^e République sont aujourd'hui dans l'ignorance de deux ou trois rudiments fort simples : les paroles de la Marseillaise, quelques notions d'Instruction civique, la signification des couleurs du drapeau national. Au fil des années, le patriotisme s'était déformé. La notion ne plaisait pas, ou plus. Et l'on pouvait frapper sans arrière-pensée Aux armes et caetera... mis en musique reggae par les soins de Serge Gainsbourg, ou au désespoir de quelques parachutistes grinchoux.

Nous vivons donc un grand chambardement. Le patriotisme, de ringard, est redevenu à la mode. M. Giscard d'Estaing, qui risquait de timides tentatives du genre : « La maison France ceci, la maison France cela », est dépassé. Même le Perti communiste, qui clamait - tout seul - qu'il fallait fabriquer français, n'est plus dans le ton.

L'air du temps est à l'hyperbole. Au patriotisme cabotin, ému. M. Laurent Fabius confie à qui veut l'entendre qu'il ne peut écouter les accents de l'hymne national sans frissonner. M. Robert Fabre, notre médiateur, est enfin entendu : l'Instruction civique sera à nouveau enseignée dans les écoles. M. Mitterrand y tient, il y veillera. M. Chevènement aussi. Toute la République, dans un sursaut, parle, pense, vibre bleu-blanc-rouge.

On se demande comment, du coup, personne n'a encore songé à accueillir les visiteurs étrangers en France par de grandes photographies de notre président avec un mot d'accueil, forme et national, dans les aéroports et les gares. Les Etats-Unis le font bien, et personne, en débarquant à New-York ou à Los Angeles, ne s'offusque d'être reçu par le sourire de Reagan et un couplet gentiment patriotard. Voilà pour le patriotisme boycotté.

Mais un patriotisme peut en cacher un autre. S'il existe des patriotismes bon teint, il en est d'autres sur fond de crise, eux accents plus épres. Significativement, M. Alain Griotteray, éditeur de France-Magazine et auteur d'un livre sur les immigrés (Plon-« Tribune libre »), écrit : « La France doit reprendre le slogan de l'Amérique conquérante Love it or leave it et dire aux étrangers non issus des pays membres de la Communauté européenne ou appelés à y entrer : la majorité d'entre vous devra repartir, seuls pourront rester ceux qui réussiront à s'intégrer suffisamment pour acquérir des droits civiques. » Cet élu d'opposition conclut patriotiquement : « L'alternative est claire : la naturalisation volontaire ou le départ. »

ENCORE un petit bout de chemin et l'on se retrouve dans le royaume du patriotisme d'exclusion - lui aussi terriblement à la mode. « La France aux Français ! », slogan entendu dans les années 30, mis en application durant l'Occupation, réapparaît à présent en force.

Ainsi, au-delà de certaines évidences - du genre la nationalité française est un privilège, elle implique des devoirs comme l'impôt, le service militaire pour les hommes - la notion de patriotisme paraît être un fourre-tout. Tout le monde se bouscule pour en demander, sans trop se soucier de cet unanimité équivoque entre le patriotisme-gadget des snobs, le patriotisme rétro, le patriotisme militaire-industriel, le patriotisme béret et baguette de pain et le... patriotisme tout court.

LAURENT GRELSAMER.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU' AUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de PARFUMS PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux

Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS

Salons de vente 2^e étage (ASCENSEUR)

261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION

de 9 h à 18 h 30

par Bernard CUAU *

UNE nuit de printemps, vous marchez dans les rues d'une grande ville. Vous avez vingt ans. Un peu plus un peu moins. Vous êtes en jeans, blouson bleu et tennnis blanches. Vous mesurez 1,70 mètre. Environ et vous êtes brun avec une petite moustache.

Une patrouille de police vous interpelle parce que c'est le nuit, que c'est Marseille-Sud et qu'un violleur y opère depuis des mois. Or le portrait-robot établi par l'identité judiciaire le décrit brun et de taille moyenne, portant moustache et chaussé de tennnis blanches. Par-dessus le marché, vous avez cette nuit-là dans votre poche un couteau de cuisine enveloppé de journal.

Alors, les policiers vous passent les menottes et vous conduisent à l'évêché, hôtel de police de la ville. Gardé à vue, vous êtes interrogé. En cellule, vous ne pouvez ni vous raser ni vous laver. Sale, un peu hargné, avec cet aspect douteux qui n'est pas celui d'un innocent, vous êtes conduit à la parade.

Parade : cérémoniel qui consiste à vous placer au milieu d'hommes (de préférence, des policiers), assez grands, ayant si possible des yeux et des cheveux clairs. Ils sont évidemment propres. Ils ont des vêtements nets et une allure convenable.

Les victimes du violleur sont invitées à défiler devant cet échafaudage d'humanité. Pour la plupart, elles vous reconnaissent. Avec ou sans hésitation. Cette moustache... Ces tennnis blanches... Et puis le taille, et puis l'aspect... N'est-ce pas le commencement d'une identification certaine ?

Vous, c'est Luc Tangorre, étudiant arrêté le 12 avril 1981 à Marseille, inculpé le 14, jugé du 19 au 24 mai 1983 par la cour d'assises

Luc Tangorre a été condamné à quinze ans de prison pour viol. Gisèle Tichané, qui a refait l'enquête, ne croit pas à sa culpabilité.

Un crime judiciaire

5475 nuits, chiffre abstrait, qui ne signifie rien pour personne. Et puis, en d'autres pays, on lapide les voleurs, on ampute les violleurs, on brûle au lance-flammes les opposants politiques. La France n'est pas prête à s'émouvoir pour un garçon démocratiquement jugé. Inocent, lui ? Victime d'un erreur judiciaire ? Ce serait vraiment une improbable série de hasards.

Or il se trouve qu'une femme, Gisèle Tichané, pour la simple raison que, dès le premier jour, elle a douté de la culpabilité de Luc Tangorre, va remonter les labryntiques de l'enquête et de l'instruction (!). Son travail, impressionnant de rigueur et de méthode, ne laisse aucun point dans l'ombre. Elle mentionne ce qui est à charge, comme ce qui est à décharge. Elle le fait avec tant de scrupules et d'honnêteté que son livre en acquiert une puissance de conviction peu commune. Car, loin que l'innocence soit proclamée dès la première ligne, comme une évidence à faire partager, les faits sont livrés dans une stricte approche chronologique et leur enchaînement est si terriblement fort, accusateur, que nous nous demandons s'il n'agit d'un texte qui veut rétablir un innocent dans son droit. Tous les premiers indices, en effet, concourent à faire de Luc Tangorre un coupable idéal. On en vient à se demander quelle série de coups de dé qui aurait aboli tant de hasards.

Et pourtant l'une, après l'autre, les preuves de la culpabilité vont se défaire et tomber. Pas un témoignage, pas un indice, pas une déposition, qui, repris, éclairés d'une manière nouvelle, ne laissent apparaître des contradictions, des failles ou des mensonges. Les enquêtes sont remises à jour dans la mesure, pour y trouver les signes pronosticateurs du grand déséquilibre psychique qui marquait la personnalité de Tangorre ? Gisèle Tichané, elle aussi, au collège, chez les parents, les camarades, les amis,

de Luc, vérifie la pertinence des déclarations, leur sérieux, leur réalité même. Il fallait la violence de ce texte tranquille pour introduire un trouble aussi profond dans la pensée de chaque lecteur. Mais ce trouble cessera, une fois le livre achevé, à l'instant où, contre notre idée première, contre la logique policière et l'obtention du juge d'instruction, contre le port plus facile-accusé doute.

Prenez conscience de la terrible accusation que porte Pierre Vidal-Naquet dans sa postface : l'erreur judiciaire est devenue crime judiciaire. Luc Tangorre est en Centre, rectus pour des milliers de jours et de nuits. Mais son temps de condamnation est, désormais, notre temps d'homme libre. Chaque heure où il nous est donné d'aller et de venir à notre gré est pour lui une heure volée, une heure prisonnière. Après ce livre, nous n'avons plus l'excuse de ne pas savoir.

Chaque seconde qui s'écoule entraîne un être dans le monde vers quelque chose qu'il ne peut pas supporter. » Ce constat de Simone Weil n'est pas à prendre comme un bel aphorisme. Il est un appel urgent à rejoindre Gisèle Tichané, Pierre Vidal-Naquet, les avocats de Luc et tous ceux qui, avec eux, parce qu'ils ne supportent pas cette iniquité, ont mis en marche la machine de vérité. Personne ne pourra comprendre que la requête en révision ne soit pas reçue. Luc Tangorre doit être réjugé et acquitté. Simpleté parce qu'il est innocent.

* Professeur à Paris-VII, auteur de La Politique de la folie (Stock, 1974), L'Affaire Mirval (Les Presses d'aujourd'hui, 1976) et d'une pièce de théâtre, Nadia (1977).

* Copiable à tout prix, L'Affaire Luc Tangorre, par Gisèle Tichané, aux éditions La Découverte. Postface de Pierre Vidal-Naquet, 68 F.

COURRIER

Qu'un bon vent pousse le Monde !

De nombreux lecteurs nous écrivent en cette période de crise de notre journal. Voici quelques échantillons de leurs sympathiques encouragements auxquels nous sommes tous sensibles.

ÇA Y EST C'EST LA FIN DU MONDE...

oui!!

Le Monde disparaît??

NON PAS CELUI-LÀ...

L'AUTRE!!

ah, bon!!

femina

LES JOURS SAUS

Ceux pour qui le Monde est toujours associé aux retours de voyage, à la bouffée de Gauloise et aux châtiments aux pommes, ont été les 27 et 28 novembre (!), en France même, des exilés de l'intérieur. On les reconnaissait à leur triste mine dans les trains de banlieue, ces intellectuels en état de manque, qui parcouraient d'un regard vide les titres insipides du journal de leur voisin, comme si ces nouvelles-là ne les concernaient pas.

Le matin, c'est vrai, on achetait Libé sans remords, car, après tout c'est bien eux qui l'avaient voulu, rue des Italiens. Enhardis même par le vide, les langues se délièrent :

ils vont se couler définitivement, lâchant quelqu'un. Voilà longtemps qu'on ne le prenait plus que par habitude.

Mais notre identité est revenue fleurir aux kiosques. Il est là, votre journal, me lança joyeusement ma marchande, comme si elle m'avait dit : les restrictions sont finies, votre enfant est revenu au foyer, le drachme que vous aviez perdue est retrouvée.

YVES GUERMOND
(Mont-Saint-Aignan).

(1) Jours de la grève de notre quotidien (NDLR).

Notre journal

Fidèle et ancien lecteur du Monde, je tiens à vous dire combien je salue les difficultés que connaît actuellement notre journal selon vos moyens. Et puis, pourquoi pas faire appel à la générosité de vos lecteurs ? L'essentiel étant que cet argent soit utilisé à bon escient.

HENRI BOURINET
(Montigny-les-Metz).

Rigueur

Au-delà de la crise grave qui secoue le Monde, je vois la crise des valeurs humanistes et démocrates de notre société face à la montée des périls dogmatiques et fascistes qui, fleurissent si bien en période d'incertitude et d'angoisse.

(1) Jours de la grève de notre quotidien (NDLR).

Il faut trouver une solution rapide et équilibrée. Tous les salariés vont leurs salaires diminuer. Il sera difficile d'éviter la même rigueur au Monde. L'important, c'est que chacun contribue de façon équitable selon ses moyens. Et puis, pourquoi pas faire appel à la générosité de vos lecteurs ? L'essentiel étant que cet argent soit utilisé à bon escient.

BERNARD BOULIER
(Martigny-Briand).

Le crime et l'ordinateur

21 novembre, 5 heures du matin. L'entrée du périphérique. Un Noir traverse la bretelle d'accès. La voiture qui me précède fonce sur lui. Il essaie de s'échapper en courant, mais d'un coup de volant habile le conducteur le rejoint ; choc brutal. Le corps rebondit sur le capot, une fois, deux fois. La voiture s'arrête.

Etendu sur le sol, il saigne abondamment. Je le hisse dans ma voiture. Il se fait que répercuter : « Pourquoi me faire ça à moi ? Pourquoi à moi ? » Je fonce vers l'hôpital Bichat. Je me trompe de porte d'entrée. Nous suivons d'interminables couloirs, voici enfin le service d'urgence. Le sang coule de plus en plus. « Vos papiers. » Par chance il en a sur lui, en règle. L'employé tape sur son clavier le nom, les dates, les numéros, mais la conclusion tombe : « Impossible de vous laisser entrer, l'ordinateur refuse l'admission. » Stupeur. « Pour quelle raison ? » Nouvelle frappe sur le clavier : « La date de naissance est incomplète sur ses papiers il n'y a que l'année, l'ordinateur exige le mois et le jour. » Le sang coule. On s'affoie. On cherche un responsable de plus haut rang ; d'un rang tel qu'il puisse s'opposer à l'ordinateur. Enfin un interne contourne la difficulté : « Admettez qu'il soit né le 1^{er} janvier. » Retour au clavier : cette fois, l'ordinateur repart accepte l'admission. Les soins commencent.

Un crime récidive très ordinaire ; un ordinateur tout-puissant. Cela s'est passé à Paris il y a quelques jours. Nous sommes bien en 1984.

PIERRE JACQUARD
(Paris).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287-23 PARIS
TÉLEX MONDPAR 650572 F
TÉL. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Larsson, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Favret (1969-1982)

Dirigé de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurents, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Forezac.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0295 - 2037

ABONNEMENTS			
3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messagerie)			
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
381 F	685 F	979 F	1 240 F
IL - SUISSE TUNISIE			
454 F	839 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (tous virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur une section un mois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA	Maroc, 420 dr.	Tunisie, 280 mt.	Allemagne, 170 DM	Autriche, 17 sch.
Belgique, 28 fr.	Canada, 1,20 \$	Cuba, 150 pes.	Danemark, 2,80 kr.	Espagne, 150 pes.
E.-U., 1 \$	G.-B., 96 p.	Grèce, 80 dr.	Irlande, 96 p.	Italie, 1 500 L.
Liban, 800 P.	Lithuanie, 0,380 lit.	Luxembourg, 28 F.	Norvège, 4,00 kr.	Pays-Bas, 1,25 f.
Portugal, 60 esc.	Stamboul, 300 F	Suède, 7,75 kr.	Suisse, 1,50 L.	Yugoslavie, 110 mt.

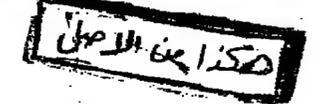
MONDE
DIPLOMATIE
LA PASSATION DES POUVOIRS
Une vocation d'européen

Chaque semaine, de nombreux articles de fond sur la politique internationale, les relations franco-allemandes, les relations franco-américaines, les relations franco-soviétiques, les relations franco-chinoises, les relations franco-japonaises, les relations franco-indiennes, les relations franco-brésiliennes, les relations franco-africaines, les relations franco-latino-américaines, les relations franco-islamiques, les relations franco-orthodoxes, les relations franco-catholiques, les relations franco-protestantes, les relations franco-juives, les relations franco-islamiques, les relations franco-orthodoxes, les relations franco-catholiques, les relations franco-protestantes, les relations franco-juives.

M. Dumas va se rendre à Moscou

M. Shultz promet à ses alliés européens qu'ils seront consultés

Des négociations américano-soviétiques



السنة الثالثة

es

étranger

DIPLOMATIE

LA PASSATION DES POUVOIRS DE M. CHEYSSON A M. DUMAS

Une vocation d'européen tardive, mais réelle

M. Claude Cheysson devait officiellement passer ses pouvoirs de ministre des relations extérieures à M. Roland Dumas, ce vendredi 14 décembre, au cours de la traditionnelle cérémonie organisée au Quai d'Orsay...

Nous dressons ci-dessous un bilan de son passage au ministère des affaires européennes, où il avait remplacé M. André Chabanon le 19 décembre 1983.

huit heures après, de retour à Paris, le secrétaire général de l'Élysée lui confirmait par téléphone sa nomination. M. Dumas a été nommé le 14 décembre, au cours de la traditionnelle cérémonie organisée au Quai d'Orsay...

Vieux Continent, le nouveau ministre des affaires européennes n'avait pas, lorsqu'il prit la succession de M. André Chabanon, un décompte de l'Europe d'un Européen convaincu. Son itinéraire personnel vers l'Europe tenait surtout à l'idée que seule la construction d'une entité politique et culturelle permettrait d'éviter le retour des affrontements que la seconde guerre mondiale lui avait donné de voir de près.

Il était donné partant, « cher Roland » a joué la patience et la compréhension à l'égard de « cher Claude ». Qu'il laisse parfois pointer le bout de l'oreille, comme dans l'affaire de la déclaration conjointe franco-lyonnaise du 16 septembre sur l'évacuation du Tchad...

Quinze Etats n'ont pas signé la convention sur le droit de la mer

Cent cinquante-neuf signatures (y compris celles de la Communauté économique européenne) ont été déposées au Conseil des Nations unies pour la convention sur le droit de la mer, le 10 décembre à minuit (heure de New-York). Cette minute-là, en effet, s'est achevée avec un délai de grâce de vingt-quatre heures accordé au dernier moment, la période pendant laquelle la convention était ouverte à la signature.

Sous le régime transitoire actuel, les dépenses de la commission préparatoire sont imputées sur le budget ordinaire des Nations unies, dont 25 % sont fournis par les États-Unis. Ceux-ci ont déjà refusé de payer pour la commission préparatoire dont ils ne font pas partie.

La convention sur le droit de la mer, rédigée après quatre-vingt-huit semaines de discussions, menées de 1973 à 1982 dans le cadre de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, a été adoptée à New-York le 30 avril 1982 par cent trente États, dont le France et le Japon. Les États-Unis, Israël, la Turquie et le Venezuela avaient voté contre, et dix-sept pays, dont l'URSS et ses satellites, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, etc., s'étaient abstenus.

On n'en est pas là. Seuls treize pays (Bahamas, Belize, Côte-d'Ivoire, Cuba, Égypte, Fidji, Ghana, Jamaïque, Maldives, Philippines, Sénégal, Zaïre et Zambie) et le Conseil des Nations unies pour le Namibie - qui, à eux tous, fournissent une part infime du budget des Nations unies - ont ratifié la convention.

YVONNE REBEYROL.

La Commission internationale des juristes récompensée. - La Fondation Carnegie de La Haye a attribué, jeudi 13 décembre, son prix de la paix pour 1985 à la Commission internationale des juristes, pour son action en faveur des droits de l'homme. Fondée en 1952 à Genève, la CIJ regroupe des spécialistes du droit de toutes origines, et se consacre à la défense des victimes des atteintes aux libertés.

M. Dumas va se rendre à Moscou

(Suite de la première page.)

En juin dernier, à l'issue du voyage de M. Mitterrand à Moscou, le principe de la venue de M. Tchernenko en France avait bien été évoqué, mais aucun délai n'avait été fixé tant la santé du secrétaire général avait paru fragile.

mevements qui auront lieu les 7 et 8 janvier prochain à Genève entre MM. Gromyko et Shultz. Le chef du Département d'État américain en France avait bien été évoqué, mais aucun délai n'avait été fixé tant la santé du secrétaire général avait paru fragile.

Au cas où un tel sommet aurait bien lieu, on n'exclut pas du côté français de le faire suivre par une rencontre Mitterrand-Reagan. Rien n'est encore décidé, mais on songe en haut lieu à une visite-éclair du président de la République à Washington.

Le second sujet des entretiens de M. Dumas à Moscou sera sans doute constitué par le dossier des relations économiques entre les deux pays. On estime en effet que les Soviétiques n'ont pas tenu leurs promesses de rééquilibrer les échanges, dont le déficit, au détriment de la France, est supérieur à 4 milliards de francs pour les neuf premiers mois de 1984.

LA RÉUNION DU CONSEIL ATLANTIQUE A BRUXELLES

M. Shultz promet à ses alliés européens qu'ils seront consultés lors des négociations américano-soviétiques

Bruxelles. - Le secrétaire d'État américain, M. Georges Shultz, a levé un coin du voile sur la façon dont il abordera, le 7 janvier, ses conversations de Genève avec son collègue soviétique, M. Gromyko. Telle est, en tout cas, l'impression la plus répandue au quartier général de l'OTAN, où les membres du conseil atlantique ont commencé, jeudi matin 13 décembre, leur session d'automne.

quelque moratoire, que celui-ci porte sur le déploiement des armes nucléaires, sur les armes stratégiques, ou sur l'expérimentation d'armes antisatellites dans l'espace. Pour autant que l'on sache, M. Roland Dumas, qui fait ses débuts sur la scène atlantique, s'est trouvé à bien des égards sur la même longueur d'onde que M. Shultz, et aussi de la « moyenne » des autres alliés. Le nouveau ministre français des relations extérieures s'est félicité que le secrétaire d'État américain ait garanti à ses partenaires de l'alliance qu'ils seraient consultés de façon permanente lors des échanges avec l'Union soviétique.

Les participants à cette session « super-restreinte » ont été unanimes à se féliciter du fait, qu'entre Washington et Moscou, vont reprendre des pourparlers préliminaires qui pourraient mener à la reprise de véritables négociations sur le contrôle des armements. Mais personne ne s'abandonne aux illusions. Il ne semble d'ailleurs pas que les Américains aient clairement défini, à Bruxelles, le cadre dans lequel se dérouleront ces pourparlers. Sur un point essentiel, toutefois, certaines indications ont permis de savoir que M. Shultz a pris une position catégorique : il ne saurait être question, selon lui, de subordonner l'ouverture des conversations de Genève à un

M. Dumas aurait surtout été heureux de constater que son interlocuteur d'outre-Atlantique reconnaissait les positions originales de la France, qui attache une importance primordiale à sa propre force de dissuasion. Non seulement M. Shultz a admis que, dans une négociation globale, il ne pouvait être question de reléguer à l'arrière-plan le problème des armes nucléaires, mais il a aussi souligné que les Américains, en ce qui le concerne, se refusent à prendre en compte les forces de dissuasion de la France et de la Grande-Bretagne dans les pourparlers avec l'Est sur les arsenaux nucléaires.

D'autant plus, même, que celui des affaires européennes n'était pas considéré par un certain nombre de responsables français pour s'affirmer, tant au yeux du chef de l'Etat (qui, au demeurant, n'attendait de ce passage qu'une sorte de galop d'essai de son poulain avant un plus grand poste) que vis-à-vis de l'opinion. La France avait en effet de prestige la présidence du conseil européen, en héritant d'une controverse budgétaire, dont M. Mitterrand allait faire une cause personnelle. Si, notoirement, le président français s'est dépeigné sans compter durant ce premier semestre 1984, jusqu'à dénigrer les « coups » de son collègue, de ce côté, n'a pas ménagé sa peine. Publiquement, lors de la préparation des conseils européens de Bruxelles en mars, et de Fontainebleau en juin, mais aussi de façon plus discrète en son « cabinet », il a insisté sur ses voyages auprès des chefs de gouvernement et des ministres concernés des neuf autres pays de la CEE.

En particulier à Londres, puisque c'était l'intransigeance de la « dame de fer », qui, pour l'essentiel, faisait obstacle à un règlement du conflit budgétaire. Le poste de ministre des affaires européennes, confié à M. Dumas d'avoir, d'emblée, accès aux « vedettes » de la politique européenne, d'autant plus enclines à le recevoir que ses liens privilégiés avec le président français n'étaient un mystère pour personne et de se faire, de personnages comme M. Thatcher ou le chancelier Kohl, une idée plus personnelle que ses fonctions « techniques » ne le lui eussent normalement permis. Idée au demeurant flatteuse, semble-t-il, en particulier dans le cas du chef du gouvernement britannique, à l'égard duquel le nouveau ministre des relations extérieures paraît partager le sentiment finalement plus admiratif qu'agacé de M. Mitterrand.

Le négociateur

M. Dumas aura donc été plus à l'aise qu'il ne s'y attendait sans doute lui-même dans des fonctions ministérielles en principe vouées à la technicité la plus rébarbative, mais qui, grâce à ce semestre de préparation, de personnages comme M. Thatcher ou le chancelier Kohl, ont été plus personnelles que ses fonctions « techniques » ne le lui eussent normalement permis.

Face à un ministre des relations extérieures peu enclin à précéder son départ (y compris lors de la démission de M. Mauroy en juillet, où

Où l'on constate que le poète Victor Hugo

était en passe, en juillet 1851, de devenir l'homme le plus haï de France, ce qui lui procurait une jubilation extrême.

Le comte Bresson se tranche la gorge, le comte Mortier veut en faire autant à ses enfants, Adèle est entre la vie et la mort, Frédéric Soulié rend l'âme, Mademoiselle Georges crève la faim, on donne les cadavres de Waterloo à brouter aux vaches anglaises... Heureusement, il y a Mademoiselle Ozy.

Où apparaît Blanqui bien décidé à imposer le communisme dans les vingt-quatre heures, tandis que Victor Hugo cherche le cadavre de son plus jeune fils à la morgue improvisée de la salle Saint-Jean.

Où Hugo, candidat sans l'être, se retrouve tout penaud en compagnie d'autres recalcés du suffrage universel qui ont noms Balzac, Vigny, Eugène Sue ou Alexandre Dumas.

Quand Victor Hugo propose de creuser le canal de Suez, le canal de Panama et le tunnel sous le Mont Blanc, tout en préconisant la création de la SACEM, de l'Organisation des Nations unies, du Marché commun, de la Société des gens de lettres et du TNP.

Jean-François Kahn L'extraordinaire métamorphose



Le Victor Hugo de Jean-François Kahn

SEUIL

PROCHE-ORIENT

Liban

Trois personnes ont été tuées dans le Sud au cours d'affrontements entre l'armée israélienne et des villageois

M. Nabih Berri, ministre d'Etat chargé des affaires du Sud du Liban, a appelé, jeudi 13 décembre, un congrès de cette région à observer, samedi, une grève générale pour protester contre ce qu'il a qualifié de « crimes commis, jeudi, par l'armée israélienne contre la population civile du Sud du Liban ».

M. Berri a, par ailleurs, appelé la population des régions libanaises sous occupation israélienne à manifester, dès vendredi, « leur colère » en organisant des sit-in dans les mosquées et dans les églises. Trois personnes ont été tuées et onze autres blessées, selon les correspondants de presse dans le Sud du Liban, lors de deux affrontements entre les habitants de deux villages - Touna et Bourj-Rahal - à proximité de Tyr, et l'armée israélienne, qui voulait y effectuer des perquisitions.

Selon les correspondants, les forces israéliennes ont pénétré, jeudi 11 heures (heure locale), à Touna, afin de procéder à des perquisitions. Les habitants de la localité se sont rassemblés pour s'opposer à l'opération des forces israéliennes qui ont alors tiré sur la foule, tuant trois personnes et blessant huit autres. En outre, les forces israéliennes continuent, jeudi, vers la mi-journée à encercler le village de Bourj-Rahal, où trois femmes ont été blessées au cours de la matinée dans un échange de tirs entre les forces israéliennes et les habitants du village.

Confirmant les informations de source libanaise, les milieux proches de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL) ont indiqué que, au cours des accrochages qui ont suivi ces arrestations, trois personnes ont été tuées - dont une femme et une jeune fille de quatorze ans - et au moins cinq autres blessés.

M. PÈRES AJOURNE «SINE DIE» SON VOYAGE A ROME

Jérusalem (AFP). - Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a décidé de repousser sine die le voyage officiel en Italie qu'il devait effectuer au début du mois de janvier prochain. M. Pérès entend exprimer ainsi son « mécontentement » à la suite de la récente entrevue à Tunis du chef du gouvernement italien, M. Bettino Craxi, avec le chef de l'OLP, M. Asser Arafat. M. Craxi avait affirmé qu'il avait constaté chez M. Arafat et plusieurs dirigeants arabes « une volonté de paix sans équivoque qu'Israël ne doit plus ignorer. Le premier ministre israélien avait été invité pour une visite officielle à Rome il y a plusieurs semaines par son homologue italien. Le directeur général du ministère israélien des affaires étrangères, M. David Kimche, s'était rendu récemment dans la capitale italienne pour y préparer la visite de M. Pérès et en fixer la date.

Le tout-savoir sur 100 pays.

La liste des écoles françaises à Alger? Le coût des études? Les droits et les devoirs des résidents étrangers au Zaïre? Le montant de l'impôt sur le revenu au Japon quand ont de deux enfants? Le prix de location d'un trois pièces à Madrid? Quand de nouvelles fonctions vont-elles être proposées à l'étranger? Il est «impensable» de partir le nez au vent? Des questions se posent auxquelles vous exigez des réponses précises avant de vous engager. Les réponses existent. Elles sont réunies dans les monographies ACIFE.

100 pays de A à Z. De l'Australie au Zaïre, de l'alimentation aux précautions sanitaires en passant par la fiscalité, les droits et les devoirs des résidents, la protection sociale, etc., les monographies ACIFE vous apportent le «tout-savoir» sur 100 pays, leurs habitants, leurs habitudes, Part et la manière d'y bien vivre et de s'intégrer pour profiter au maximum d'une expérience nouvelle.

La connaissance vivante. Les monographies ACIFE sont éditées par le Ministère des Relations Extérieures, à l'usage des Français appelés à résider à l'étranger. Sans cesse remises à jour, complètes et précises, elles réunissent l'information la plus sérieuse sur l'existence quotidienne dans chaque pays. Elles représentent le dossier-clé de votre vie future : à consulter d'urgence.

Liste des 100 pays... Afrique du Sud, Algérie, Allemagne Fédérale, Angola, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Bahreïn, Belgique, Bénin, Birmanie, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Centrafrique, Chili, Chine, Colombie, Congo, Corée du Sud, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Djibouti, Egypte, Émirats Arabes-Unis, Espagne, États-Unis, Finlande, Gabon, Ghana, Grande-Bretagne, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hong Kong, Hongrie, Inde, Indonésie, Irak, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Maurice (Ile), Mauritanie, Mexique, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Syrie, Thaïlande, Togo, Trinité & Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yémen du nord, Yougoslavie, Zaïre.

Disponibles à : Accueil et Information des Français à l'Etranger, 30 rue La Pérouse, 75116 Paris - Tél. (1) 502.14.23. Poste 40.70.



Monographies ACIFE pour avoir réponse à tout.

DANS UNE DÉCLARATION AU « MONDE »

Le secrétaire général de la Ligue arabe critique la passivité de la CEE dans les conflits du Proche-Orient

Dans une déclaration au Monde, M. Cheddi Klibi, le secrétaire général de la Ligue arabe, se plaint que la résolution adoptée au dernier sommet européen, qui s'est tenu à Dublin (le monde du 6 décembre), soit bien en deçà de ce qu'on pouvait en attendre. « Le texte de la Communauté n'a pas accordé à la cause palestinienne toute l'importance qu'elle mérite », soutient M. Klibi avant de relever l'absence de toute référence aux droits du peuple palestinien à l'autodétermination et à un Etat. « Nous aurions souhaité, d'autre part, une dénonciation plus vigoureuse de la politique et du caractère illégal de la politique israélienne dans les territoires occupés. »

Abordant le chapitre d'un éventuel règlement de paix, le secrétaire général de la Ligue arabe s'étonne que la Communauté européenne ait passé sous silence le « rôle particulier qui doit être reconnu au peuple palestinien, son OLP, considéré comme son unique représentant et son porte-parole légitime ». Et il ajoute : « Parler de négociations directes dans ces conditions et surtout dans les termes figurant dans la résolution de la CEE ne pourrait donc que fournir à Israël les moyens de se dérober à des négociations internationales (...). D'autre part, présenter des négociations directes sans parapluie international en faisant abstraction des résolutions de l'ONU sur le conflit n'est-ce pas mettre Israël dans une position qui lui permet d'imposer ses conditions aux Etats de la région ? »

M. Cheddi Klibi déplore, enfin, la passivité de la CEE. « Nous attendions de la déclaration de Dublin sur le Proche-Orient qu'elle annoncerait une initiative que les pays de la Communauté savaient sans aucun doute actuellement les plus habilités à prendre; cette initiative, qui avait du reste été annoncée dans une précédente déclaration de la CEE s'importe aujourd'hui plus que jamais (...). »

Le secrétaire général de la Ligue arabe exprime le souhait que la Communauté prenne, de même, des initiatives concrètes pour mettre un terme aux conflits du Liban et du Golfe.

LE SORT DES PRISONNIERS DE LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran donne son accord de principe pour l'ouverture d'une enquête des Nations unies

L'Iran a donné son accord de principe pour l'ouverture d'une enquête des Nations unies sur le sort des prisonniers de guerre et des détenus civils du conflit irano-irakien, a indiqué, jeudi 13 décembre, un porte-parole de l'ONU. Ce porte-parole a toutefois ajouté que la réponse iranimienne soulève quelques problèmes concernant les modalités de cette enquête, et que ceux-ci étaient actuellement étudiés par les responsables de l'ONU. Il s'est refusé à préciser quels étaient ces problèmes.

La Maison Blanche a rejeté, en outre, l'idée formulée par Téhéran d'un « échange » des pirates de l'air responsables d'un détournement de l'avion des Kuwait Airways contre des opposants anti-khomeïnistes en exil. Le premier ministre irakien, M. Mir Hossain Moussavi, avait refusé mercredi l'extradition des quatre pirates de l'air, qui ont tué deux Américains, évitant l'éventuel échange d'un avion à Machad, signalé par le premier ministre irakien. M. Larry Speakes, porte-parole du président Reagan, a indiqué qu'une telle solution serait inacceptable pour les Etats-Unis, même si elle devait permettre de traduire les pirates de l'air en justice. Le gouvernement irakien « a des obligations très claires: il doit juger les pirates de l'air ou les extraditionner pour qu'ils puissent être jugés dans un autre pays », a réaffirmé M. Speakes en évoquant la convention internationale de La Haye sur la prévention des détournements d'avions, que l'Iran a signée.

A Paris, l'ancien président iranien Bani Sadr au cours d'une déclaration à la presse, a accusé le gouvernement de Téhéran d'être à l'origine du détournement de l'Airbus koweïtien. Il a indiqué notamment que deux des pirates de l'air qui avaient participé à l'opération avaient pris part, en août dernier, au détournement d'un Boeing d'Air France vers Téhéran.

Les Moudjahidines du peuple ont, de leur côté, démenti, dans un communiqué rendu public à Paris, être à l'origine de l'échange d'un avion à Machad, signalé par le premier ministre irakien. Cette tentative aurait échoué et entraîné l'arrestation de douze personnes. - (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador LE GOUVERNEMENT RESPECTERA LA TRÊVE OFFERTE PAR LA GUÉRRILLA. - Le gouvernement Duarte s'est déclaré, jeudi 13 décembre, satisfait de la proposition de trêve complète pendant les fêtes de fin d'année faite par la guérilla (le Monde du 14 décembre). Il respectera cette trêve mais « en ses propres conditions », selon un porte-parole officiel. Le Front Farabundo s'est engagé à ne combattre que s'il était attaqué. - (Reuters.)

Etats-Unis LES VOYAGES EN LIBYE DÉCONSEILLÉS. - Le gouvernement, mécontent du nombre croissant d'Américains qui travaillent en Libye ou s'y rendent pour affaires, a appelé, jeudi 13 décembre, ses ressortissants à éviter les voyages dans ce pays. Une réglementation restreignant les voyages de citoyens américains en Libye existe depuis la fin de 1981, rappelle le département d'Etat. Il précise que ces règles ont été réaffirmées le 30 novembre dernier et sont donc toujours en vigueur. Selon le département d'Etat, de mille à mille cinq cents Américains vivent ou travaillent actuellement en Libye. - (AFP.)

UN OFFICIEL CHINOIS RETROUVÉ PENDU A NEW-YORK. - M. Zhang Xin, membre du ministère chinois du textile, a été trouvé pendu, mercredi 12 décembre, sur le toit du consulat général de Chine à New-York, où il séjourrait depuis le 5 décembre avec une délégation commerciale. M. Zhang n'avait pas quitté les Etats-Unis avec ses collègues le dimanche 9 décembre et il s'était rendu le lendemain aux Services de l'Immigration

AFRIQUE

Mauritanie

Les nouveaux dirigeants réaffirment leur soutien au Polisario

Les nouveaux dirigeants militaires de Mauritanie, arrivés mercredi 12 décembre au pouvoir lors d'une révolution de palais, ont réaffirmé leur soutien aux maquisards du Polisario en lutte contre le Maroc au Sahara occidental.

Dans un communiqué diffusé par Radio-Newschott, le Conseil militaire de salut national (CMSN) renoué a déclaré qu'il respectera tous les engagements de l'Etat et œuvrera dans un esprit de compréhension et de coopération avec les pays voisins.

La construction du Maghreb arabe demeure un objectif important, et les accords d'amitié conclus avec l'Algérie et la Tunisie sont un pas dans cette direction, précise le texte.

Réaffirmant la reconnaissance de la République arabe sahraouie (RASD) proclamée par le Front Polisario, le communiqué préconise une solution par des négociations afin de rétablir la paix et la concorde dans la région.

Le coup d'Etat de mercredi a pu être provoqué par des divergences entre les dirigeants militaires du pays à propos du conflit du Sahara occidental, estime-t-on dans les milieux mauritaniens de diverses capitales d'Afrique de l'Ouest.

Le nouvel homme fort du régime, le lieutenant-colonel Mohammed Marouya Ould Sid'Ahmed Taya, quarante et un ans, pourra recueillir la politique du pays vers une position plus neutre.

Le lieutenant-colonel Mohammed Khouna Ould Haidalla, évincé de la présidence alors qu'il revenait du sommet franco-africain de Banjul, a regagné Nouakchott, jeudi, et a été aussitôt arrêté.

Le couvre-feu a été décrété pour la nuit sur l'ensemble des pays, et les liaisons télé et téléphoniques avec le monde extérieur sont coupées. Le président Haidalla avait mis fin à quatre ans de mandat de la Mauritanie dans le conflit du Sahara occidental au mois de février dernier, en décidant la reconnaissance de la RASD. L'initiative avait

été bien accueillie en Algérie, elle avait profondément déçu au Maroc et, selon les milieux mauritaniens à l'étranger, elle avait entraîné une scission au sein du CMSN.

Dans un important renouement ministériel jeudi, le lieutenant-colonel Taya a reconduit la moitié du cabinet précédent, rapporte Radio-Newschott. Comme son prédécesseur, il s'est nommé président, premier ministre et ministre de la défense. Le communiqué diffusé par Radio-Newschott précise que la « réorganisation » du CMSN avait été menée pour faire face à une « situation intérieure grave ».

La Libye a reconnu le nouveau régime mauritanien, a annoncé jeudi l'agence officielle Jana. - (Reuters.)

Le gouvernement remanié

Radio-Newschott, capote à Dakar, a rendu publique la composition du nouveau gouvernement. Affaires étrangères : commandant en chef Sid'Ahmed Ould Babanine (ancien secrétaire permanent du CMSN). Justice : lieutenant-colonel Ahmed Ould Minnih (ancien ministre des affaires étrangères). Intérieur : lieutenant-colonel Djilili Ould Abdallah (ancien ministre de l'équipement).

Finances : lieutenant-colonel Amadou Babali. Plan et aménagement du territoire : M. Tarhiit Ould Sid'Ahmed. Pêche : M. Iseemou Ould Baha. Mines et industrie : commandant Mohamed Mahmoud Ould Dely (ancien ministre de la santé). Equipement et transports : capitaine Mohammed Lemine Ould N'Diaye (ancien ministre des pêches). Education nationale : M. Hani Ould Dié (inchangé). Fonction publique : M. Camara Ali Guelladio. Hydraulique : M. Mohamed Fadel Ould Dah (inchangé). Développement rural : M. Messoud Ould Bekkair. Santé publique : M. Djibo Tafiro. Information et télécommunications : M. Ahmed Ould Ghannouch (ancien vice-ministre des affaires étrangères). Jeunesse et Sports : M. Ba Mahmoud (inchangé).

Tchad

Le président Habré souligne l'« excellence » des relations entre Paris et N'Djamena

M. François Mitterrand a regagné Paris jeudi 13 décembre en fin de soirée, en provenance de Bangal. Au cours de son bref séjour en République centrafricaine, le chef de l'Etat a souligné la « position géographique et stratégique irremplaçable » de ce pays, et a remercié le président André Kolingba pour l'aide et le soutien que la RCA apporte à la politique française au Tchad, notamment au Tchad.

A N'Djamena, le président Hissène Habré, de retour de Boujumbura, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que des « solutions satisfaisantes » pour la France et le Tchad « pourront peut-être être trouvées » à terme afin d'obliger les troupes libyennes à quitter le nord du pays. Le chef de l'Etat tchadien a ajouté qu'il maintient « des contacts étroits » avec M. Mitterrand et a souligné l'« excellence » des rapports franco-tchadiens et la « solidarité » de Paris à l'égard de N'Djamena. Il a, d'autre part, confirmé qu'il avait demandé à la France de renvoyer des unités au Tchad.

Paris et N'Djamena ont tenu, jeudi 12 décembre, une conférence de presse, que des « solutions satisfaisantes » pour la France et le Tchad « pourront peut-être être trouvées » à terme afin d'obliger les troupes libyennes à quitter le nord du pays. Le chef de l'Etat tchadien a ajouté qu'il maintient « des contacts étroits » avec M. Mitterrand et a souligné l'« excellence » des rapports franco-tchadiens et la « solidarité » de Paris à l'égard de N'Djamena. Il a, d'autre part, confirmé qu'il avait demandé à la France de renvoyer des unités au Tchad.

Washington maintient son « engagement constructif » à l'égard de Pretoria

Les Etats-Unis ne veulent pas jouer le rôle d'un « grand frère » en Afrique et s'en tiennent à leur « diplomatie tranquille », a déclaré, jeudi 13 décembre, à Washington, M. Chester Crocker, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires étrangères, en écartant l'idée de sanctions économiques contre Pretoria. Les récentes déclarations américaines contre l'apartheid, a-t-il ajouté, ne signifiaient pas la politique d'« engagement constructif » menée par Washington à l'égard de l'Afrique du Sud.

D'autre part, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, à l'unanimité, jeudi, d'étendre l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, qui date de 1977, aux importations de son côté, l'Assemblée générale des Nations unies a approuvé, à de larges majorités, sept projets de résolution condamnant l'apartheid. En Afrique du Sud, le président Pieter Botha a condamné l'« ingé-

La fuite éperdue de toute une population

Les habitants de cette région ont fui les combats. Ils ont été obligés de laisser derrière eux leurs biens, leurs familles, leurs terres. Ils ont traversé de longues distances pour se réfugier dans des camps de réfugiés.

Cette situation est très préoccupante. Les autorités doivent prendre des mesures pour protéger ces populations vulnérables. Des aides humanitaires sont nécessaires.

Le président Habré souligne l'« excellence » des relations entre Paris et N'Djamena. Cette déclaration est un signal positif pour la stabilité régionale.

Colombo rejette les accusations de M. G... Les autorités ceylannoises ont démenti les allégations selon lesquelles... Les relations entre les deux pays restent tendues.

Le président Reagan a réaffirmé son soutien à la démocratie en Afrique. Cette prise de position est largement appréciée.

PIANO DAUBE 280 / mois 252 / mois CREDIT CREG 360 mois 12017 PARIS 177227-BB S-4

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

Mauritanie

Les nouveaux dirigeants réaffirment leur soutien au Polisario

Les nouvelles élections ont eu lieu le 12 décembre 1984...

Le ministre des Affaires étrangères...

Le secrétaire général de l'Union...

Le président de la République...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de l'Éducation...

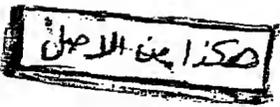
Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Économie...

Le président haïtien souligne l'excellence des relations entre Paris et Hô Chi Minh

Hô Chi Minh, 12 décembre (AFP) - Le président haïtien...

Le président haïtien a souligné l'excellence...



LA REMISE EN ROUTE DE L'USINE DE BHOPAL EN INDE

La fuite éperdue de toute une population

De notre correspondant

New-Delhi. — Dix jours après la terrible nuit qui coûta plus de deux mille vies humaines à cette ville du cœur de l'Inde, l'exercice d'évacuation entamé par les autorités de Bhopal ne pouvait que tourner à la panique. Et parce qu'il y eut. Dès mercredi soir, après l'annonce que l'usine de mort allait être remise en route, le dimanche 16 décembre, le tampe de convertir en pesticide les 15 tonnes de gaz liquide (MIC) abandonnées dans un réservoir d'acier, des milliers de Bhopaliens s'étaient lancés sur les routes.

dans un rayon de 4 kilomètres autour de l'usine, étaient déjà désertés, et la vieille cité avait pris l'apparence d'une ville fantôme. L'armée et la police — renforcées de quatre mille hommes — ont été placées en état d'alerte et patrouillent, armés en bandoulière, dans les sordides venelles abandonnées.

Opération « ville morte » pour une cité blessée. A pied, à cheval, en scooter, en autobus, en charriots tirés à bras ou par des buffles, en cyclopasses, la ville entière semblait avoir levé le camp. Même les malades — en tout cas ceux qui pouvaient marcher — avaient commencé à abandonner leurs couchés en communiés pour déguerp avec leurs familles.

Cent mille personnes au moins ont pris le large. « Pas de panique », avait dit M. Arjun Singh, le très gaffeur chef du gouvernement du Madhya-Pradesh, il y eut une odeur désagréable sur la ville mais pas de danger. Nos meilleurs scientifiques sont sur place. » Autant d'assurance aux rascassés du Tizanic d'être canotier autour des icebergs du pôle Sud.

Apparemment, il n'y avait pas d'autre moyen de débarrasser l'endroit des 15 tonnes de MIC qui restent emprisonnées dans un réservoir souterrain.

Apparemment, il n'y avait pas d'autre moyen de débarrasser l'endroit des 15 tonnes de MIC qui restent emprisonnées dans un réservoir souterrain.

Psychose collective

Judi, toutes les routes qui sortent de Bhopal étaient encombrées par une foule grouillante et fébrile, en partance pour Dieu sait où, mais vers la sécurité. Ce fut un décodeur indescriptible. Des autocars municipaux et des véhicules militaires étaient encore stationnés vendredi aux abords de l'usine pour évacuer les retardataires qui, à l'ultime moment, choisiraient de se replier dans l'un des neuf camps de transit spécialement dressés de l'autre côté de la ville, dans les zones d'habitation nouvelle.

Les experts américains de l'Union Carbide sont du même avis. Si tout se passe sans accroc, l'opération prendra entre cinq et six jours. Une équipe de météorologues est sur place pour étudier les vents et juger du meilleur moment de remise en marche. Et puis des hélicoptères de l'armée déverseront pendant les opérations des tonnes de pluie artificielle autour du complexe.

PATRICE CLAUDE.

Sri-Lanka

Colombo rejette les accusations de M. Gandhi

Colombo (Reuter, AFP, UPI). — Sri-Lanka a de nouveau accusé l'Inde, jeudi 13 décembre, d'encourager les « séparatistes » tamouls du nord de l'île et a réposé en bloc les propos tenus par le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, dénonçant se rendraient coupables les forces de sécurité de l'île sur la minorité tamoule (Le Monde du 13 décembre). Dans une déclaration ne l'embarassant guère de précautions diplomatiques, M. Shabul Hameed, ministre sri-lankais des affaires étrangères, a affirmé : « Le ton, la forme et le contenu (des propos de M. Gandhi) ne peuvent qu'inciter les terroristes et leurs partisans tant en Inde qu'en Sri-Lanka à poursuivre plus avant leurs activités néfastes. » Le ministre a réaffirmé la position de Colombo selon laquelle les « séparatistes tamouls sont formés et contrôlés par des organisations terroristes, qui ont bénéficié de facilités sur le territoire de l'Inde ». Ces accusations sont régulièrement démenties par New-Delhi.

Les autorités de Sri-Lanka ont, par ailleurs, indiqué, jeudi, que 725 Tamouls accusés d'activités « terroristes » avaient été arrêtés cette semaine dans le nord de l'île. Une organisation humanitaire tamoule, la Protag, a, d'autre part, accusé, mercredi, des Cingalais d'avoir assassiné, mardi, 65 civils tamouls à Maduwachchiya (au nord de l'île).



LOCATION à partir de 280 f/mois VENTE 252 f/mois CREDIT CREG jusqu'à 60 mois LIVRAISON GRATUITE GARANTIE 3 ANS 75 bis, av. de Wagram 75017 PARIS 763-34-17 / 227-88-54 OUVERT LE DIMANCHE

Enfin, le président Jayewardene a reconstruit, jeudi, les dirigeants du plus important parti politique tamoul, le Front unifié de libération tamoul (modéré). La rencontre, qui a duré deux heures, précédaît une « table ronde » devant examiner les conditions dans lesquelles une plus large autonomie pourrait être accordée aux régions où les Tamouls sont majoritaires, et les mesures destinées à faire baisser la tension entre les deux communautés.

RFA LE PROJET DE RÉFORMES FISCALES

Le chancelier Kohl est mis en échec par ses partenaires de la coalition

Correspondance

Bonn. — Le Parti démocrate chrétien (CDU) vient de subir, face à ses partenaires de la coalition gouvernementale, un échec important qui risque de peser lourd sur sa capacité à maintenir un semblant de consensus social en RFA.

Pour une fois, le Parti libéral et le Parti social-chrétien bavarois (CSU) de M. Franz Josef Strauss ont fait cause commune pour refuser une telle solution. Ils avaient proposé de diminuer davantage encore la pression fiscale sur les revenus les plus faibles. Mais ils se sont heurtés à leur tour au refus catégorique du ministre des finances de remettre en cause sa politique de rigueur budgétaire.

Devant son incapacité à trouver une formule de compromis, le chancelier Kohl a eu d'autre recours que de laisser les choses en l'état. Le Parti social-démocrate, qui avait proposé pour sa part l'introduction d'un impôt supplémentaire pour les hauts revenus, a immédiatement accusé le gouvernement d'avoir trompé l'opinion avant l'élection de 1983 avec l'emprunt forcé obligatoire. Malgré les efforts récents du chancelier pour reprendre contact avec la direction du mouvement syndical, le gouvernement s'expose une nouvelle fois au reproche de servir exclusivement les intérêts des privilégiés. Cette opinion s'était déjà répandue à la suite du soutien massif qu'il avait apporté au patronat lors du conflit sur la réduction de la durée du travail, puis lors de sa tentative maladroite de faire amnistier les auteurs de donations illicites aux partis politiques.

Devant le refus du Parti libéral d'envisager tout nouvel impôt, le ministre des finances, M. Stoltenberg, avait envisagé de reculer de deux ans, pour certaines catégories privilégiées, l'entrée en application de la récente réforme fiscale décidée par le gouvernement pour alléger l'impôt sur le revenu.

HENRI DE BRESSON.

Pologne

TROIS ANS APRÈS LE COUP DE FORCE DU 13 DÉCEMBRE M. Lech Walesa appelle les militants de Solidarité à une « action nationale

en faveur du pluralisme syndical »

Varsovie (AFP). — Le calme a régné en Pologne le jeudi 13 décembre, jour anniversaire du coup de force du 13 décembre 1981. Cette journée n'a été marquée que par des messages, dites dans de nombreuses églises du pays.

de Noël, le cardinal Giamp a vivement critiqué mercredi les Polonais qui se sont réfugiés en Occident ces derniers mois. « Des centaines de Polonais ont fui à l'étranger et se sont retrouvés dans des camps de réfugiés », dit notamment le primate.

Mgr Giamp critique les exilés

Le prix Nobel de la paix dresse un réquisitoire sévère contre le régime Jaruzelski, qui, en trois ans, estime-t-il, a créé « une Pologne pauvre, coupée du monde, plongée dans une crise permanente ».

Autriche

Défection d'un ex-directeur du bureau de Tass. — Un ancien directeur du bureau de l'agence Tass à Vienne, M. Vadim Ivanov, qui serait un important agent des services de renseignements soviétiques, a fait défection et s'est réfugié en RFA, affirme la Stuttgarter Zeitung dans son édition de vendredi 14 décembre.

Tchécoslovaquie

Le général Jaruzelski de Prague. — Le général Wajecieb Jaruzelski, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié de Pologne et premier ministre, est arrivé jeudi 13 décembre à Prague. Les relations avec la RFA doivent être « l'un des thèmes les plus importants » de cette visite, a affirmé M. Stefan Olszowski, ministre polonais des affaires étrangères, dans une interview au Rude Prava, le quotidien du PC tchécoslovaque, où il a critiqué vivement la RFA.

100 CHAMPS-ELYSEES

Advertisement for MONSIEUR ELYSEES PARIS DES BELLES FÊTES! listing various services and prices.

Espagne LE XXXe CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER

Les syndicalistes critiquent le manque de concertation entre le gouvernement et le parti

Da notre correspondant

Madrid. — En inaugurant, le jeudi 13 décembre, le XXXe congrès du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), le secrétaire général et actuel président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, a pas manqué de se féliciter des progrès spectaculaires atteints depuis 1974.

Ce discours a suscité à huis clos un vif débat. La plupart des critiques ont affirmé que M. Gonzalez s'était exprimé en chef de gouvernement et non en secrétaire général du parti. « La direction du parti s'est montrée singulièrement apathique depuis deux ans, et elle semble perdre non seulement la voix mais aussi la tête », a affirmé le secrétaire général de la puissante fédération socialiste de Madrid, M. Joaquim Leguina, pour qui « le parti ne doit pas servir uniquement de faire-valoir du gouvernement ».

« C'est également la thèse qu'a soutenue le secrétaire général de la Centrale syndicale socialiste UGT (Union générale des travailleurs), M. Nicolas Redondo, devenu malgré lui le principal porte-parole de ceux qui critiquent la « concentration des pouvoirs de décision » au sein du PSOE. « Le parti n'a pas été capable de corriger l'action du gouvernement lorsque cela était nécessaire, a-t-il affirmé, notamment face à une frénésie d'assainissement économique qui prenait parfois l'allure d'une démonstration de force face aux travailleurs ».

Particulièrement applaudi, M. Redonda a poursuivi : « Tout le monde est d'accord sur la nécessité de la reconversion industrielle, mais pas n'importe comment : certains semblent la considérer comme une fin en soi. L'efficacité économique n'est pas garantie en elle-même de la justice sociale. Il est vrai que le socialisme ne peut pas se permettre d'être théorique, qu'il doit tenir compte des réalités. Mais il ne doit pas pour autant perdre de vue ses objectifs, qui restent son idéal. »

M. Gonzalez a d'autre part justifié le maintien de l'Espagne dans l'Alliance atlantique sans l'intégrer à sa structure militaire. « Cette position s'inspire, a-t-il dit, d'une réflexion sur la nécessité de parvenir à une solution durable. Il n'est pas imaginable que l'Espagne, après être entrée dans l'OTAN en 1982, demande à la quitter en 1984 et veuille éventuellement y rentrer à nouveau demain si la majorité politique venait à changer. Ni la stabilité interne du pays ni sa position internationale ne pourraient résister à ce va-et-vient. »

THERRY MALINIAK.

LA MUSIQUE CHEZ FAYARD

Advertisement for Pierre BOULEZ featuring a portrait and text about a comprehensive music book.

150

AMÉRIQUES

Panama

LE PLAN D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT

« Il s'agit de lutter énergiquement contre la corruption » nous déclare le président Barletta

De notre envoyé spécial

L'Assemblée législative de Panama a répondu, le mercredi 12 décembre, au projet d'impôts spéciaux présenté par le gouvernement de M. Barletta dans le cadre d'un vaste plan d'austérité et de redressement. Pour la seconde fois en deux semaines, plusieurs milliers de personnes ont défilé mercredi dans les rues de Panama pour dénoncer le plan gouvernemental négocié en accord avec le Fonds monétaire international. Dans une entrevue qu'il nous a récemment accordée à Panama, M. Barletta s'est expliqué sur les objectifs de son plan.

Panama. — Elia président de Panama en mai 1984, M. Nicolas Ardito Barletta, dit « Nicky », a pris ses fonctions le 11 octobre — date anniversaire de la prise de pouvoir par le général Omar Torrijos en 1968 (1). Confronté à une crise économique et financière encore « plus grave » qu'il ne le croyait, selon ses propres termes, il a adopté des mesures rigoureuses, où l'on retrouve la patte de l'ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale.

Son plan d'austérité prévoit en effet le blocage des salaires dans le secteur public et la vente d'un certain nombre d'entreprises « autonomes » (intéressant les services de l'eau, de l'électricité, du téléphone, de la réforme agraire, du tourisme, de la loterie et des casinos, entre autres) et qui échappaient manifestement à tout contrôle sérieux depuis un certain nombre d'années.

Le plan envisage également le renforcement des pouvoirs du contrôleur général (contraloría general) (2), dont les fonctionnaires sont chargés, dans chaque ministère et dans chaque entreprise publique, de « vérifier » la bonne gestion des dépenses. Il s'agit de lutter, comme M. Barletta l'avait promis pendant sa campagne électorale, contre la

corruption et le système assez répandu des pots-de-vin.

Tâche louable, mais lourde, dans un pays où l'opinion accueille a priori avec scepticisme les « bonnes intentions » moralisantes des dirigeants.

Le redressement, en tout cas, est indispensable, car Panama n'échappe pas plus que la grande majorité des pays d'Amérique latine au casse-tête de la dette extérieure. Elle s'élève, selon les dirigeants, à environ 5 milliards de dollars (dette publique et privée). C'est beaucoup pour une petite nation qui doit récupérer sa souveraineté totale sur la zone du canal à l'horizon 2000 (à la suite des accords Torrijos-Carter signés le 7 septembre 1977), mais qui est frappée durement par la crise mondiale (la zone franche de Colon, l'un des « atouts » de la République traverse une très mauvaise passe). Renforcer cette dette implique des sacrifices et des mesures exceptionnelles. M. Barletta en est lui-même bien conscient. Il est diplômé de l'université de Chicago et expert en économie et en finances : une « carte de visite » qui a compté lorsqu'il s'est agi de trouver un candidat à la présidence.

Scandales multiples — dont celui spectaculaire de la Sécurité sociale, — malversations, grands projets ambitieux et coûteux et finalement abandonnés — comme celui du curvire de Cerro Colorado dans le Chiari, — interventions directes ou indirectes de la garde nationale (aujourd'hui rebaptisée « force de défense », sur le commandement du général Manuel Antonio Noriega) dans les affaires publiques pendant l'ère « torrijista », crise économique et financière, chômage atteignant des taux dramatiques, en particulier à Colon et dans certains faubourgs populaires de Panama (San-Miguelito), récession, inséc-

rité en hausse : les Panaméens — dont le niveau de vie moyen reste cependant bien supérieur à celui de leurs voisins d'Amérique centrale — ont beaucoup de motifs d'inquiétude et de préoccupation. Le plan d'austérité, présenté de manière dramatique par M. Barletta en novembre, heurte bien des intérêts, des habitudes, et il n'emporte pas l'adhésion de tous les secteurs de la société.

Le rendez-vous de l'an 2000

Le président, face aux protestations, a déjà dû retirer son projet d'impôts spéciaux (la loi 46), l'une des pièces de son plan d'austérité. Malgré cela, des manifestations de rue ont eu lieu à Panama « contre la corruption » et « contre le plan du gouvernement ». C'est dire que la partie s'annonce serrée. M. Barletta, un homme bonifié et de bonne volonté, est incité. Il admet que « rien n'est joué ». C'est ce qu'il nous a redit à l'occasion d'une entrevue accordée au palais présidentiel, dans le « vieux Panama » colonial, d'où l'on aperçoit les cargos qui attendent pour entrer dans le canal.

« En un seul mois, dit-il, mon gouvernement a préparé trente lois qui doivent réformer le fonctionnement de notre administration, l'économie et qui doivent aussi répondre aux problèmes sociaux. Le but est d'assainir l'administration, de lutter énergiquement contre la corruption, qui est, effectivement, l'un des principaux maux de la nation. Innovation : nous avons un projet de loi contre la contrebande. Les services de la contraloría général vont être renforcés et leurs pouvoirs accrus. Un tribunal des comptes jugera les fonctionnaires inélicites et une loi dite de « licitation » devrait permettre de mieux combattre le système des pots-de-vin. Encore faut-il, bien

sûr, que ce paquet de mesures soit adopté par l'Assemblée... Je pense qu'il convient d'encourager le secteur privé sans oublier de faire tout son possible dans le domaine social. Encourager les patrons à mieux travailler et à exporter davantage ne doit pas dispenser l'État de se préoccuper du sort des humbles et des marginalisés. Ils sont nombreux, hélas ! à Panama. J'espère — et tout va bien — réduire le déficit budgétaire de 6 % du PIB actuellement à 4 % en 1985 et à environ 2 % en 1986. On me demande quel est le budget de la force de défense ? Il va être réduit de 4 % ».

Les militaires de la force de défense — à qui l'on a reproché bien des choses dans le passé — se tiennent remarquablement tranquilles dans leurs casernes depuis le 11 octobre. Mais il est sûr que les cris de colère de la rue les indisposent. Décidé à laisser « toutes ses chances » au président Barletta, et soucieux, au premier chef, de bâtir une armée panaméenne moderne et efficace (pour le rendez-vous de l'an 2000, lorsque Panama devra effectivement assurer la défense et la sécurité de la voie d'eau interocéanique), le général Noriega ne tolérerait sans doute pas des troubles graves et prolongés dans les rues de Panama.

Libéral, modéré, nationaliste résolu à se battre pour que les traités Torrijos-Carter sur la zone soient effectivement appliqués et respectés (« il y a des difficultés », admet le président), M. Barletta ne cultive pas l'anti-américanisme, mais il est, dans ce domaine, à l'unisson de la majorité des Panaméens qui savent que la « récupération de la souveraineté » ne résout pas tout.

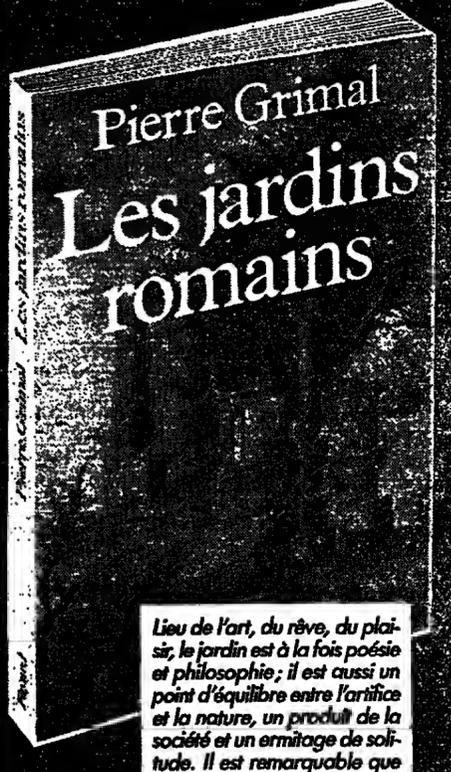
Cela dit, précise « Nicky », l'école des Américains de la zone où les bérets verts entraînaient des militaires latino-américains à la lutte anti-guérilla est effectivement fermée. C'est notre force de défense qui en assume maintenant la direction... Le maintien de bases militaires américaines dans la zone et l'utilisation de ces bases dans les conflits d'Amérique centrale (des appareils de reconnaissance américains décolent de la base Howard pour « surveiller » le Nicaragua et le Salvador) posent, à moins, des « cas de conscience » aux Panaméens. M. Barletta l'admet. Il ajoute : « Panama, qui est membre du groupe de Contadora, souhaite évidemment une solution politique. Les sandinistes disposent encore d'une possibilité de sortir de la crise en acceptant une issue honorable. Cela nous dépend d'eux. Mais ils doivent savoir que jamais les peuples et les gouvernements d'Amérique centrale ne toléreront de M19-21 ou Nicaragua. Même leurs sympathisants dans la région y sont résolument hostiles. Ce serait inadmissible, dangereux et de nature à bouleverser complètement les prises de position des uns et des autres... »

MARCEL NIEDERGANZ.

(1) Le général Omar Torrijos, chef de la Garde nationale, a pris le pouvoir, le 11 octobre 1968, en renversant le gouvernement Arnulfo Arias. Il est mort accidentellement le 31 juillet 1981. Il reste pour les Panaméens l'homme qui a obtenu des Américains la reconnaissance de la souveraineté de pays sur la zone du canal.

(2) Le contraloría general cumule les fonctions exercées en France par la Cour des comptes et l'inspection des finances.

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



520 pages
don 8 de format
150 F

Nouvelle collection d'actualité POINTS CHAUDS DU GLOBE

NICARAGUA, SALVADOR, IRAK-IRAN, LIBAN...

Quel est le rôle des États-Unis et de l'Union Soviétique dans ces conflits ? Ces « Points Chauds du Globe » sont-ils inévitables pour éviter l'apocalypse nucléaire ?

Jacques SOPPELSA spécialiste de géopolitique répond PUBLICATIONS DE LA SORBONNE : (1) 329-12-13

COMMENT FAIRE DES ETUDES SUPERIEURES A L'ETRANGER ?

La réponse dans le numéro de décembre de **L'Éducation**

LA VIE FRANÇAISE

UN DOSSIER COMPLET SUR LA PUBLICITÉ

POLITIQUE

- Parti Socialiste : convention de modernisation ou mini-congrès ?

ÉCONOMIE

- Déficit public : la méthode des vases communicants.

ENTREPRISES

- Risque industriel : après la catastrophe de Bhopal.
- Essence sans plomb : la bataille des catalyseurs.

BOURSE

- CONSEILS : Cie Bancaire, Club Méditerranée, Aquitaine, Hitachi, Deutsche Bank.
- ÉTUDES : Lesieur, Bellow.

ARTS, CULTURE

- Livres, cinéma, expositions, théâtre...

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

LES USA ÇA NE S'OUBLIE PAS

OFFICE du TOURISME des ÉTATS-UNIS
23, PLACE VENDÔME, 75001 PARIS - TEL. : (1) 260.57.15.

TWA "Le Tour d'Amérique"

A vous de choisir parmi plus de 60 villes U.S. que dessert TWA. En plus de votre billet transatlantique, vous pourrez en visiter 8 quelle que soit la distance pour seulement 2.249 F, soit 281 F l'étape. Votre vieux rêve de faire le tour d'Amérique est enfin à portée de main !

* Exemple : Paris-Boston a/r 3550 F au tarif Super Apex, minimum 14 jours.

Pour bâtir votre itinéraire idéal, faites un tour chez TWA ou chez votre agent de voyages.

Vous plaire nous plaît.

Conditions : Ré-évaluation et achat du billet 21 jours à l'avance. Date limite d'achat : 31 décembre 1984. Validité : 60 jours à partir du début du voyage. Départs avant le 28 mars 1985.

Le Monde

politique

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'état-major du RPR incite ses partisans locaux à durcir leur attitude

A la veille des consultations que M. Edgard Pisani doit avoir avec les dirigeants politiques du territoire, de nouveaux incidents ont eu lieu, vendredi 14 décembre, en Nouvelle-Calédonie.

A Hienghène, le dispensaire u été investi dans la matinée par des militants du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), et le personnel de l'établissement a été évacué à bord d'un hélicoptère.

Deux magasins, dans la même localité, ont été pillés, et un véhicule de l'administration des postes a été endommagé. A Yaté, le FLNKS a édifié un nouveau barrage sur la route, à la suite, semble-t-il, de l'arrestation de plusieurs de ses militants.

A Paris, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, a dénoncé, jeudi, ce qu'il a appelé « l'entreprise de désinformation et de anéantissement de la réalité » menée par le gouvernement à propos de la Nouvelle-Calédonie.

Nouméa. — Il était une fois deux pavillons mitoyens. Les deux voisins vivaient en bonne entente. Un jour, l'un d'eux planta un cerisier dont les branches, en poussant, firent bientôt de l'ombre au jardin voisin. Les deux propriétaires avaient deux manières de résoudre le conflit. La gauloise, juridique, formaliste, en allant de procès en procès. Ou l'anglo-saxonne, pragmatique, en se partageant les fruits.

Le député du gouvernement a été frappé par le caractère « mythologique, symbolique et conceptuel » de la querelle calédonienne. On oppose une image à une autre, un terme à un autre. Au-delà des mots qui « aggravent la tension », il va aller chercher « en imaginant ce que peut être la vie quotidienne des Calédoniens de l'an 2000 », la manière de marier le bon et le feu. Aux langues de bois antagonistes, aux anathèmes familiers du territoire, il a décidé d'opposer un inséparable pragmatisme.

De son expérience de commissaire européen, il a acquis le goût de construire sans se payer de mots. De son appartenance passée au parti gaulliste, il a gardé l'intuition supérieure d'un pays guidé vers un consensus, comme sa baguette conduit le sorcier. Avant qu'un médiateur il se pose en psychiatre. « Que voulez-vous dire par là ? », va-t-il demander inlassablement aux deux troupes opposées qui vont répétant : « Indépendance kanak socialiste ! » ou « Présence française ! ». Ainsi, s'explique l'envoi des questionnaires du 12 décembre : « Si quelqu'un refuse d'y répondre, cela

provoque qu'il n'a rien à mettre, dans sa revendication, que des mots ».

Pourquoi aucun de ces deux questionnaires ne retient-il l'hypothèse d'une indépendance multiraciale ? « Il aurait alors fallu définir un autre schéma que je n'ai pas retenu. Mais, si cette hypothèse se dégageait, je l'examinerai aussi ».

Au fond, M. Pisani propose un « sur-Nouvelles-Calédonies ». Il ne s'agit plus, comme le fit le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemaigne, en réunissant tout le monde autour d'une table, en juillet 1983, dans un chalet de la banlieue parisienne, de dégager aux forçats un consensus superficiel au prix d'interminables palabres. Il ne s'agit plus non plus de favoriser l'émergence de forces politiques contraires pour court-circuiter le FLNKS. On va plonger au plus profond des deux solutions extrêmes des Canaques et des caldoches, en apnée, à l'aveugle.

De nos envoyés spéciaux

Thio, parce qu'il ne pouvait pas lui garantir qu'il serait en sécurité. « Si vous voulez vous rendre à Thio, vous pouvez le faire dans la demi-heure qui suit », lui a sussuré l'officier M. Pisani, qui a contesté avoir jamais dissuadé le président du gouvernement du territoire de se rendre dans la cité minière.

En fait, derrière le raidissement du sénateur RPR, il n'y a pas d'envie de dévoter l'influence de M. Bernard Pons. Depuis son arrivée à Nouméa, Fabius secrétaire général du RPR, envoyé sur place par M. Jacques Chirac, mène campagne en disant qu'il ne saurait, en effet, y avoir dialogue avec le délégué du gouvernement « sans rétablissement de l'ordre ». Alors que ses représentants locaux, et notamment le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, député RPR, s'efforçait, jusqu'à présent, de modérer la communauté caldoche et de préparer les conditions d'une accalmie politique, l'état-major national du RPR a visiblement décidé, sur le terrain autant qu'à Paris, d'exploiter au maximum les difficultés du pouvoir.

Grève des fonctionnaires en Polynésie. — Le mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par l'intersyndicale de la fonction publique a été largement suivi, jeudi 13 décembre, en Polynésie française. L'arrêt du travail a été surtout ressenti dans les écoles primaires, l'administration des postes et les services de santé. Près de deux mille personnes ont défilé dans les rues de Papeete pour protester contre la décision du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM de geler au 1^{er} janvier 1985 les avantages pécuniaires annexés aux traitements servis aux fonctionnaires.

L'influence de M. Pons

Si les premières réactions du FLNKS sont positives, les anti-indépendantistes, en revanche, se montrent peu pressés d'adhérer à la dialectique de M. Pisani. Quelques heures avant la première conférence de presse du délégué du gouvernement, jeudi 13 décembre, M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, président du gouvernement local du territoire, faisait savoir qu'il ne répondrait pas au questionnaire de M. Pisani tant que l'ordre public ne serait pas totalement rétabli partout.

Pour justifier ce raidissement de son attitude, M. Ukeiwé a affirmé que le délégué du gouvernement lui aurait déconseillé de se rendre à

au Sénat

Nervosité de fin de session ? Traduction indirecte de l'irritation que provoquent l'absence systématique de M. Laurent Fabius au Sénat et la présence clairsemée de ses collègues dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg, lors de la réunion mensuelle consacrée aux questions au gouvernement ? Toujours est-il que la séance du jeudi après-midi 13 décembre a dû être suspendue par M. Alain Poirer, qui « n'avait jamais vu [cela] en trente-huit ans ».

Après un échange assez vif entre M. Christian Poncelet (RPR, Vosges) et M. André Labarère, ministre chargé des relations avec le Parlement — le premier, parlant du rapport de la Cour des comptes sur l'exécution du budget 1983 (le Monde des 11 et 14 décembre), a observé que « s'il y a un surcroît de surcharge », la justice pourrait en être saisie ».

M. Michel Caidanguis (RPR, Paris) a estimé qu'il y a des partis privilégiés, tels que le PS, « tandis que ceux de l'opposition sont laissés à la discrétion des pouvoirs de bon plaisir ». Ayant ainsi évoqué l'absence de M. Poirer, il a affirmé que le gouvernement est « profondément traumatisé » la police « en procédant à nombre de limogeages ou mutations d'inspiration purement politique ». M. Caidanguis refusait de retirer le terme « limogeage ». M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décent-

INVITÉ DU PR A TOULOUSE

M. Barre confirme son refus de la cohabitation : il ne faut pas se mettre « au service du général vaincu »

Toulouse. — Plus de dix mille personnes se sont pressées jeudi soir 13 décembre, dans la salle du Parc des expositions de Toulouse, pour assister à la réunion publique organisée par la fédération du Parti républicain de Haute-Garonne, dont l'invité vedette était M. Raymond Barre (le Monde du 12 décembre). Après bien des réticences et quelques états d'âme les principales composantes de l'opposition régionale avaient répondu à l'invitation de M. Serge Didier, président de la fédération.

MM. Alain Madelin, Charles Millon, Gérard Longuet, membres du secrétariat politique du PR, MIM Jacques Blanc, conseiller politique et François Léotard, secrétaire général, avaient fait le déplacement et siégeant à la tribune, tandis que le maire de la ville, M. Dominique Bandis, et son père, M. Pierre Bandis, avaient préféré le premier rang de l'assistance.

MM. Barre et Léotard ont, d'un commun accord, remis à plus tard la comptabilisation de leurs

troupes, même si le secrétaire général du PR s'est montré bien décidé à ne pas baisser pavillon devant ceux qui constituent la colonne avancée du barvinisme dans son parti. M. Charles Millon, qui a eu droit à un hommage appuyé du député de Lyon, a bien annoncé qu'il tiendrait une conférence de presse mercredi prochain à l'Assemblée nationale. Il ne s'agira pas pour cet inconditionnel de M. Raymond Barre d'ouvrir les hostilités, mais d'annoncer le lancement d'un bulletin qui exprimera les idées et les choix défendus par les barristes au sein du PR.

L'ancien premier ministre s'est ingéniéré à trouver « amusantes » les réactions suscitées par son voyage à Toulouse, se refusant à « être un diviseur », lui qui ne veut toujours pas s'intéresser au « microcosme ». Ayant accepté l'invitation d'un parti, il n'a dérogé aux règles qu'il s'était fixées que « par pure amitié » pour ceux « peu nombreux » qui, en 1982 déjà, travaillaient à la relance de l'opposition.

De notre correspondant

soanel à M. Valéry Giscard d'Estaing ni de mon attachement politique aux idées les plus authentiquement libérales. Je ne suis donc pas soumis aux modes, aux vicissitudes, aux retournements ni aux piroquettes. Le Parti républicain est dans la même situation parce qu'il a la même attitude. Et, pour ceux qui n'auraient pas encore compris, il a conclu : « Monsieur le premier ministre, nous regrettons le temps révolu où il y avait en France un vrai président et un vrai premier ministre... ».

M. Raymond Barre, qui se veut fidèle à l'image d'un homme au-dessus de la mêlée, s'est refusé à engager le fer sur ce terrain, même s'il a pris soin, avant toute chose, de louer l'action de M. Charles Millon, député de l'Ain, l'un des chefs de file du courant barriste au sein du PR. Puis, sans notes, il a entrepris de dresser un sombre tableau de la situation économique de la France. « Ils se croient plus intelligents que les autres. Nous savons aujourd'hui quelle importance accorder à leur jugement (...). De mémoire d'homme, jamais les socialistes n'ont rempli les caisses de l'Etat. L'ancien premier minis-

tre n'a deux idées fixes : le travail et l'épargne. On dira demain que c'est Giscard qui parle, mais je le dis : la France a besoin que les Français s'enrichissent par le travail et par l'épargne (...). Il faut mettre les Français en état de concurrence, et je ne parle pas seulement des entreprises... ».

M. Raymond Barre s'est aussi inquiété du déclin de la France à l'étranger : « Nos problèmes intérieurs, nos soucis, doivent passer après la présence et l'autorité de la France dans le monde ». A-t-il affirmé, avant de juger que « la désinvolture a commencé ». Mais il a tout aussitôt invité l'opposition à se garder de tout triomphalisme. Inquiété de l'éventualité d'une réforme du mode de scrutin, il a exhorté les Français à un « vote franc et massif » en 1986, pour que « M. Mitterrand se retire ». Le député de Lyon a rappelé son hostilité à toute cohabitation qui rendrait « l'alternance claudicante ». « Ne perdons pas deux ans de plus », a demandé M. Barre, qui ne voudrait pas que l'opposition, en 1986, soit prête à « mettre les armes victorieuses au service du général vaincu ».

GÉRARD VALLES.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Défense et illustration de la Sécurité sociale

« Tous les Français doivent participer à ce débat ! » S'il est un point qui a fait l'actualité le jeudi 13 décembre à l'Assemblée nationale, lors de la discussion du budget social de la nation, c'est bien celui-là et celui-là seulement. Belle preuve d'humilité de la part des députés, mais combien justifiée !... C'est peu de dire que cette discussion n'a guère passionné le Palais-Bourbon : guère de « tétons », peu de participants, bien peu d'auditeurs... Est-ce simplement, comme s'est interrogé M^{me} Germaine Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et porte-parole du gouvernement, parce que la Sécurité sociale n'est plus en déficit ?

En juin 1983, lors du précédent et premier débat sur ce thème, l'ensemble du dossier de la protection sociale des Français avait été mis à plat ; le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale de l'époque avait souligné que la Sécurité sociale n'est plus en déficit ?

Le 13 décembre, lors du précédent et premier débat sur ce thème, l'ensemble du dossier de la protection sociale des Français avait été mis à plat ; le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale de l'époque avait souligné que la Sécurité sociale n'est plus en déficit ?

L'opposition, elle aussi, a fui le débat. Dieu sait pourtant que certains de ses membres, et surtout certains de ses appuis, ne cessent de mettre en cause le système de protection sociale tel qu'il fonctionne en France depuis la Libération. Depuis quelques mois, colloques et prises de position n'ont cessé de proposer des mécanismes différents, comme l'assurance individuelle, un régime de retraite par capitalisation, et non plus par répartition. Mais l'opposition n'en a absolument pas fait état dans l'hémicycle. M^{me} Hélène Missoffe, porte-parole du RPR, s'est contentée d'une critique sans nuance de tout ce que faisaient les socialistes en la matière. Quant à M. Barrot, il n'a cessé de réaffirmer son attachement à la Sécurité sociale, et, s'il souhaitait des économies dans ses dépenses, c'est pour en préserver l'essentiel.

Les socialistes ont, bien entendu, vivement répondu à ces idées qui se répandaient... à l'extérieur du Palais-Bourbon, reprenant pour l'essentiel les arguments développés par M^{me} Dufoux dans l'interview qu'elle nous a accordée (le Monde du 13 décembre). Quant aux communistes c'est un plan d'ensemble, reposant sur un développement financé par un retour à la croissance, qu'ils ont présenté.

Vive le 1 %

Le PS est moins ambivalent. Lui aussi soulignait quand même quelques réformes. M. Evain comme M. Michel Coffineau (PS, Val-d'Oise) ont notamment proposé un nouveau mode de calcul des cotisations des entreprises ; il devrait tenir compte non seulement des salaires, mais aussi de la valeur ajoutée et des immobilisations en capital de façon à favoriser l'emploi. Le président de la commission des affaires sociales a même envisagé un dégrèvement partiel des cotisations pour les nouveaux embauchés.

Si l'opposition n'a pas repris ses propositions, d'autres points — et non des moindres — ont fait presque l'unanimité des intervenants : la nécessité que le système de retraites

AU SÉNAT

Nervosité de fin de session

Nervosité de fin de session ? Traduction indirecte de l'irritation que provoquent l'absence systématique de M. Laurent Fabius au Sénat et la présence clairsemée de ses collègues dans l'hémicycle du Palais du Luxembourg, lors de la réunion mensuelle consacrée aux questions au gouvernement ? Toujours est-il que la séance du jeudi après-midi 13 décembre a dû être suspendue par M. Alain Poirer, qui « n'avait jamais vu [cela] en trente-huit ans ».

Après un échange assez vif entre M. Christian Poncelet (RPR, Vosges) et M. André Labarère, ministre chargé des relations avec le Parlement — le premier, parlant du rapport de la Cour des comptes sur l'exécution du budget 1983 (le Monde des 11 et 14 décembre), a observé que « s'il y a un surcroît de surcharge », la justice pourrait en être saisie ».

M. Michel Caidanguis (RPR, Paris) a estimé qu'il y a des partis privilégiés, tels que le PS, « tandis que ceux de l'opposition sont laissés à la discrétion des pouvoirs de bon plaisir ». Ayant ainsi évoqué l'absence de M. Poirer, il a affirmé que le gouvernement est « profondément traumatisé » la police « en procédant à nombre de limogeages ou mutations d'inspiration purement politique ». M. Caidanguis refusait de retirer le terme « limogeage ». M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décent-

même objet, en précisant les conditions dans lesquelles les Français condamnés à l'étranger à une peine privative de liberté peuvent effectuer en France le reliquat de cette peine (le Monde des 5 et 6 juillet, et 22 septembre).

Enfin en séance de nuit, la Haute Assemblée a adopté définitivement le projet de loi « portant réforme des relations entre l'Etat et les établissements d'enseignement agricole privés, et modifiant la loi du 9 juillet 1984 portant rénovation de l'enseignement agricole public ». M. Michel Rocard, qui avait réussi la « promesse » de faire voter ce texte à l'unanimité à l'Assemblée nationale (le Monde du 24 novembre), n'est cependant pas parvenu à lever les réticences du PC, dont les représentants au Sénat ont imité leurs collègues députés en s'abstenant. La description a été telle que le seul article modifié par l'unique amendement voté (l'un des autres amendements retirés au fur et à mesure des précisions et assurances données par le ministre de l'Agriculture), qui tendait à supprimer une « scorie juridique » introduite par les députés, a fait l'objet d'une deuxième délibération, ce qui a permis l'adoption définitive du texte.

ANNE CHAUSSEBOURG.

PRÉCISION. — Contrairement à ce qui était indiqué dans le compte rendu du débat sur le projet de loi relatif à la décentralisation de l'enseignement (le Monde du 13 décembre), le Sénat n'a pas adopté l'amendement de M. Paul Girard, qui proposait de confier la présidence des conseils d'administration des établissements scolaires au représentant des collectivités locales. Au contraire, il a maintenu le texte du projet qui confie cette responsabilité au chef d'établissement.

En outre, la commission mixte paritaire, réunie jeudi 13 décembre n'a pu parvenir à un accord sur le projet de loi. Bien que députés et sénateurs soient d'accord sur la répartition des charges financières entre les collectivités locales et selon la nature de l'établissement (notamment sur la disposition prévoyant que l'intégralité des dépenses de fonctionnement et d'investissement pour les lycées reviendra aux régions), ils n'ont pu que constater leurs divergences sur les dispositions relatives à l'enseignement privé. L'Assemblée nationale doit de nouveau examiner le texte mardi 18 décembre.

JIGGER SOLDE SES SOLDES

HOMME-FEMME

Jigger

15 bd. Saint Michel 75005 PARIS

GRANDS DISCOUNTS

PRAT & PORTER

Aufgabe

$$p(3 + \frac{\sqrt{25}}{2}) < \dots$$

$$a^2 + 345,001 (18)$$

$$\approx 2872199765$$

السؤال الاول

Grâce à...
né et...
tiques de...
librement...
applicatio...
scolaires...
Inform...
grand publi...

سورس الامل

DU PR A TOULOUSE

son refus de la cohabitation
tre à au service du général vâc

Frangère, ministre de l'Éducation nationale, a refusé de cohabiter avec le général Vâc...
L'annonce de la nomination de Frangère à la tête du ministère de l'Éducation nationale a été accueillie avec une certaine réserve...

Le refus de cohabitation...
Le général Vâc a été nommé à la tête de la région de Toulouse...
L'absence de relations entre les deux hommes a été soulignée par les médias...

AL SÉNAT
sité de fin de session

Le Sénat a tenu sa dernière séance...
Les débats ont porté sur les lois de finances...
Le président du Sénat a prononcé un discours de clôture...



MIT DEN NEUEN
FRANZÖSISCHEN DISKETTEN
WERDEN SIE
WIRKLICH ZU KLEINEN GENIES.

Aufgabe

$$P(3 + \frac{\sqrt{25^2}}{2}) < 752^2 \times 35$$

$$a^2 + 345,001(18\sqrt[3]{250}$$

$$\times 2872199765 = ?$$



*Avec les nouvelles disquettes françaises ils deviennent de vrais petits génies.

C'est vrai. Nos voisins allemands sont très exigeants sur la qualité de l'enseignement. Aujourd'hui, les gymnasiens sont équipés de micro-ordinateurs. Beaucoup d'écoliers et d'étudiants allemands font ainsi leurs programmes sur les disquettes Flexette® de Rhône-Poulenc.

Grâce à leurs exceptionnelles fiabilité et précision, les supports magnétiques de Rhône-Poulenc sont particulièrement recherchés pour toutes les applications de recherche et de calcul scientifique.

Informatique professionnelle et grand public, vidéo et bureautique sont

aujourd'hui des axes novateurs du développement de Rhône-Poulenc.

En 4 ans, Rhône-Poulenc a conquis la troisième place en Europe sur le marché des supports magnétiques pour l'informatique.

En 2 ans, 600 millions de francs auront été investis dans ces domaines.

Rhône-Poulenc nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hommes de communiquer.

Dans ses différents secteurs d'activité, Rhône-Poulenc gagne du terrain. Rhône-Poulenc investit pour l'avenir.



POLITIQUE

LE QUINZIÈME CONGRÈS DU PSU

Quel pari sur l'après-1986 ?

Le quinzième congrès du Parti socialiste unifié (PSU), réuni du vendredi 14 au dimanche 16 décembre à Bourges, devait, selon les déclarations faites par M. Serge Depaquit, secrétaire national, après les élections européennes, « décider de la disparition, du dépassement ou de la renaissance » de ce petit parti, représentatif au gouvernement par M. Hugues Bouchardeau, ministre de l'environnement.

Assis aux « communistes démocrates et unitaires » de M. Henri Fiszbin, le PSU avait recueilli le 17 juin, 0,72 % des suffrages exprimés. Le parti pionnier de l'autogestion pouvait faire un bilan amer des dix années pendant lesquelles il avait tenté de survivre au départ de M. Michel Rocard et de ses amis, à l'automne de 1974.

Était-ce la fin du PSU ? Certains, au sein du parti, n'hésitent pas à se prononcer pour sa dissolution. Au mois d'octobre, des rumeurs, alimentées par le PS, présentaient comme possible la fusion du PSU dans le Parti socialiste. M. Depaquit et M. Bouchardeau ont opposé à ces rumeurs un démenti catégorique.

Ni la dissolution du PSU ni son ralliement au PS ne sont à l'ordre du jour du congrès de Bourges. La question de son « dépassement » ou de sa « renaissance », en revanche, est posée. La majorité qui s'était formée au congrès de Vénissieux, en juin 1983, ainsi que le courant d'opposition et le courant « neutre » proposent de sortir du cadre actuel du PSU. Un questionnaire de quatre pages, imprimé à vingt mille exemplaires, a été diffusé dans la « mouvance » autogestionnaire, dont le PSU voudrait être l'expression politique.

Cette ambition n'est pas nouvelle. Il y a quatre ans, déjà, lors de son vingtième anniversaire, le PSU s'était déclaré prêt à se transformer pour accueillir les minorités de gauche : écologistes, régionalistes, féministes, pacifistes.

La « recomposition » de la gauche

Les militants du PSU raisonnent aujourd'hui, dans la perspective d'une « recomposition » de la gauche, qu'ils prévoient pour le lendemain des élections législatives de 1986, dans l'hypothèse probable d'une défaite. L'effacement du Parti communiste et la crise d'identité du PS ouvrent, alors, au PSU un champ d'activité « respectable » : celui dont il avait disposé dans les années 60. Comment doit-il s'y préparer ? Certains militent sur l'avenir d'un rattachement possible, d'autres sur les résistances qu'une telle évolu-

tion susciterait à gauche, d'autres encore sur la continuité avec l'action qu'aura menée, au pouvoir, la majorité issue du 10 mai 1981.

Ces différentes analyses se résolvent, dans l'immédiat, en tentatives de conservation ou de conquête de la direction du parti. Il y a un an et demi, à Vénissieux, l'alliance des amis de M. Bouchardeau avec un courant nouvellement formé autour de M. Jacques Salvaat avait permis l'élection de M. Depaquit au secrétariat national. Habités tactique ou dissension réelle, les partisans de M. Bouchardeau et de M. Depaquit se sont divisés, présentant deux textes d'orientation, tandis que le secrétaire national lui-même n'en a signé aucun. M. Depaquit a seulement précisé qu'il voterait, dans sa section, pour le premier de ces textes.

M. Salvaat et ses amis ont présenté leur propre texte, avec l'espoir de devancer, dans les votes des fédérations, sinon les deux tendances issues du courant Bouchardeau-Depaquit, du moins la première d'entre elles. Il n'était pas sûr, vendredi matin, que M. Salvaat ait tenu ce pari. Au surplus, on faisait valoir, du côté de M. Depaquit, que M. Salvaat n'avait aucune chance de constituer une majorité autour de lui. Le porte-parole adjoint du PSU plait, en effet, de la réputation d'arrivisme manœuvrier que lui valut, notamment, les initiatives de ses amis, détenteurs de quatre des six postes de « permanents » du parti. Il lui est reproché, aussi, de s'être engagé seul, sans consulter les organes dirigeants, dans la préparation, avec les néo-rocardiens du PS, d'un colloque sur les inégalités, prévu pour le mois d'avril 1985 à Angers.

Face à la majorité sortante, deux courants se sont affirmés dans le débat préparatoire. L'un, constitué par le fédéralisme bourgeois, demande le départ de M. Bouchardeau du gouvernement. M. Depaquit, secrétaire national, s'oppose à ce projet, estimant que les « échecs » récents, le parti n'a pas pu les dépasser. Les deux courants ne désespèrent pas de rallier à eux certains membres de la majorité sortante pour former une majorité nouvelle. Leurs chances d'y parvenir semblent, toutefois, minces, tant les tendances qu'ils réunissent possèdent peu compatibilités entre elles.

PATRICK JARREAU.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

LA CONVENTION NATIONALE DU PS SUR LA MODERNISATION

Une échéance difficile pour M. Jospin

La convention nationale du PS qui se réunit à Evry (Essonne) les 15 et 16 décembre, autour du thème « Modernisation et progrès social », constituera, selon toute probabilité, pour M. Lionel Jospin, une échéance délicate.

Le moindre des échecs qu'aura à affronter le premier secrétaire du PS n'est pas celui qu'a fait surgir au dernier moment M. François Mitterrand en annonçant qu'il démissionnerait, le dimanche soir 16 décembre à la télévision, un bilan à mi-septennat de sa politique étrangère. C'est vraisemblablement le président de la République qui souffrira le moins de ce « télescopage médiatique », selon l'expression d'un des dirigeants du parti.

Croûte trompe du sort — et qui rend le pile d'autant plus amère pour les socialistes — cette convention devait, notamment par ses échecs dans les médias, donner l'image, à la population et aux militants, d'un PS réuni pour, selon l'expression d'un membre de l'entourage de M. Jospin, « s'adresser au gouvernement », et non l'inverse.

Vis-à-vis de l'opinion, il s'agit de redonner du crédit à la gauche, en la montrant capable d'attaquer de front l'obstacle que ses prédecesseurs avaient tenté de contourner, sans se résigner ni à un échec ni à la régression. Dans l'esprit de la direction du PS, cette convention devrait « inscrire dans la préparation, « projet contre projet » et non « bilan contre projet » — comme le voudrait l'opposition de droite — de l'échéance de 1986 ».

De point de vue des militants, l'objet de cette convention est complexe. Il s'agit de remobiliser un parti en pleine déliquescence. Il faut aussi, pour M. Jospin, faire entrer dans la tête des militants l'idée que la modernisation, comme la rigueur,

est inévitable, mais que les socialistes peuvent la mener à bien sans se résigner. A plus long terme, cette convention doit constituer la première étape d'un renouvellement du patrimoine politique et culturel du PS.

Sur tous ces points, M. Jospin se heurte à des difficultés. Ainsi, pour tenter de retrouver — y compris à leurs propres yeux — un certain crédit, les socialistes doivent montrer qu'ils peuvent peser sur le gouvernement, notamment pour l'inciter à intensifier la lutte contre le chômage. Certains socialistes espèrent donc que la PS fera, à Evry, des propositions concrètes que le gouvernement, ne retour, prendrait en compte. L'expérience du passé, comme l'appareil déseuivré avec laquelle M. Mitterrand traite les socialistes, son, à cet égard, de mauvais augure.

Résistances

Quant à la mobilisation, tout se passe comme si les socialistes appliquaient à la modernisation l'attitude qu'ils ont eue vis-à-vis de la rigueur, deux termes qu'ils ont d'ailleurs du mal à dissocier. Comme le ont déjà admis la rigueur, ils vont sans doute admettre la modernisation telle que la situe le gouvernement de M. Laurent Fabius. Mais il sera difficile de leur demander de se mobiliser pour populariser la modernisation, comme il a été difficile de leur demander d'expliquer la rigueur, un bon nombre d'entre eux n'ont jamais vraiment comprise.

Les attaques dont fait l'objet, notamment dans le courant A (militariste), M. Dominique Strauss-Kahn, hussard du premier secrétaire sur le front de la modernisation, montrent les résistances que suscite,

dans l'appareil du parti, la révolution culturelle froide qui a pour charge d'initier. Enfin, ce congès, à Paris, à s'inquiéter du fait que, contrairement aux directives nationales, les socialistes semblent vouloir, sur le terrain, mener le campagne des cantonales sur des thèmes locaux plutôt que politiques.

A cette difficulté de fond, s'ajoutent les insatisfactions relatives au fonctionnement du parti. M. Jospin, qui devrait assumer un héritage impossible, est fréquemment tiraillé par la selle. Une partie des socialistes estime qu'il n'a pas démissionné, mais le souvenir de la « bonne campagne » des élections européennes l'estompe avec le temps, pour laisser la place à des critiques insistantes, notamment de la part de dirigeants « historiques ».

Si les socialistes repartent d'Evry plus divisés qu'ils n'y sont arrivés, M. Jospin aura perdu son pari. Les travaux préparatoires ont montré un divorce entre le CÉRÉS d'un côté, le reste du parti de l'autre, sur la nature respective de l'URSS et des États-Unis. Alors que le CÉRÉS considère que les États-Unis sont la seule puissance réellement impérialiste, les rocardiens ont déjà fait savoir qu'ils ne signaient pas un texte intégrant une telle analyse, qui dénierait à la gauche l'existence de la menace représentée par la société par une droite influencée considérablement par les théories de Le Pen, en faisant de nouvelles propositions pour la nouvelle législature, nous pourrions rallier ceux qui hésitent à gagner les élections de 1986.

Or M. Jospin peut difficilement se passer de la signature des rocardiens, encore moins de celle du CÉRÉS. Si le CÉRÉS veut modifier l'équilibre du texte, la marge de manoeuvre de M. Jospin sera très étroite.

Cette convention ne sera pas un « mini-congrès », mais elle aura toutes les apparences du premier acte du congrès de 1985. M. Jospin aura la rude tâche de tenter la synthèse entre M. André Laignel, qui devrait demander à la tribune une relance sélective, et M. Christian

Pierret, qui devrait lui répondre que c'est impossible avant dix ans.

Il est vrai, fait remarquer un dirigeant socialiste, que « Laignel sera applaudi, vraisemblablement par toute la convention ; Fabius et Jospin, qui diront l'inverse, seront, eux aussi, applaudis vraisemblablement par toute la convention... »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

« Rallier ceux qui hésitent »

Dans une interview à l'Unité, hebdomadaire du PS, M. Lionel Jospin estime que la gauche peut gagner les élections législatives à condition de faire comprendre « à des centaines de milliers de gens » qui « se motivent au moment du vote et qui actuellement ne penchent pas pour nous », qu'il vaut mieux poursuivre avec les socialistes « que de confier leur sort à des dirigeants de droite risquant de bouleverser l'équilibre économique et social de la France ». « En faisant comprendre à ces gens le sens de notre action, déclare-t-il, la menace représentée par la société par une droite influencée considérablement par les théories de Le Pen, en faisant de nouvelles propositions pour la nouvelle législature, nous pourrions rallier ceux qui hésitent à gagner les élections de 1986. »

M. Jospin estime qu'actuellement le PCF « fait un contresens fondamental », car « il pousse l'électorat de gauche, et donc aussi le sien, au vote négatif ou à l'abstention (...) ». C'est donc autour du PS que s'effectuerait le rassemblement. S'il est suffisant, il permettra de continuer à avancer ; s'il est bon, il entraînera les communistes et la direction du PCF.

POINT DE VUE

Au-delà d'un changement de « look » une révolution culturelle de la gauche

Par MARIE-NOËLLE LIENEMANN (*)

Le Parti socialiste se doit de bouger sa réflexion. Cette réflexion, qui n'est que le reflet de l'actualité politique, doit être renouvelée. Elle doit passer du syndrome de la rigueur au défi de l'innovation.

Nous avons suffisamment plaidé, dans l'annonce du plan de rigueur, pour une remise à jour stratégique des objectifs des socialistes pour accueillir favorablement cette convention « Modernisation et progrès social ». Nous ne pouvons nous satisfaire d'un simple changement de « look ». L'enjeu est plus profond.

Il faut souligner l'effort louable de prise en compte — certes tardive — des réalités et des contraintes qui rompt avec le projet socialiste : la rigueur n'est plus une parenthèse, le partage du travail n'est plus tabou, le taux de croissance ne se décrit plus de l'extérieur et le profit ne sont plus les démons...

Ainsi les pendules sont remises à l'heure. C'est loin d'être négligeable, mais ce n'est pas suffisant. Briser les rêves attendus, briser durablement l'aise et l'enthousiasme serait suicidaire. Il convient que le PS et la gauche tout entière s'engagent dès aujourd'hui dans un profond aggiornamento tant de sa pensée que de sa pratique.

Nous y voyons trois conditions : fixer les grandes lignes d'un renouvellement de l'identité socialiste, être

capable d'assembler une majorité positive autour de ces deux objectifs : — Moderniser le pays et poursuivre le redressement économique ; — Faire naître une nouvelle société où le travail, le pouvoir, le savoir, les richesses, les responsabilités, l'initiative, soient équitablement partagés.

Une majorité positive : parce qu'il est illusoire de compter uniquement sur un réflexe « anti-droite » en agitant l'épouvantail Le Pen.

Le rassemblement : parce qu'une coalition d'opportunité, avec tel ou tel groupe charnière, si elle donne un succès, conforte les statu quo, plutôt qu'elle n'induit des transformations et des changements.

S'accrocher à la référence au « front de classe » prépare un repli sur le pseudo-« noyau dur » de la gauche et fait courir le risque à la gauche d'un déclin durable, car l'évolution des couches sociales en France balaya de plus en plus ce noyau.

Sous une apparence de « gauchissement » se profilent les dérivés les plus inquiétants. Les déclarations de Christian Goux appellent de ses vœux une alliance avec le centre sans révolutions.

A un PS « dur », qui risque d'être amené à des compromissions, nous préférons un PS large-regroupant en son sein la diversité des forces motrices de la société de l'an 2000.

OUVRIR LES YEUX SUR LE COURT TERME
D'ici à 1986, le PS et le gouvernement ne sauraient se contenter de gérer, jour le jour, le jour. Ouvrons les yeux sur le court terme : on peut prévoir, sur l'année, des décisions industrielles, des mesures, des lois, la poursuite de la modernisation.

Alors le partage du travail (par la négociation, sous des formes diverses comme le temps choisi, le temps partiel, la réduction annuelle, etc.) ne peut pas être rangé au rayon des bonnes intentions.

Nombreux sont les déçus de la gauche parce qu'elle n'a pas su ou pu insuffler une nouvelle répartition du pouvoir, une meilleure participation de chacun aux décisions. Des événements complètent la loi de déconcentration, un élan sérieux donné à la négociation sociale et la stratégie de contrat marqueraient positivement la gauche d'aujourd'hui et entraînent à la « société civile » les

REPORT DU GRAND JURY RTL-LE MONDE DU 16 DÉCEMBRE

En raison de l'intervention éphémère de M. François Mitterrand, dimanche 16 décembre sur TF1 à 19 heures, l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-Le Monde » qui devrait être ce jour est supprimée.

RASSEMBLER À GAUCHE UNE MAJORITÉ POSITIVE

La réussite de la gauche en 1986 dépend fondamentalement de sa

capacité à rassembler une majorité positive autour de ces deux objectifs :

• Vivre une « révolution culturelle »

Parce que la crise est un profond bouleversement, une « révolution culturelle » de la gauche est indispensable.

La modernisation n'est pas une simple adaptation aux nouvelles technologies. Elle ne se limite pas non plus à l'affirmation d'une résistance à cette crise, mais doit porter une intention positive : engager le pays dans une voie nouvelle.

Au-delà du système productif, la modernisation concerne l'État, les rapports sociaux et sans doute les pensées politiques. La gauche n'est pas seule concernée. La droite française est, dans sa grande majorité, incapable de sortir du manichéisme de ses idéologies traditionnelles.

Pour autant, il faut reconnaître que les modèles qui ont structuré la gauche européenne (communisme ou social-démocratie) deviennent inopérents.

En effet, la crise de l'Etat providence impose de redéfinir des frontières entre l'individu et le collectif, et entre l'Etat et la société. Nous devons nous demander l'impact de l'autonomie de l'individu et l'impact de la solidarité : l'affirmation des idées autogestionnaires coïncident à reconnaître à chaque individu, et d'abord au plus bas de l'échelle, le droit à la responsabilité et le moyen réel de prendre sa part aux initiatives individuelles ou collectives.

Il convient de remettre en question à « qu'est-ce que le service collectif ? » plutôt que « qui doit payer les services collectifs ? ». La liberté de choix dans les services publics est indispensable à leur survie. Elle implique le relèvement des prestations obligatoires « support » moins de bureaucratie et une mise à plat de certains mécanismes du système de production sociale qui ne répondent plus aux besoins de distribution ou de justice.

L'identité de la gauche des années 80 doit se bâtir autour du refus d'une société dualisée ou triale, accroissements les exclusions, les marginalisations et les inégalités, et autour de la recherche de nouveaux chemins dans la société française.

(*) Secrétaire nationale adjoint du PS, membre du groupe AGRS (néo-rocardiens).

« Nous avons soumis quatre amendements au vote des militants socialistes afin qu'ils ne soient pas seulement spectateurs d'un jeu de prises de position plus ou moins nettes, parfois divergentes des leurs, mais aussi acteurs devant des choix vrais... »

Ici où la raiennent les tentations de la référence économique artificielle, le mythe du protectionnisme, l'espace d'un mode de scrutin salvateur pour sortir la gauche de ses difficultés.

Nous proposons, au contraire, aux socialistes la lucidité, une démarche exigeante qui concrétise nos valeurs émancipatrices d'initiative, de responsabilité, de solidarité.

Ni impuissant ni recroquevillé, le Parti socialiste doit regarder le dialogue avec l'ensemble des forces politiques, syndicales, associatives qui sont parties prenantes d'une telle démarche.

† Nous avons publié dans le Monde du 13 décembre les points de vue de M. Hervé Vuillot (proche de M. Mauroy), « Modernisation et socialisme », et de MM. Pierre Brane, Robert Chapuis, Gérard Fuchs (proche de M. Rocard), « Un pas en avant » ; dans le Monde du 14 décembre, ceux de M. Michel Charzat (membre du CÉRÉS), « Mourir pour la modernisation ? », et de M. Luc Scudé (mitemarxiste), « Une idée de l'homme et de la société ».

Perles et or



Beela
JOAILLIERS

2, rue de la Paix
261-93-29

Handwritten text in a box: « كم من اللفظ »

السنة 1380 هـ

Le Monde société

DU PS SUR LA MODERNIS

facile pour M. Jos

Le 13 décembre aura été une journée importante dans l'affaire du Centre hospitalier régional de Poitiers, cet établissement où, le 30 octobre dernier, Nicole Berneron, trente-trois ans, mère de deux enfants, est morte dans des conditions suspectes.

APRÈS LA MISE EN LIBERTÉ DES DOCTEURS DIALLO ET ARCHAMBEAU A POITIERS

Deux experts contestent les conclusions que leur attribuent les magistrats

Poitiers. - Le 13 décembre aura été une journée importante dans l'affaire du Centre hospitalier régional de Poitiers, cet établissement où, le 30 octobre dernier, Nicole Berneron, trente-trois ans, mère de deux enfants, est morte dans des conditions suspectes.

Le texte de l'arrêt de la chambre d'accusation apporte, pour la première fois, le scénario de l'affaire, tel qu'il est reconstitué à partir du dossier d'instruction. Néanmoins, dans sa forme actuelle, ce texte est déjà contesté par deux des experts commis par M. Pierre Hovavere, juge d'instruction chargé de l'affaire.

La journée a commencé à 9 h 30, dans l'immense salle moyennagée des pas perdus du palais de justice de Poitiers. Les déclarations des avocats - M^{rs} Pierre Drouineau et Jean Damy, du barreau de Poitiers - sur la mise en liberté de leurs clients (respectivement les docteurs Diallo et Archambeau) sont suivies d'une série d'applaudissements émanant des quelques dizaines de membres du Comité de soutien aux deux praticiens.

La satisfaction n'est pourtant pas totale : les deux médecins, toujours inculpés d'assassinat, sont placés sous contrôle judiciaire. En d'autres termes, ils ne doivent pas entrer en relations entre eux, de quelque façon que ce soit, « ne pas paraître au CHU » et « se présenter chaque samedi à 8 h 30 au commissariat central de police de Poitiers ».

Pour M^{rs} Jean Damy, « il s'agit là d'une décision normale compte tenu des éléments du dossier », la mise en détention et l'inculpation de son client s'étant que « la conséquence des déclarations inexactes - volontairement ou non - du professeur Mériel ». « Nous sommes passés très près d'une erreur judiciaire, n'est-ce pas ? Le combat continue, nous devons obtenir une ordonnance de non-lieu ».

A la suite de diverses tracasseries administratives, ce n'est qu'à 15 heures que les deux médecins ont été mis en liberté. Ils n'ont fait que de brèves déclarations.

« Je persiste et signe », a déclaré le docteur Diallo. « Je n'ai rien à voir dans cette affaire ».

« Je ne comprends pas », a déclaré le docteur Archambeau, « pourquoi le professeur Mériel m'a accusé ».

A 17 heures, au CHU, pressé de faire part de ses réactions, le professeur Mériel a refusé de répondre aux journalistes. « J'ai confiance dans le travail des magistrats instructeurs », a-t-il néanmoins déclaré à la porte de son bureau.

« Soutenez-vous toujours la thèse de l'assassinat ? »

« Je refuse de répondre ».

« Pourquoi alors avoir parlé, lors de votre conférence de presse, en accusant les docteurs Diallo et Archambeau ? »

« Je me suis fait avoir une fois, je ne me ferai pas avoir une seconde fois ! »

De quels éléments nouveaux dispose-t-on aujourd'hui ? L'arrêt de la chambre d'accusation comporte deux points importants.

Méconnaissance de l'anesthésie

Le premier concerne les conditions précises dans lesquelles a eu lieu l'intervention chirurgicale (nos dernières éditions datées du 14 décembre). Il est, en particulier, acquis que l'état de Nicole Berneron s'est devenu inquiétant qu'au stade du réveil, au moment où « afin d'accélérer au de faciliter son retour à la conscience, elle est placée sous ballon d'oxygène alimenté par le débit d'oxygène du respirateur, cette mesure étant destinée à lui faire respirer un mélange d'oxygène et d'air ambiant en parts égales ».

Alors, « en très peu de temps des symptômes anormaux apparaissent : cyanose des lèvres, du lobe de l'oreille, des ongles des mains et chute brutale de la tension artérielle. Le professeur Mériel, qui avait dirigé l'anesthésie, et l'infirmière aide-anesthésiste, qui avait participé à l'opération depuis le début, lui font respirer à nouveau inhaler en quantité aussi grande que possible, et notamment en faisant pression sur le ballon, de l'oxygène. Les symptômes inquiétants s'aggravent, il était procédé à une tentative de réanimation comportant l'utilisation de techniques les plus efficaces [...] ».

Bien que l'arrêt de la chambre d'accusation ne le précise pas, il est

« M. Roland Navy remis en liberté. - M. Roland Navy, trente et un ans, incarcéré après avoir tué, dans la nuit de lundi 10 à mardi 11 décembre, son père hospitalisé à Pontoise (Val-d'Oise) pour un cancer incurable de la moelle épinière, a été remis en liberté jeudi 13 décembre. Le juge d'instruction chargé de l'affaire a pris cette mesure dès qu'ont été connus les résultats de l'autopsie confirmant le mal dont était atteint M. Navy, soixante-sept ans, ancien militaire de carrière. M. Roland Navy reste inculpé de parricide ».

« De notre envoyé spécial également acquis que la malade est restée intubée jusqu'à sa mort. Les symptômes décrits, tout comme le rapport d'autopsie réalisé le 31 octobre par les docteurs Roger Junqua et Véronique Gazo-Villemontais (décès dû à une asphyxie), ne permettent pas de conclure quant à l'origine de la mort ».

Avec le résultat des examens effectués à Paris par les docteurs Lebreton et Juliette Garai (Le Monde du 7 et du 14 décembre), l'autre chapitre important de cet arrêt porte sur l'examen anatomo-pathologique des viscères prélevés le 31 octobre et réalisés à Paris par les professeurs Payen et Philippe Babin.

« Ces derniers », indique l'arrêt, « considèrent que le dosage en protoxyde d'azote se révèle normal dans les bouteilles ayant servi à l'autopsie de M^{rs} Berneron ; les lésions observées plaident en faveur d'une forte concentration en protoxyde d'azote au moment du réveil ».

« Le fait de parler de bouteilles ayant servi à l'anesthésie, nous a confié un spécialiste, témoigne d'une méconnaissance complète de l'anesthésie-réanimation d'aujourd'hui ; on n'utilise plus depuis longtemps un tel système ».

(1) Siégeant à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Poitiers : M. Richard, président ; M. Dahansens et M^{rs} Lafontaine, conseillers assesseurs ; en présence de M. Saint-Arroman, substitut du procureur général.

SPORTS

JEAN-PIERRE RIVES RENONCE AU QUINZE DE FRANCE

Le départ du grand blond

Le 19 janvier prochain, il manquera un homme en bleu sur le pelouse du Parc des Princes pour le coup d'envoi du Tournoi des Cinq Nations, entre la France et le Pays de Galles : Jean-Pierre Rives, qui n'avait pas manqué un match du tournoi depuis sa première sélection en février 1975 contre l'Angleterre, a annoncé, le 13 décembre, qu'il renoncera au quinze de France.

« Mon état physique ne me le permet pas », a indiqué celui que Roger Couderc avait affectueusement surnommé « Casque d'or ». Sa longue chevelure blonde et, en effet, contribué à en faire une des étoiles de la petite galaxie du sport français, au côté de Noah, Platini ou Fignou. Si son physique et son humour ont fortement contribué à le rendre populaire, « JPR » a d'abord été un troisième ligne aile dont l'engagement sur le terrain a forcé l'admiration des Britanniques, toujours prêts à l'envoyer pour leurs matches de gala.

Pourtant, rien ne prédisposait à une telle carrière ce jeune Toulousain un peu lymphatique que son père envoya se dégoûter sur un terrain. Dès qu'il eut un ballon ovale dans les mains, Jean-Pierre Rives s'est fait remarquer. A quinze ans, il est entré dans l'équipe de France junior, puis a successivement porté les maillots tricolores scolaires, universitaire et S. D'un gabarit relativement modeste avec son 1,80 mètre pour 85 kilos, il faisait avec son compère du Stade Toulousain,

Jean-Claude Skirka une paire de troisièmes lignes ailes particulièrement redoutable. Taillement redoutable qu'ils furent appelés, en plein Tournoi des Cinq Nations 1975, pour sauver la quinze nationale du naufrage.

Cinquante-huit autres sélections allaient suivre qui situent Rives en quatrième position des internationaux français les plus capés après Roland Bartrana, Benoît Daguès et Michel Crauste. Son palmarès, auquel il ne manque que le titre de champion de France perdu en 1980 contre Béziers, devait être aussi des plus prestigieux : il compte deux grands chelems (1977 et 1981) et surtout la première et unique victoire française contre les All Blacks en Nouvelle-Zélande le 14 juillet 1979. Rives portait alors les galons de capitaine de l'équipe nationale depuis la mois de décembre précédent seulement. Mais cette victoire acquise dans un grand coup de cœur devait être la première de sa légende.

Après ce dernier exploit, il avait pris ses distances avec le quinze de France en refusant de participer à la tournée estivale en Nouvelle-Zélande. Philippe Dierans prenant les responsabilités de capitaine. Et il n'avait pratiquement plus joué avec son nouveau club, la RCF, depuis le début de la saison 1984-1985 pour soigner ses épaules. Rives a donc pris la sage décision de ne pas tenter le « combat de trop » pour se consacrer à son travail de relations publiques pour le groupe Pernod au moment où quatre de ses coéquipiers du grand chelem 1977, Choley, Bertranne, Bastiet et Roume ont été appelés, au côté de Jacques Fouroux au comité de sélection de la FFR. A trente-deux ans - bientôt - le gentleman du rugby, qui n'envisage pas une minute de passer la paroi du stade de l'ovale, pouvait bien tirer sa révérence.

Capitaine Courage

radiologue m'a dit que j'avais une colonne vertébrale d'accidenté de la route », a-t-il confié en annonçant sa retraite. Ces blessures à répétition ont commencé à la fin de la saison de plus en plus fréquemment des stades à partir de 1982 dès lors il dut affronter certaines critiques pour justifier ses sélections. Mais son comportement sur le terrain, où il arrivait toujours à se dépasser et à faire se dépasser ses coéquipiers, n'en a pas permis d'amener l'équipe de France aux portes du grand chelem en 1984.

ALAIN GIRAUDO.

Engagement de « look naturelle de la gauche

Le 13 décembre aura été une journée importante dans l'affaire du Centre hospitalier régional de Poitiers, cet établissement où, le 30 octobre dernier, Nicole Berneron, trente-trois ans, mère de deux enfants, est morte dans des conditions suspectes.

POUR UN HOMME

eau de toilette

CARON Paris

200 ml 7% vol 6768oz

POUR UN HOMME DE CARON.

SOCIÉTÉ

CONTROLE RENFORCÉ DES CLANDESTINS, SUPPRESSION DE CERTAINES ALLOCATIONS SOCIALES

Paris plus sévère pour ses immigrés

Les assistantes sociales de Paris sont en colère. Plusieurs centaines d'entre elles se sont mises en grève, jeudi 13 décembre, et sont allées manifester sous les fenêtres de M. Jacques Chirac. Elles protestent contre le nouveau travail qu'on leur demande depuis quelques semaines. Selon une instruction de l'Hôtel de Ville, elles doivent prendre photocopies des cartes d'identité et des cartes de séjour que leur présentent les demandeurs d'aide sociale. Pris ces doubles sont expédiés à la préfecture de police pour contrôler qu'il ne s'agit pas de faux papiers. « On est en train d'organiser ainsi le fichage des assistés et surtout des étrangers, protestent les assistantes sociales. Nous refusons de devenir des auxiliaires de police. »

Le 26 novembre dernier, malgré les protestations des élus de gauche, la majorité municipale a voté la suppression de certaines allocations sociales (le Monde du 29 novembre). Cette mesure a été jugée, depuis la tribune de presse, la mesure la plus douloureuse de la réforme de l'aide sociale. Les élus de gauche ont estimé que cette mesure était « une atteinte à l'égalité des citoyens ». Ils ont demandé que le Conseil municipal annule la décision. Mais le conseil municipal a voté à l'unanimité pour maintenir la mesure.

Le 26 novembre dernier, malgré les protestations des élus de gauche, la majorité municipale a voté la suppression de certaines allocations sociales (le Monde du 29 novembre). Cette mesure a été jugée, depuis la tribune de presse, la mesure la plus douloureuse de la réforme de l'aide sociale. Les élus de gauche ont estimé que cette mesure était « une atteinte à l'égalité des citoyens ». Ils ont demandé que le Conseil municipal annule la décision. Mais le conseil municipal a voté à l'unanimité pour maintenir la mesure.

Le 26 novembre dernier, malgré les protestations des élus de gauche, la majorité municipale a voté la suppression de certaines allocations sociales (le Monde du 29 novembre). Cette mesure a été jugée, depuis la tribune de presse, la mesure la plus douloureuse de la réforme de l'aide sociale. Les élus de gauche ont estimé que cette mesure était « une atteinte à l'égalité des citoyens ». Ils ont demandé que le Conseil municipal annule la décision. Mais le conseil municipal a voté à l'unanimité pour maintenir la mesure.

Le 26 novembre dernier, malgré les protestations des élus de gauche, la majorité municipale a voté la suppression de certaines allocations sociales (le Monde du 29 novembre). Cette mesure a été jugée, depuis la tribune de presse, la mesure la plus douloureuse de la réforme de l'aide sociale. Les élus de gauche ont estimé que cette mesure était « une atteinte à l'égalité des citoyens ». Ils ont demandé que le Conseil municipal annule la décision. Mais le conseil municipal a voté à l'unanimité pour maintenir la mesure.

Le 26 novembre dernier, malgré les protestations des élus de gauche, la majorité municipale a voté la suppression de certaines allocations sociales (le Monde du 29 novembre). Cette mesure a été jugée, depuis la tribune de presse, la mesure la plus douloureuse de la réforme de l'aide sociale. Les élus de gauche ont estimé que cette mesure était « une atteinte à l'égalité des citoyens ». Ils ont demandé que le Conseil municipal annule la décision. Mais le conseil municipal a voté à l'unanimité pour maintenir la mesure.

Mesures contre le laxisme

Cet effort aurait été considéré comme l'expression d'une solidarité nécessaire et naturelle si trois phénomènes n'étaient venus brouiller les cartes. La multiplication de clandestins et des marginaux a suscité un sentiment de méfiance, puis d'insécurité. D'autant plus que les progrès de la reprographie ont fait fleurir les faux papiers. Pour moins de 400 francs, on peut acheter à Pigalle un jeu complet comprenant carte d'identité, permis de conduire et carte de Sécurité sociale. Et c'est par milliers que les fausses cartes de séjour sortent des imprimeries. A qui se fier désormais ? Lors des élections de mars 1983, le succès de M. Le Pen a servi de révélateur au malaise. M. Jacques Chirac ne pouvait plus se taire.

Quelques semaines plus tard, au mois de juillet, il résuma sa position par cette formule : « Ni racisme ni laxisme ». Sur le premier terme, il s'explique : « Il faut envisager des mesures pour faciliter l'intégration des immigrés en situation régulière », et annonce la création d'une commission extra-municipale. Dix-sept mois plus tard, cette commission n'a encore jamais fonctionné.

Bonne mère et bonne poire

Si tous les enfants d'étrangers doivent être repus dans les écoles, cette obligation ne s'étend pas aux classes maternelles. Cette année et pour la première fois, on demande aux immigrés qui laissent inscrire leurs enfants dans ces établissements une carte de séjour valable jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Si tous les enfants d'étrangers doivent être repus dans les écoles, cette obligation ne s'étend pas aux classes maternelles. Cette année et pour la première fois, on demande aux immigrés qui laissent inscrire leurs enfants dans ces établissements une carte de séjour valable jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Intégration, limitation, ségrégation ou rejet, le problème des étrangers est désormais posé.

Faut-il restaurer le programme des aides sociales ? Les aides sociales ont été supprimées pour leur rendre le caractère moins attractif ? Que fera à l'égard des clandestins ? Doit-on leur refuser de les soigner dans les hôpitaux, fermer les crèches à leurs enfants, les priver de toute assistance, parce que leurs papiers ne sont pas en règle ?

Personne, ni au ministère des affaires sociales ni à l'Hôtel de Ville, n'appartient des réponses claires à ces questions. La question de la carte de séjour des étrangers vivant en France représente le « sujet tabou ». A Paris plus que partout ailleurs.

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

La première victoire de Kasparov

De notre correspondant

Moscou. - Garry Kasparov a sauvé l'honneur le jeudi 13 décembre, à Moscou (nos dernières éditions du 14 décembre). En gagnant pour la première fois, le jeune Azerbaïdjanais, âgé de vingt et un ans, a fait plus qu'effacer une défaite humiliante au championnat du monde et rendre espoir à sa mère, son véritable manager, qui suit chaque mouvement de son fils. Jusqu'alors, depuis la tribune de presse, il a surtout montré aux responsables soviétiques des échecs - les commencent à le traiter un peu cavalièrement - qu'il fallait encore compter avec lui.

Le championnat du monde n'est achevé, jeudi, sans même avoir commencé. Elle avait été ajournée, mercredi, sur une position jugée très favorable pour le prédominant. Ce dernier avait, conformément au règlement, noté son quarante et unième coup dans une enveloppe scellée. Une heure un quart avant la reprise, prévue pour 17 heures (15 heures à Paris), le champion du monde a téléphoné à l'arbitre yougoslave, le grand maître Gligoric, pour se déclarer battu.

MÉDECINE

L'ACADÉMIE A DÉCERNÉ SES PRIX ANNUELS

L'Académie nationale de médecine a décerné ses prix pour 1984, et notamment le prix Cardier (32 000 F), au docteur Louis Bonjean (Lyon-Montfermeil), pour sa contribution à l'étude des tumeurs développées dans le recto-sigmoïde après rétro-épigastromie; le prix Léon-Barrat (28 000 F), au docteur Jean-Paul Séguela (Toulouse), pour ses travaux sur l'immunologie de la toxoplasmose; le prix du Docteur Albert-Belgrand (32 000 F), au docteur Pierre Diquet (Paris), pour son ouvrage Atlas d'anatomie; le prix Henri-Mondor (14 000 F), au docteur Jean-Michel Casanova (Paris), pour son travail Microchirurgie génito-urinaire du rat; le prix du Docteur Darvilhes (40 000 F) est partagé entre le médecin-chef Paul Bordeas (Paris-est), pour son étude des contraintes cardiovasculaires imposées par l'exposition à des facteurs agressifs de l'environnement aéronautique, et le profes-

teur Jean-Paul Giroud (Paris), pour ses travaux sur le phénomène d'inflammation induit par des substances non spécifiques; le prix Joseph-Antoine-Murray (30 000 F), au docteur Marianne François-Demouasse (Toulouse), pour ses travaux de rimatologie et de podologie; le prix Henri-Bernk (12 000 F), au docteur Jean Metellus (Bonnenail-sur-Marne), pour sa contribution à la rééducation des aphasiques; le prix Antoine et Claude-Béchère (14 000 F), au docteur Jacqueline Monourmand (La Tronche), pour ses travaux de cancérologie; le prix Jean-François-Gisselard (20 000 F), au docteur Robert Hainat, Paul Desoutter et Jean-François Stoltz (hôpital de Saint-Germain-en-Laye), pour leur ouvrage Cinq ans de cardiologie dans un hôpital général; le prix de l'Union nationale des caisses chirurgicales mutualistes (30 000 F), au professeur Geneviève Hildebrandt (Neuilly-sur-Seine) et au professeur Isidoro Caplan (Bucnos-Aires), pour leur travail sur le drainage lymphatique des surrénales; le prix Spéca (12 000 F), au docteur François Cassella (Paris), pour son travail « Augmentation de la concentration de méthionine-encéphalique dans le LCR du chat anesthésié après stimulation de la pulpe dentaire ».

ÉDUCATION

COMMENTANT LES MESURES ANNONCÉES PAR MM. CALMAT ET CHEVÈNEMENT

Parents d'élèves et enseignants réclament un aménagement global des rythmes scolaires

Les mesures d'aménagement de l'emploi du temps à l'école primaire annoncées par MM. Calmat et Chevènement (le Monde du 14 décembre) ont une portée limitée et ne s'attaquent pas au problème global des rythmes scolaires, estiment la plupart des partenaires concernés par leur application. « Nous en vivons assez des mesures ponctuelles alors que l'on n'utilise pas les données scientifiques essentielles prouvant que les rythmes scolaires ne sont pas adaptés à ceux des enfants », déclare M. Jean-Marie Schléret, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) qui regrette que « les carences majeures en éducation physique et sportive n'aient pas été évoquées par les deux ministres ».

Le Syndicat national de l'éducation physique de l'enseignement public (SNEP/FEN), présent dans le second degré, regrette que M. Chevènement « oublie l'essentiel, c'est-à-dire les mesures que l'éducation nationale devrait prendre pour encourager l'enseignement de l'EPS pendant tout le temps scolaire (...) ».

LES ÉVÊQUES TOUJOURS « INQUIETS » A PROPOS DES ÉCOLES PRIVÉES

Lors de la réunion du conseil permanent de l'épiscopat français à Paris, du 10 au 12 décembre, Mgr Jean Vignat, président de la conférence épiscopale, a fait allusion au débat sur l'enseignement privé en ces termes : « Nous ne dirons pas que la question scolaire est close. L'enjeu national de la scolarisation est là, à assumer par tous. Le règlement des questions en cours pour les écoles privées - s'il y a progrès de façon relativement satisfaisante pour l'enseignement agricole - laisse dans l'attente encore inquiète, quant aux intentions et aux décisions à intervenir, ceux qui portent ensemble le problème des écoles catholiques. »

EN BREF

Inculpations dans l'enquête contre Action directe
M. Jean-Louis Bruguière, juge d'instruction à Paris, chargé des dossiers concernant Action directe, a inculpé et placé sous mandat de dépôt, jeudi 13 décembre, six personnes, qui auraient apporté leur soutien à ce mouvement dissous. Ces six personnes inculpées d'association de malfaiteurs : Anne-Lise Benoît, enseignante, trente-quatre ans, Dominique Poiret, trente-quatre ans, également enseignante ; Jean Asseliney, quarante ans, conseiller d'éducation populaire ; Hacem Raebah, trente-sept ans, sans profession ; Bruno Baudrillard, trente ans, quarante-six ans, un Italien qui serait recherché dans son pays pour trafic d'armes.

Le greffé au cœur artificiel a eu un accident cérébral
M. William Schroeder, cinquante-deux ans, l'homme au cœur artificiel, a souffert, dans la soirée du jeudi 13 décembre, d'une thrombose vasculaire au niveau de l'hémisphère cérébral gauche. Il a perdu passagèrement connaissance et a présenté une hémiplegie droite, elle aussi passagère. Un traitement immédiétement entrepris, à base d'anticoagulants et de cortisone, a permis, semble-t-il, de rétablir la situation, et quatre heures après l'incident le malade était à nouveau « alerte ».

Philippe Tesson inculpé
Le directeur du Quotidien de Paris, M. Philippe Tesson, a été inculpé, jeudi 13 décembre, de provocation au vol, par M. Gilles Boillouque, juge d'instruction à Paris, après la publication par le Quotidien de Paris, dans son édition du 24-25 novembre, des plans d'un décodeur pirate permettant théoriquement de ne pas payer l'abonnement à Canal Plus. A la suite d'une plainte avec constitution de partie civile, déposée par la chaîne, le parquet avait ouvert une information (le Monde du 5 décembre). L'avocat de M. Tesson et du journaliste auteur de l'article, Christian Gréin est M. Jean-Marc Verrat.

Unités de Pédagogie Active
COURS DE VACANCES : 3 à 6 semaines au choix du 6 juillet au 30 septembre pour entrées en 2^e - 1^{er} - Terminales - Universités - (NOEL-PAQUES). COURS PARTICULIERS : 6^e à Terminale - math sup. - Lettres Sup. Bio. COURS ANNUELS : 2^e à Terminales - math sup. - Lettres Sup. Bio - du lundi au vendredi de 9 h à 12 h - 14 h à 17 h.

“ce livre m’a explosé entre les mains”

ANTONIONI

Un roman envoûtant par l'auteur du “Rouge Vénitien”

En vente en librairie 92 F.

EDITIONS LIANA LEVI
SYLVIE MESSINGER
31, RUE DE LABBE GREGOIRE 75006 PARIS TEL. 222.75.10

P.M. PASINETTI
DE VENISE
A VENISE
DORSODURO

MANAGER
CANON : Soleil

De notre service

Il y a un service qui est devenu un service d'urgence : le service de gestion des déchets.

HERPES

La maladie est devenue un véritable fléau.

Le virus de l'herpès est toujours présent chez nous, dans les yeux, dans la bouche, dans les yeux, dans la bouche, dans les yeux, dans la bouche...

LA TOUT UN

Partez tranquille pour l'Égypte!

Il n'y a plus d'hippopotames, il n'y a plus de crocodiles! Vous ne verrez pas, sur les rives du Nil, une seule fleur de lotus, un seul fourré de papyrus sauvage. Pourtant cette faune et cette flore, aujourd'hui disparues, s'étaient en sages hiéroglyphes sur les temples antiques; c'est au contact d'une nature débordante de vie que naquirent l'écriture et les croyances des anciens Égyptiens.

Si vous ne rapportez pas, en revenant d'Égypte, quelques pinces de sable du temps (ce n'est rien d'autre, vous le savez, qu'un peu de sable du désert), vous en trouverez, composés de superbes images, dans Le Sable des pharaons, le dernier album de Joël Cuénot: des images qui vous emmèneront au temps lointain où l'homme portait sur la nature un tout premier regard. Une vision originale, un reportage "écologique" sur la terre des pharaons, à l'époque où l'hippopotame, tout comme le crocodile, étaient aussi des dieux.

Une documentation gratuite concernant ce livre et ceux de la collection : Les sentiers imaginaires vous sera envoyée, sans aucun engagement, en écrivant aux Editions Joël Cuénot, BP 24 Meudon-Belevue, 92194 Meudon cedex ou en laissant votre nom et votre adresse au 507.18.11 (répondre).



130

La première victoire de Kasparov

Le champion du monde Kasparov a remporté sa première victoire lors de la première partie de son match contre le champion en titre, le russe Anatoli Karпов.

MÉDECINE

L'ACADÉMIE A DÉCERNÉ DES PRIX

L'Académie de Médecine a décerné ses prix annuels à plusieurs chercheurs pour leurs contributions dans le domaine de la médecine.

La qualité au travail

Le concept de qualité au travail est devenu un enjeu majeur pour les entreprises cherchant à améliorer leur compétitivité.

Handwritten note: 150

SUPPLÉMENT JAPON



A L'ÉTRANGER

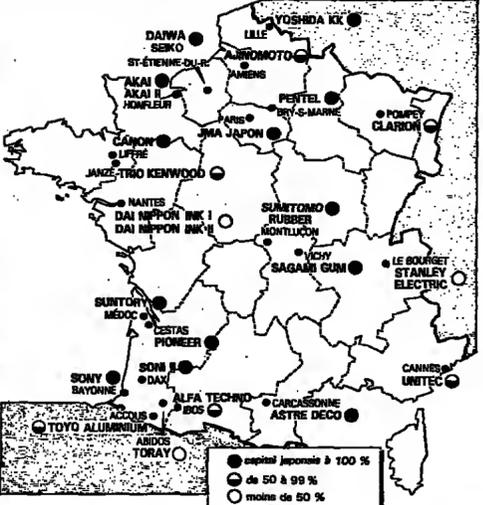
CANON : Soleil sur la Bretagne

LIFFRÉ. — « Kannon, déesse japonaise de la miséricorde, a été Liffré, bourgade d'Ille-et-Vilaine. La manne céleste, sous la forme d'une usine Canon... »

De notre envoyée spéciale Ils ont vu surgir de nouveaux poteaux électriques, élargir la route conduisant à l'usine située en rase campagne, creuser des canalisations, dans les pâturages.

mieux vaut l'avouer que la cacher. Nous réfléchissons ensemble. Ainsi vous ne referrez plus la même erreur... Vêtu d'une blouse blanche comme ses subordonnés, la hiérarchie déjeune à la table commune de la cantine.

1984 aura été l'année de l'envoie des investissements japonais en France. Sept usines sont en cours de construction sur le territoire national.



70% ramener les usines japonaises à leurs justes proportions : sur 600 milliards de francs d'investissements japonais de toute nature dans le monde, 1,5% seulement s'est dirigé vers la France.

Heureux élus

Le Japon et la Bretagne profonde se sont donc rencontrés avec bonheur si l'on en croit les rares et heureux élus travaillant à Canon-Liffré.

Heureux élus

Le Japon et la Bretagne profonde se sont donc rencontrés avec bonheur si l'on en croit les rares et heureux élus travaillant à Canon-Liffré.

Heureux élus

Le Japon et la Bretagne profonde se sont donc rencontrés avec bonheur si l'on en croit les rares et heureux élus travaillant à Canon-Liffré.

Advertisement for International Management University of Asia (I.M.U.A.) in Tokyo, featuring a Japanese Management Program with details on sociology, economics, and relations.

Large advertisement for Banque Indosuez in Japan, with the headline 'LA BANQUE INDOSUEZ AU JAPON. TOUT UN MONDE D'OPPORTUNITES.' and details about its international network.



Mérites et faiblesses des cercles de contrôle de la qualité

DANS la première moitié des années 80, environ 120 000 cercles de contrôle de la qualité ont fonctionné à l'intérieur des firmes japonaises avec plus d'un million de participants. La création de ces cercles, dont on s'accorde généralement à penser qu'ils ont largement contribué à la réalisation de multiples objectifs ainsi qu'à l'accroissement de la productivité, n'a pas été cependant sans rencontrer des obstacles. Quels sont leurs mérites et leurs inconvénients ? Ces cercles constituent-ils une forme de participation des travailleurs comparable à ce qui a pu se faire en France ou en République fédérale d'Allemagne ? Leur histoire est longue.

On date généralement de 1949 l'apparition au Japon d'activités de contrôle statistique de la qualité, c'est-à-dire de l'inauguration d'une fondation connue comme l'Union des savants et ingénieurs japonais (JUSE). Les visites au Japon des Dr W. E. Deming et J.-M. Juran, l'un et l'autre experts en contrôle statistique aux États-Unis, exercèrent une influence importante sur les milieux d'affaires japonais concernés par le contrôle de la qualité.

Dès le milieu des années 60, nombre de firmes japonaises de premier plan avaient commencé à organiser de petits groupes de salariés, ouvriers et employés, en cercles de contrôle de la qualité. Guidés par les échelons intermédiaires de la direction, ces cercles - dont les effectifs allaient de quelques travailleurs à une vingtaine environ - choisissaient régulièrement un thème d'étude lié à la qualité de la production, à la productivité ou à d'autres aspects des activités de l'entreprise.

En fait, les cercles de contrôle de la qualité et le système de suggestions, tous les deux organisés sur une base de volontariat dans les mêmes

entreprises, sont étroitement associés de diverses manières et parfois inséparables. Les systèmes de suggestions, apparus avant la deuxième guerre mondiale, s'adressent non seulement à des travailleurs individuels mais aussi à certains groupes, faisant à cet égard souvent double emploi avec les cercles de contrôle de la qualité. Mais, alors que ces derniers existent pour des périodes relativement longues - six mois par exemple - et sont supposés accomplir une tâche déterminée, les systèmes de suggestions ne fonctionnent que pendant des laps de temps assez courts et quand le besoin s'en fait sentir (par exemple avec l'objectif d'une suggestion, par exemple par travailleur). Avec les cercles de contrôle de la qualité, ce n'est généralement pas avant la seconde partie de leur période prévue d'activité que des résultats significatifs peuvent être attendus.

Méthodologie

Les démarches de base dans la méthodologie des cercles de contrôle de la qualité, telles qu'elles ont été identifiées dans une étude à l'intention des principales firmes japonaises (1), sont les suivantes :

- Identification d'un problème. Grâce à des rencontres régulières, les membres d'un cercle débattent les problèmes qui se présentent dans leur zone de travail ; à l'occasion, l'encadrement de ces cercles ou la direction de l'entreprise définissent également les problèmes qui réclament solution.
- Définition d'un objectif. Lorsqu'un problème a été identifié - tel par exemple que le rythme de passage sur une portion d'une chaîne de montage - le groupe se réunit pour déterminer ce qui peut être un objectif raisonnable pour ses activités.

- Prise en compte des conditions présentes. Cette étape comprend la détermination de l'étendue du problème envisagé. Si l'objectif est d'élever le rythme de passage sur la chaîne de montage, des mesures sont effectuées sur le rythme réel et ses marges de variation. Des techniques statistiques sont fréquemment utilisées à ce stade.

- Analyse des causes. De petits groupes au niveau des ateliers identiques à celles qui furent initialement proposées par le Dr Deming ainsi que par d'autres experts en contrôle statistique de la qualité. Une différence essentielle apparaît cependant dans le niveau de la participation des travailleurs à ces activités. Les travailleurs individuels ont la responsabilité et prennent l'initiative dans la recherche de la solution de leurs propres problèmes, avec l'aide de la direction et du personnel technique.

- Confirmation des résultats. Dans certains cas, les enregistrements statistiques détaillés sont examinés pour déterminer l'efficacité des diverses solutions au problème envisagé par le cercle.

- Choix des méthodes définitives de solution. Entre les diverses solutions possibles, le cercle choisit la plus adéquate et fait rapport à la direction.

- Collation des résultats. Les rapports des cercles sont sélectionnés pour présentation à des réunions au niveau de l'ensemble de l'entreprise sur la base de critères tels que la contribution à l'accroissement de la productivité, la réduction des échecs ou des défauts, la possibilité d'application à d'autres zones d'activité, etc.

- Publication et propagation des résultats. Certaines entreprises organisent chaque année des meetings de l'ensemble de leur personnel, en présence de leurs directeurs qui soulèvent eux-mêmes fréquemment les questions, encourageant ainsi fortement les membres des cercles. Dans quelques industries de base, comme la sidérurgie, les fruits des activités de quelques groupes sélectionnés sont également présentés à des réunions annuelles auxquelles participent plusieurs entreprises.

Si les récompenses accordées pour de telles activités varient fortement d'une firme à l'autre, pratiquement tous ceux qui y contribuent

reçoivent une compensation financière ou autre pour leur participation. Certaines entreprises offrent ainsi la possibilité de voyages à l'étranger pour des petits groupes dont la contribution a été jugée d'une valeur exceptionnelle.

Promotion

Parmi les démarches énumérées ci-dessus, plusieurs peuvent paraître identiques à celles qui furent initialement proposées par le Dr Deming ainsi que par d'autres experts en contrôle statistique de la qualité. Une différence essentielle apparaît cependant dans le niveau de la participation des travailleurs à ces activités. Les travailleurs individuels ont la responsabilité et prennent l'initiative dans la recherche de la solution de leurs propres problèmes, avec l'aide de la direction et du personnel technique.

- Nombre de facteurs semblent avoir facilité l'apparition et le développement des cercles de contrôle de la qualité au Japon, notamment une relation clairement établie entre les efforts de l'individu, les récompenses personnelles auxquelles il a droit et l'esprit de corps résultant de l'engagement pour un emploi à vie dans les grandes entreprises.

- Cet état d'esprit et l'efficacité des travailleurs peuvent-ils pourtant s'expliquer uniquement par la pratique japonaise de l'emploi à vie, par les risques réduits de chômage et les perspectives de sécurité du revenu ?

- Quelques-uns des facteurs-clés de l'efficacité des travailleurs japonais peuvent être trouvés dans les systèmes de promotion et de formation à l'intérieur des entreprises. Rémunérations et salaires dépendent fondamentalement des niveaux d'éducation, de formation et de l'ancienneté. Quand des postes dépendent des possibilités de promotion à de plus hautes fonctions, après quelques années d'emploi, des différences apparaissent. Seul un nombre limité de travailleurs engagés la même année seront en mesure d'atteindre des postes de responsabilité plus élevés. Les autres devront attendre plus longtemps, et certains ne monteront jamais au-dessus d'un certain niveau. Le temps passant, les différences s'accroissent, en matière de rang et de statut. Elles se traduisent par de notables écarts dans les revenus ou les avantages de retraite au sein d'un groupe donné de travailleurs disposant à l'origine du même niveau d'éducation.

Les travailleurs pouvant s'attendre à demeurer au sein de la même entreprise pour toute leur vie active - et en dépit des chances égales de formation offertes pour tous, - ceux qui ont été embauchés la même année se trouvent en concurrence directe les uns avec les autres. Dans ces conditions, les travailleurs japonais sont à même de comprendre les avantages que la participation aux cercles de contrôle de la qualité peut présenter pour le développement de leur carrière personnelle. En même temps, ils peuvent s'attendre à de substantielles retombées en matière de rémunération à la suite des accroissements de productivité résultant des contrôles de qualité.

Maniérisme

Si l'on ne parle en général que des aspects favorables des cercles de contrôle de la qualité, il convient de souligner que de nombreux problèmes peuvent être résolus avant que ces petits groupes commencent à fonctionner harmonieusement et apportent des contributions notables à l'activité des entreprises.

Dans certains cas, des firmes s'efforcent de revoir fondamentalement leur politique vis-à-vis des cercles afin d'éviter que leurs activités ne tombent dans une sorte de maniérisme. La *Nihon Keizai Shinbun*, quotidien économique tirant à plusieurs millions d'exemplaires, a récemment indiqué que le quartier général à Tokyo d'une des principales sociétés multinationales de l'industrie des ordinateurs avait décidé de réorganiser l'action de ses cercles de contrôle de la qualité.

Suivant une étude dirigée par le JETRO (Organisation japonaise du commerce extérieur), les principaux

points méritant attention sont les suivants :

- **Entraînement aux activités de cercle.** L'expérience montre qu'il faut plus d'un an à un petit groupe pour acquérir la formation méthodologique souhaitable et parvenir à un consensus sur les objectifs à atteindre.

- **Stimulants.** Les firmes doivent effectivement assurer compensation et récompense pour les travaux impliquant des heures supplémentaires.

- **Coopération des syndicats.** Une explication complète des objectifs des cercles est nécessaire pour obtenir l'entière coopération des syndicats de l'entreprise au programme suivi. En effet, les buts à long terme des organisations syndicales sont fondamentalement en accord avec ceux des cercles, en particulier en ce qui concerne l'accroissement de la productivité - et par conséquent celui des salaires.

- **Amélioration de la qualité et des conditions de travail.** En effet, les buts à long terme des organisations syndicales sont fondamentalement en accord avec ceux des cercles, en particulier en ce qui concerne l'accroissement de la productivité - et par conséquent celui des salaires.

- **Coordination entre différents niveaux.** Un soin tout particulier doit être pris pour assurer une coordination harmonieuse entre le niveau des ateliers et celui du personnel technique. Un rôle crucial revient à l'encadrement des petits groupes pour maintenir de bonnes relations de travail entre ouvriers, syndicats et employeurs.

M. KAZUHOE HIRAL

(1) JETRO, *Productivity and Quality Control*, Tokyo, 1981.

APPRECIATION PAR LES SYNDICATS DES ACTIVITES DES CERCLES DE CONTROLE DE LA QUALITE

	OUI	NON
Servent à accroître la productivité	74,5 %	1,2 %
Améliorent les méthodes et l'environnement du travail	78,3 %	1,7 %
Élèvent le moral des travailleurs syndiqués	40,4 %	4,9 %
Améliorent les communications et les relations humaines à l'atelier	55,5 %	3,8 %
Mettent les travailleurs syndiqués en compétition les uns avec les autres	12,8 %	41,6 %

(Les « sans opinion » ou « sans réponse » n'ont pas été comptabilisés)

Sources : T. Inagami, *ibid.*

EVOLUTION DU NOMBRE DES CERCLES DE CONTROLE DE LA QUALITE

Année	Participants
1965	4930
1970	78 920
1975	388 543
1980	723 201
	1 062 759

Source : T. Inagami, Labour-management communication at the Workshop, Japan Institute of Labour, Tokyo, 1983.

Minolta France : le défi photo.

Pour les amateurs avertis, Minolta est le nom d'une lignée prestigieuse de réflex : XD-5, XD-7, X-700, X-500, X-300. Pourtant, Minolta a ajouté depuis longtemps d'autres cordes à son arc. Et développé sa gamme dans tous les domaines photo : réflex, non réflex, compact-disc, caméras.

A tout seigneur tout honneur, le X-700 continue sa carrière. Appareil réflex programmé, c'est un chef-d'œuvre d'électronique et d'automatisme.

Dans le domaine non réflex, Minolta innove avec l'AF-E autofocus à mise au point automatique. Peu encombrant, léger, tout automatique, l'AF-E apporte même la sélection automatique de la sensibilité du film (les nouveaux films DX 24 x 36).

Présent aussi sur le marché du disc, Minolta en a produit deux. Avec une optique révolutionnaire et tout l'apport technologique Minolta. Ces nouveaux modèles sont arrivés à point nommé pour consacrer une politique patiente et novatrice en direction des revendeurs photo et de la distribution en général.

Ils préparent aussi le terrain pour les nouveautés de demain. Car la firme d'Osaka, spécialiste de l'optique depuis 1928, risque bien d'étonner les amateurs photo. Et ses concurrents. Un défi pacifique que les dirigeants de Minolta sont prêts à affronter.

X-700, le haut de gamme.

AF-E autofocus, tout automatique.

Disc 7, un compact-disc signé Minolta.

Minolta XL Sound 84.

MINOLTA

KUBOTA TRACTOR EUROPE

France : 250 concessionnaires
Réexportation à sa filiale en Allemagne
et à ses distributeurs en :
Belgique, Autriche,
Hollande, Italie,
Suisse, et Espagne.

KUBOTA TRACTOR EUROPE

12 BOULEVARD DES MARTYRS DE CHATELAIN - Z.I.
97100 ARSENTIEN - TEL. : 03 410.83.00 - TELEX : 60622F
KUBOTA, LTD.
2-47, SHIOTSUNAGI 1-COME, NAGAWA-DI, OKAZA, JAPON
TEL. : 104 648.2111, TELEX : 528.7768 KUBOTA J

Madame

Discrimination

TAL, un système d'information mura Research Institute et ses poussées du monde financier. Unités nouvelles.

NOMURA

NOMURA FRANK E. 22, Rue de Valenciennes
THE NOMURA SECURITIES, LTD.

150/151

1500



e de la qualité

Madame la présidente-directeur général ?

DU moins, c'est fait : le Japon a depuis deux mois une femme ministre. M^{me} Shigeru Ishimoto, soixante-et-onze ans, une infirmière de formation, rompue à la politique, a obtenu le portefeuille de l'Agence pour l'environnement. Elle est la première femme ministre depuis vingt-deux ans...

Commentant cette « innovation », le premier ministre, M. Yasuhiro Nakasone, n'avait pas caché qu'il entendait par ce geste rendre hommage à la Décennie de la femme organisée par l'ONU et qui doit prendre fin en 1985.

« En réalité, c'est le fruit d'une longue bataille : l'en avis moi-même par son premier ministre, en lui faisant valoir que, de tous les pays qui participent aux sommets industriels, le Japon était le seul à n'avoir aucune femme au gouvernement », nous a confié M^{me} Mayumi Moriyama, cinquante-sept ans, qui elle-même été promue le mois dernier au rang de vice-ministre des affaires étrangères (elle est la deuxième femme en trente-six ans à occuper cette position).

Tant il est vrai qu'au Japon, où pourtant près de la moitié des femmes travaillent, les postes de responsabilité sont encore le domaine réservé des hommes, comme dans le secteur public dans le privé.

« D'abord, je veux que les femmes, en tant que mères, soient des mères idéales. Puis je veux qu'elles deviennent de bonnes épouses. Puis je voudrais qu'elles deviennent des femmes capables de contribuer à la société également. » Cette profession de foi de M. Nakasone devant la Diète est bien révélatrice, dans ses « priorités », d'un état d'esprit qui continue à prévaloir dans la société japonaise.

Rien d'étonnant si l'apparition de femmes à des postes de décision, qui n'est que benoîte dans d'autres pays industrialisés, constitue encore ici une petite révolution qui fait événement dans la presse.

Certes on connaît Hanae Mori, patronne aujourd'hui d'un véritable empire de mode, ou Misa Watanabe, aux commandes d'Apollon Music Publishing Company. Mais en dehors de ces « indépendantes », rares sont les femmes qui parviennent à faire une carrière régulière et à gravir les échelons dans la hiérarchie d'une entreprise tout en élevant leurs enfants. « Une fois mariée, le mari, les amis ou la famille vous font sentir que votre véritable place est au foyer », observe Ikuo Yamaguchi, qui dirige le bureau des femmes au Parti communiste.

« C'est tout juste si l'ambition d'une femme de poursuivre une carrière n'est pas considérée comme de l'égoïsme. L'image d'une femme épouse n'est pas celle d'une femme-patron, mais celle d'une bonne mère. Si la femme est quelque peu impliquée dans la société japonaise, la mère ne l'est nullement, au contraire », explique Mariko Sugahara, trente-sept ans, mère de famille et directrice pour les affaires internationales du Science Council, qui dépend directement du premier ministre.

Discrimination

C'est pourtant bien grâce au travail féminin que le Japon a pu développer certaines industries telles que le textile ou les conserveries de poisson. Et aujourd'hui encore, le travail des femmes joue un rôle considérable dans la machine économique japonaise, même si elles souffrent d'une discrimination dans leurs salaires et si le travail à mi-temps, qu'elles pratiquent fréquemment, est particulièrement mal rétribué.

A l'heure actuelle, près de la moitié des femmes travaillent, facteur d'ailleurs souvent rapproché d'une baisse, jugée inquiétante, de la natalité.

Selon des statistiques officielles, 95 % des femmes font des études secondaires et, sur ce total, 33,1 % entrent au collège ou à l'université (40 % dans le cas des hommes).

En 1960, plus de 14,23 millions de femmes avaient un emploi. Leur nombre s'élevait à 18,38 millions en 1980 et à 21,60 millions en 1979, soit 47,5 % de la population féminine âgée de plus de quinze ans et 38,6 % de la population active totale du Japon. Aujourd'hui, 22 800 000 femmes japonaises

travaillent, soit 40 % d'une population active de 56 millions.

Mais à éducation et formation égales, la discrimination reste de règle quant à la promotion, dans un système largement fondé sur l'ancienneté. La fidélité à l'entreprise, qui entretient un engagement pour le vie, est encore un principe sacro-saint au Japon, donc un facteur de handicap évident pour les femmes si elles veulent s'occuper de leur famille.

La plupart des femmes trouvent du travail par relations. Une enquête effectuée en 1983 par le Nihon Recruit Center montre que sur un millier d'entreprises de premier plan, 79,2 % n'ouvrent pas leurs portes aux diplômées féminines, certains employeurs faisant d'ailleurs valoir qu'elles sont souvent trop qualifiées pour les postes qui pourraient leur être offerts : 20 %



des entreprises qui embauchent des femmes ne leur donnent pas de formation - pourquoi investir sur des femmes qui cessent de travailler dès qu'elles se marient ou au moment de l'accouchement ? Près de 50 % ne donnent aux femmes aucune chance d'accéder à des postes de décision.

Une récente étude des services du premier ministre précisait les raisons qui sont invoquées par les employeurs pour refuser l'avancement des femmes : la plupart citent le caractère « par nature complémentaire du travail des femmes », d'autres les restrictions imposées par une législation de 1947 sur le travail des femmes (qui, notamment, limite les heures supplémentaires autorisées pour les femmes à six par semaine et interdit le travail de nuit). En 1983, une étude gouvernementale à propos des inégalités de carrière reconnaissait d'autre part des restrictions considérables à la promotion des femmes et constatait qu'en moyenne les salaires féminins sont inférieurs de moitié à ceux des hommes dans le secteur privé.

En réalité, le Japon est le seul pays industrialisé où la disparité de salaires a en fait progressé entre 1973 et 1982, révélant les conclusions de l'Organisation internationale du travail publiées en mars 1984. En 1982, le salaire des femmes dans le secteur industriel représentait 43,1 % de celui des hommes, contre 46,5 % en 1973.

En dépit du poids numérique de la force de travail féminine, les femmes n'occupent au Japon que 5,7 % des postes de responsabilités contre 25 % au Canada, 24,9 % aux Etats-Unis, 16 % en France, en

Suède ou en RFA, admet le ministère du travail. De même source, on compte aujourd'hui quelque 2 millions de femmes dans les professions libérales (avocats, médecins, professeurs, etc.) contre 760 000 en 1965. Mais dans le privé, sur une population active de 14 800 000 femmes en 1984, seules 120 000 ont des postes de « décideurs » (contre 40 000 en 1965).

La situation à la Banque du Japon, où la moitié des effectifs de 6 000 personnes sont constitués de femmes, est révélatrice : les femmes n'y occupent que 0,5 % des postes de responsabilité. L'une d'elles, célibataire comme la plupart des femmes dans sa position, se plaint que, même au sommet, les femmes restent écartées de certaines réunions de travail, et que le pratique du transfert d'une branche à l'autre, qui s'applique aux hommes, ne vaut pas pour elles.

Bref, les hommes veulent bien d'assistantes, mais pas de concurrentes... Même la compagne Honda, qui se prétend championne de l'égalité des sexes, n'a promu à ce jour qu'une seule femme au rang de directeur de département. Le problème, selon Hideo Sigiura, un responsable de la compagnie cité dans la presse japonaise, est « l'attitude des femmes face au travail ». « Nous avons eu beaucoup de femmes compétentes dans la compagnie, dit-il. Mais elles prennent beaucoup de jours de congé et quittent le bureau plus tôt que les hommes ».

A l'heure actuelle, le Parlement examine une loi - Equal Employment Opportunity Act - qui interdira théoriquement aux entreprises toute discrimination à l'égard des femmes en matière d'embauche, de formation, d'avancement et de retraites. Mais le ministère du travail, dans le sillage de ce texte, a été confronté à de nombreuses critiques non seulement de la part des employeurs, mais aussi des organisations féminines.

Les employeurs estiment que la nouvelle loi risque de détruire le système de gestion du personnel fondé sur l'emploi à vie : la Nikkeiren, fédération des employeurs, estime que, si la notion d'égalité n'est rien de rétrospectivement a priori, les bouleversements qu'elle implique risquent de conduire l'économie au chaos. Quant à certaines féministes, elles critiquent le projet comme purement symbolique, puisqu'il ne prévoit pas de contrôle sur sa mise en application.

Le problème le plus difficile, durant la mise au point du projet qui a duré six ans et demi, était de savoir comment concilier la nouvelle loi avec le Labor Standard Act, élément de la législation du travail entré en vigueur en 1947 pour « protéger les femmes », mais que certaines extrémistes considèrent comme allant à l'encontre des intérêts des femmes puisqu'il permet en fait la discrimination. En dehors des heures supplémentaires limitées à six et du travail de nuit interdit, le Japon accorde un congé payé de deux ou trois jours pour la menstruation - une pratique qui existe aussi en Inde ou en Corée. Toutefois, on estime que seulement 13 % des femmes japonaises en profitent effectivement.

La nouvelle loi « aura beaucoup d'impact », estime cependant Mme Moriyama, qui elle-même participée au sein d'un bureau des femmes au ministère du travail. « Si seulement elle était votée avant la fin de la prochaine session, elle permettrait au Japon d'assister le tête haute à la Conférence internationale de la femme au Kenya, en juillet 1985. » La loi fait d'ailleurs partie des amendements auxquels a été conduit le Japon pour pouvoir ratifier avant 1985 la convention de l'ONU qu'il a signée en 1980 sur la suppression de toute forme de discrimination à l'encontre des femmes.

Mais un texte législatif ne changera pas les mentalités du jour au lendemain, celle des hommes comme celle des femmes. Mme Chieko Ishii, président-directeur général des magasins du Primemark ouvert à Tokyo cette année - première femme à diriger un grand magasin, - estime que la loi ne saurait suffire : « C'est aux femmes elles-mêmes de devenir plus indépendantes. Elles doivent chercher à se placer dans les positions que l'on croyait réservées aux hommes. S'il doit y avoir égalité, il faut que les femmes soient prêtes à faire des heures supplémen-

taires, à accepter les responsabilités qui accompagnent en général le travail d'un homme. Tout dépend du sérieux avec lequel les femmes considèrent leur carrière. » Mme Ishii, pour sa part, était retournée à la vie active après avoir cessé de travailler pendant dix-sept ans pour se consacrer à sa famille. Grâce à sa présence, 70 % des employés du Primemark sont des femmes, même au niveau de l'encadrement.

Dans l'administration, du moins, les femmes souffrent moins de discrimination. Si elle sort d'une université prestigieuse et passe avec succès l'examen pour une haute fonction publique, la femme poursuit une progression de carrière normale, à égalité de traitement avec ses collègues masculins.

Mais, reconnaît, elle aussi, Mme Moriyama, le problème est que relativement peu de femmes sont suffisamment motivées pour envisager de faire une carrière : « Beaucoup, surtout dans la génération d'après-guerre, préférant la voie facile, celle de dépendre de leur mari. J'avais seize ans à la fin de la guerre et je faisais partie de la première vague de femmes admises à l'université. Nous étions motivées et avions le sentiment d'être des pionnières. Aujourd'hui, les jeunes femmes prennent tout pour acquis. L'université n'est pas considérée comme une chance de faire carrière mais comme un détour. Ce n'est qu'en se sortant qu'elles découvrent que la société n'est pas si rose. Les ambitieuses qui acceptent de se battre sont rares ».

Mme Moriyama, elle-même diplômée de droit de l'université de Tokyo, souligne que « sur 608 diplômés de carrière au Japon, on ne compte que 12 femmes, ce qui est tout à fait inhabituel pour un pays développé ». Il faut dire que le Gaimusho n'a commencé à accepter de diplomates femmes que depuis 1975.

Dans les agences gouvernementales, sur 2 095 fonctionnaires occupant des postes de responsabilité (chef de section, ou plus haut), on ne comptait au 1^{er} janvier 1984 que 18 femmes - exception faite du ministère de la justice, très « féminisé », et du Gaimusho.

Activité non féminine

Quant aux carrières politiques, elles sont rares chez les femmes. La notion que la vocation de la femme est celle de mère et d'épouse rend difficile l'activisme politique en dehors de l'exercice du droit de vote... Plus qu'ailleurs, les femmes semblent craindre qu'une activité politique, jugée « non féminine », ruine leurs chances de trouver un mari... Sur 511 députés à la Chambre basse, on ne trouve que 8 femmes. Elles sont plus nombreuses à la Chambre haute (19 sur 252 membres), mais on y entre plus en tant que célébrité des spectacles ou de la télévision que par expérience politique, reconnaît Mitsuko Yamaguchi, directrice du Women's Suffrage Center de Tokyo.

S'il arrive aux femmes d'adhérer à un parti politique, le pouvoir au sein du parti demeure exclusivement aux mains des hommes. Toutes les grandes formations politiques ont un bureau des questions féminines, mais seul le Parti communiste encourage les femmes candidates à exercer des responsabilités politiques. « Même les partis prétendument progressistes sont dominés par les hommes », reconnaît l'une des trois femmes députées socialistes de la Chambre basse.

Toutes les femmes ne sont pas pour autant pessimistes. Mitsuko Shimomura, l'une des rares journalistes ou vénéralable quotidiens Asahi Shimbun, explique dans une récente interview que, au Japon, les choses se passent de façon souterraine. Même le mouvement féministe est très influencé par celui des Etats-Unis, et de nombreuses Japonaises partagent les vues des Américaines. Mais, au Japon, on n'aime pas le changement radical, la confrontation. En fait, il se passe ici le même chose qu'ailleurs, même si les gens ne le savent pas. Et les hommes commencent à avoir peur ».

ANTOINETTE MELASTI

NOUS VOUS INVITONS A ENTRER DANS LE NOUVEAU MONDE FINANCIER

NOMURA VOUS Y INTRODUIT PAR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION



Nomura a été le pionnier du marché international des titres au Japon, grâce à l'amalgame harmonieux de la recherche et de l'innovation.

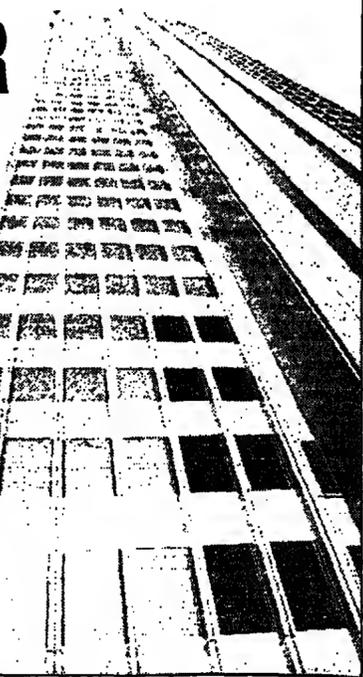
Aujourd'hui, nous comptons parmi les toutes premières firmes de courtage et d'investissement du monde. Nous sommes les numéros un incontestés en matière de mouvements de capitaux sur le marché financier international.

Pour aider ses clients à rester en prise directe avec les tout derniers progrès, Nomura a créé récemment CAPITAL, un système d'information global en ligne, qui vous relie à Nomura Securities, Nomura Research Institute et aux autres membres du groupe Nomura.

Ce réseau informatique nous permet de vous rapprocher des frontières sans cesse repoussées du monde financier. Et d'étudier pour vous, sous tous les angles, les opportunités nouvelles.



NOMURA FRANCE: 19-21, Rue de Poitiers, 75008, Paris, France Tel: (01) 562-1170
THE NOMURA SECURITIES CO., LTD., TOKYO HEAD OFFICE Tel: (03) 211-1811, 211-3811



TRACTOR EUROPE

250 concessionnaires
ou à sa filiale en Allemagne
nos distributeurs en
Autriche,
Italie
et Espagne.



السنة الثالثة



JAPON POURSUIVRE LA CROISSANCE

Défis

La fantastique montée en puissance de l'économie japonaise ne l'a pas mise à l'abri des vents contraires qui soufflent sur la planète. Atteint de plein fouet par les chocs pétroliers successifs, le Japon a mieux résisté que d'autres pays à la crise mondiale, mais l'influence des facteurs extérieurs s'est fait sentir à la fois par les bénéfices qu'il a tirés de la reprise aux Etats-Unis et par les effets négatifs entraînés aussi bien par le ralentissement de cette reprise que par l'accroissement du déficit budgétaire américain.

La croissance économique du Japon a elle-même engendré des réactions adverses chez ses principaux partenaires commerciaux, d'autant plus enclins à adopter à son égard des attitudes défensives qu'ils étaient plus sévèrement que lui touchés par la crise. La croissance du chômage ne crée pas un climat favorable à la libéralisation des échanges.

A l'intérieur même du Japon, l'évolution des techniques, celle de la consommation, l'apparition parfois de nouveaux acteurs, ont montré que, là comme ailleurs, il n'existe pas de situation acquise, si solide soit-elle, que le temps ne risque de compromettre.

A ces différents défis, la machine économique japonaise s'est adaptée de différentes manières.

Au niveau de l'Etat d'abord, la prudence prévaut d'autant plus nettement que le gouvernement libéral - celui de M. Nakasone comme ceux de ses prédécesseurs - répugne naturellement à se faire ouvertement interventionniste. On verra que ce comportement peut appeler des jugements nuancés, mais il demeure, dans l'ensemble, que Tokyo s'est avant tout appliqué à défendre des positions nationales, en touchant le moins possible aux équilibres internes.

Plus souple - sans doute parce qu'il s'agissait pour elles d'une question de survie - a été la stratégie des grandes firmes japonaises. On en verra des exemples de trois ordres. L'aptitude, d'abord, à réexaminer - pour les améliorer - certains mécanismes qui ont été facteurs de succès dans les années précédentes, comme celui des « cercles de contrôle de la qualité ». La recherche constante, ensuite, par la diversification d'activités inédites propres non seulement à maintenir les profits de l'entreprise mais également à les accroître. L'ouverture enfin d'opérations nouvelles, consistant à produire japonais à l'étranger, c'est-à-dire à répondre, au moins pour une part, aux préoccupations des partenaires extérieurs tout en surmontant les obstacles du protectionnisme.

Déjà puissants à eux seuls, ces nouveaux courants qui se développent dans le monde nippon des affaires s'accompagnent de transformations affectant la vie des individus qui l'animent. Modifications lentes certes, dans un pays aux structures sociales fondamentalement conservatrices, et qui relèguent encore, par exemple, les japonaises à un rang de second ordre parmi les dirigeants d'entreprise comme dans les cercles politiques. Mais évolution sensible des mœurs cependant, à travers laquelle se dessine une société en cours de mutation.

Japon constant, donc, mais changeant, dont le dynamisme s'exprime encore à travers ces transformations.

ALAIN JACOB.

L'Etat face à la crise

L'Etat de M. Nakasone donne l'impression d'être passif, voire paralysé devant les mutations en cours de l'économie nipponne. La politique budgétaire, largement contrainte par le service de la dette publique, adopte un profil bas, s'efforçant de limiter le déficit qui, pour l'année budgétaire en cours (avril 1984-mars 1985), ne devrait pas excéder 4,3 % du produit national brut nominal. Cette politique restrictive est en fait mise en œuvre depuis peu de temps : l'infléchissement s'est amorcé dans le cadre de l'exercice 1981 et traduit une riposte spécifique au second choc pétrolier, qui diffère très largement de celle mise en œuvre à partir de 1974. Elle a consisté pour l'essentiel à reporter très directement et de façon immédiate sur les comptes des ménages les effets exercés par le prélèvement supplémentaire opéré par les membres de l'OPEC. En revanche, les comptes des entreprises et des administrations n'ont été que marginalement et temporairement affectés par la révision en hausse du prix du pétrole brut.

Du soutien à la croissance...

Après le premier choc pétrolier, l'Etat était intervenu de façon très active afin de soutenir la demande intérieure. Le phénomène fut perceptible dès 1974 et

Tableau I : DÉFICIT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE EN POURCENTAGE DU PRODUIT NATIONAL BRUT NOMINAL (Exercices budgétaires)

1973	0,6
1974	2,1
1975	3,9
1976	4,2
1977	5,2
1978	5
1979	6
1980	6
1981	5,1
1982	5
1983	4,9
1984	4,3
(prévision)	

SOURCE: OCDE

le déficit de l'administration centrale, exprimé en pourcentage du PNB nominal, n'a ensuite pratiquement pas cessé de croître jusqu'à la fin des années 70 (cf. tableau I).

Le gonflement du déficit engendré par une croissance soutenue des dépenses a résulté concurremment des insuffisances structurelles de la fiscalité japonaise, marquée, d'une part, par un faible rendement de l'impôt sur le revenu lié à une sous-imposition massive des revenus des entrepreneurs individuels et des épargnants; d'autre part, par l'absence d'une fiscalité indirecte comparable par son rendement, par exemple, à la TVA française.

... au désengagement libéral

La très vive progression de l'encours des obligations de l'administration centrale, qui, exprimé en pourcentage du PNB, est passé de 7 % environ pour l'exercice 1974 à près de 29 % pour l'exercice 1980, a contraint les responsables à adopter une politique budgétaire fortement restrictive. C'est ainsi que la progression des dépenses s'est sensiblement ralentie (cf. tableau II).

L'infléchissement a été particulièrement net, s'agissant des dépenses de travaux publics qui ont fortement reculé au cours des deux derniers exercices budgétaires. Compte tenu du poids des transferts aux collectivités locales et du service de la dette publique, la contraction des autres dépenses n'a finalement autorisé qu'un freinage limité de la progression de

Tableau II : POURCENTAGES DE VARIATION DES DÉPENSES ET DU PRIX DU PNB PAR RAPPORT A L'EXERCICE BUDGÉTAIRE PRÉCÉDENT

	1981	1982	1983	1984
Total des dépenses	6,3	5,9	3,2	2,4
Dont travaux publics	2,8	12,6	-9,4	-9,7
Prix du PNB	2,1	1,6	0,4	0,9
(prévision)				

SOURCE: OCDE

l'encours des obligations d'Etat (cf. tableaux III).

Tableau III : ENCOURS DES OBLIGATIONS D'ÉTAT A LA FIN DE L'EXERCICE EN POURCENTAGE DU PNB

1981	32,4
1982	36,3
1983	39,2
1984	41,2
(prévision)	

SOURCE: OCDE

Il est clair que cette contrainte budgétaire constitue l'argument décisif du premier ministre, M. Nakasone, pour promouvoir le désengagement des finances publiques. Toutefois, l'équipe au pouvoir - qui s'inspire très largement des principes d'une politique de l'offre - vise en fait à moyen terme à une dérégulation prononcée de l'économie japonaise et se refuse en tout état de cause à toute réforme fiscale d'envergure.

Contrainte budgétaire et épargne des ménages

Le taux d'épargne des particuliers, pour des raisons tant sociologiques qu'institutionnelles, est particulièrement élevé au Japon : durant l'année budgétaire 1983, il s'est établi à 17,5 % et atteindra très probablement 18,2 % pour l'année en cours. Par ailleurs, le besoin de financement des entreprises demeure modeste en raison, d'une part, de leur désendettement récent, d'autre part, de la faiblesse de leur accumulation.

Dans ces conditions, les soldes financiers laissent apparaître une capacité croissante de financement de la nation dont une bonne partie permet aujourd'hui de couvrir les déficits américains par l'achat massif d'obligations aux Etats-Unis par les investisseurs institutionnels nippons.

L'usage de l'épargne nationale s'inscrit donc dans une logique visant à faire du Japon un pays créancier d'envergure internationale. Une autre logique pourrait lui être substituée : celle qui se donnerait pour objectif de dynamiser réellement la demande interne, d'accroître le niveau des équipements collectifs aujourd'hui largement insuffisants et d'assurer une extension de la couverture des risques sociaux encore très limitée. De tels objectifs pourraient être financés sans risques inflationnistes et sans menace d'éviction sur le marché financier pour les entreprises. Encore faudrait-il que la volonté politique existe. Rien ne permet aujourd'hui de l'entrevoir.

PIERRE MERCIER.

LIRE

- Compétitivité et croissance ralentie (page 14)
- Le profit par la diversification (page 15)
- Produire japonais en France (page 16)
- Mérites et faiblesses des cercles de contrôle de la qualité (page 18)
- Madame la présidente-directeur général (page 19)

UNE COMPÉTENCE RECONNUE

Affiner les prévisions en tenant compte des événements qui ont précédé.

Evaluer les probabilités est le défi auquel est confronté tout bon analyste.

Les méthodes pour parvenir à des décisions optimales sont nombreuses. L'une d'entre elles est la théorie développée au XVIII^e siècle par Thomas Bayes, dans laquelle il reconnaissait les limitations des statistiques classiques. Le point de départ de sa théorie est un principe que nous connaissons déjà, à savoir prendre en compte les données antérieures concernant un paramètre pour prévoir l'avenir.

Les spécialistes de nombreuses disciplines trouvent aujourd'hui encore de nouvelles applications au théorème de Bayes.

Chez Nikko, lorsque nous étudions les investissements, nous envisageons toutes les options. Nous fondons sur notre



connaissance des marchés financiers et des titres individuels, nous calculons les probabilités de façon à maximiser les gains à long terme et minimiser les risques à court terme des différentes possibilités d'investissement.

Nikko Securities

Paris Representative Office: 10, rue de la Paix, 75002 Paris, France Tel: 1-261-5744

TOKYO LONDON ZURICH GENEVA LUXEMBOURG BAHRAIN NEW YORK SAN FRANCISCO LOS ANGELES TORONTO HONG KONG SINGAPORE SYDNEY SEOUL

TELEVISION VIDEO HIFI RADIO-CASSETTES PETIT ELECTRO-MENAGER

95/101, rue Charles-Michels 93200 SAINT-DENIS Tel. : 821.60.15 Télex : 611 387

HITACHI Je suis la vie.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



Compétitivité et croissance ralentie

LES autorités japonaises n'ont-elles aucun degré de liberté pour orienter différemment le développement de leur économie...

Pendant le second choc pétrolier, en 1980 et 1981, le produit intérieur brut japonais n'avait connu qu'une faible croissance...

Le sursaut enregistré en 1982 - traduisant un certain rattrapage après le remarquable rééquilibrage de l'économie - était à nouveau suivi d'un repli sensible l'année suivante...

Compte tenu, par ailleurs, de la faiblesse relative du soutien apporté par les autres composantes de la demande interne au cours des quatre années 1980 à 1983...

La différence essentielle entre ces deux sous-périodes réside dans la contribution apportée par l'extérieur à la croissance...

S'il est peut-être abusif de parler de stratégie à propos de la nature de la croissance japonaise...

Politique salariale extrêmement prudente orientée vers la recherche de la compétitivité de l'économie...

- Taux d'épargne très élevé (environ 18 % du revenu disponible des ménages) et forte capacité de financement mise au service du reste du monde...

- Structure des échanges avec l'extérieur particulièrement favorable.

- Le passif de ce bilan est lui-même connu :

- Mûntée du protectionnisme mondial en réaction à la pénétration des produits nippons sur les marchés des pays industrialisés ;

- Difficulté pour le Japon de constituer un pôle d'entraînement de l'économie mondiale, avivant par là même les oppositions à son égard ;

- Yen sous-évalué qui, à l'évidence, ne reflète pas sa valeur intrinsèque.

Contraintes

S'il est aisé de réaliser un tel constat, il est indispensable, parallèlement, de mettre en regard les contraintes propres à l'économie japonaise.

La politique macro-économique ne semble pas devoir être rapidement modifiée, notamment en raison du déficit budgétaire.

La sous-évaluation du yen, d'autre part, reflète d'abord la force d'attraction des taux d'intérêt et du dollar américain.

En outre, à la suite des mesures de libéralisation des marchés de capitaux et dans le contexte mondial, on assiste à des sorties de capitaux supérieures à l'accroissement de la demande d'actifs libellés en yens...

Devant la montée du chômage et des mesures protectionnistes dans les pays de l'OCDE et face aux critiques qui s'adressent à elles, que peuvent faire les autorités japonaises à court terme ?

- Inciter les ménages japonais à consommer davantage ; une progression importante du revenu réel dis-

ponible étant exclue, il est difficile d'imaginer une réduction durable du taux d'épargne des ménages tant ce comportement semble inscrit dans la nature japonaise et justifié par la faiblesse de la couverture sociale offerte aux ménages.

En conséquence, la faiblesse relative du yen, à l'égard du dollar particulièrement, a favorisé le fort développement des exportations, lui-même stimulé par la reprise américaine.

Depuis le printemps 1984, on observe, en outre, les signes d'un certain redressement de la demande interne (consommation des ménages, investissements, stocks).

On observerait ainsi le retour à une structure plus appropriée de la demande grâce, particulièrement, à une reprise de l'investissement productif - nécessaire et attendu depuis longtemps.

Le Japon ne fera accepter les performances, remarquables, de son commerce extérieur que lorsque sa monnaie aura pu s'apprécier et que sa demande interne progressera durablement.

Il paraît donc exclu que le Japon puisse rapidement mettre en œuvre une nouvelle stratégie, compte tenu de ses contraintes internes, dont l'acuité trouve son moyen d'expression au niveau politique entre les différentes factions représentées au sein du parti majoritaire, mais qui ne trouvent guère de relais dans l'opinion publique.

Le Japon ne fera accepter les performances, remarquables, de son commerce extérieur que lorsque sa monnaie aura pu s'apprécier et que sa demande interne progressera durablement.

Il paraît donc exclu que le Japon puisse rapidement mettre en œuvre une nouvelle stratégie, compte tenu de ses contraintes internes, dont l'acuité trouve son moyen d'expression au niveau politique entre les différentes factions représentées au sein du parti majoritaire, mais qui ne trouvent guère de relais dans l'opinion publique.

Le Japon ne fera accepter les performances, remarquables, de son commerce extérieur que lorsque sa monnaie aura pu s'apprécier et que sa demande interne progressera durablement.

Il paraît donc exclu que le Japon puisse rapidement mettre en œuvre une nouvelle stratégie, compte tenu de ses contraintes internes, dont l'acuité trouve son moyen d'expression au niveau politique entre les différentes factions représentées au sein du parti majoritaire, mais qui ne trouvent guère de relais dans l'opinion publique.

TROIS SIÈCLES D'HISTOIRE...

et plus de cent ans d'expérience internationale au service des activités commerciales industrielles et financières



Les magasins MITSUI vers 1800 à EDO (actuelle TOKYO), vus par le peintre Hiroshige.

POUR DIFFUSER VOS PRODUITS ET VOS TECHNIQUES SUR LE MARCHÉ MONDIAL LE RÉSEAU MITSUI CONSTITUÉ DE PLUS DE 200 BUREAUX RÉPARTIS DANS 88 PAYS EST À VOTRE DISPOSITION

MITSUI & CO., LTD.

Siège social : 2-1, Ohremachi 1-chome, Chiyode-ku, Tokyo, JAPON Téléphone : (03) 285-1111, Télex : J22253

MITSUI & CO. EUROPE S.A.

(établi en France depuis 1878) 37, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75008 PARIS, France Téléphone : (1) 723-7871, Télex : 280930 et 280683

Le succès du financement de ses projets à grande échelle fait reconnaître sa capacité de leader

Avec une expérience qui remonte à plus de quatre-vingts ans, I.B.J. est considérée comme la plus importante banque des principales industries japonaises, qui bien évidemment se tournent vers elle pour le financement de leurs projets à grande échelle.

Grâce à notre connaissance des marchés internationaux, notre capacité de mettre en relation les meilleurs partenaires possibles, notre faculté d'analyse des crédits, nous avons prouvé notre haute compétence en affaires.



A l'heure actuelle, I.B.J. innove en matière de financements pour les sociétés, apporte des solutions nouvelles pour les projets financés en yens et en monnaies internationales les plus importantes du monde.

Pour vos financements de projets à grande échelle ou pour vos nombreuses préoccupations financières internationales, I.B.J., avec un solide actif consolidé de 84 millions de dollars, peut vous conduire au succès.

I.B.J. a ouvert la succursale de Paris le 29 juin 1984 afin de fournir de meilleurs services à ses clients.

Succursale de Paris : Centre d'Affaires « Le Louvre », 2, place du Palais-Royal, 75004 Paris Cedex 01 Tél. : (1) 261-81-35 - Télex : 211414

IBJ INDUSTRIAL BANK OF JAPAN

Siège Social : 3-3, Marunouchi 1-chome, Chiyoda-ku Tokyo Tel (03) 214-1111 Télex J22253

PANASONIC UNE CERTAINE IDÉE DU BONHEUR

Peut-on faire le bonheur ? Chez Panasonic, nous le faisons tous les jours. C'est pourquoi nous avons conçu une gamme de produits qui leur permet de vivre mieux. Leur propre bonheur. C'est pourquoi nous avons en tête l'idée du bonheur et c'est pour répondre à ce souhait que nous présentons dans tous les de-

Handwritten note in Arabic script.

501

SUPPLÉMENT JAPON



Le profit par la diversification

DEPUIS la fin des années 70, les sociétés japonaises ont engagé avec détermination des stratégies de diversification de leurs productions afin de s'assurer des perspectives de croissance régulière à long terme.

Toutes les productions ont des cycles d'existence qui passent d'une phase d'introduction à celle de la croissance, puis de la maturité, enfin du déclin. La plupart des produits essentiels des sociétés japonaises sont entrés dans leur phase de maturité dans la seconde moitié des années 70. Parmi les biens de consommation durable, les équipements ménagers, les automobiles, les caméras et les montres ont approché des limites de la saturation et, seuls les besoins de remplacement se faisant sentir, une déclassification de la demande s'est manifestée pour ce type de produits.

Viser à une croissance régulière à moyen et à long terme est une question de survie pour les entreprises. Etant donné que les frais en personnel et en matériel s'élèvent de 4 à 5 % par an, il est souhaitable que cette croissance soit de l'ordre de 10 % dans la même année. Dans cette perspective, les sociétés ont cherché naturellement à diversifier leurs activités en direction de secteurs prometteurs, profitant à cette occasion de leurs ressources en matière technologique, de personnel, de réseaux de distribution et autres capacités de production.

Toray

Depuis que les fibres synthétiques (Nylon, Polyester, Acryl), qui étaient les principaux atouts de la firme, sont entrés dans leur phase de maturité vers la fin des années 60, Toray a ainsi cherché la diversification en appliquant la technologie des fibres synthétiques à d'autres domaines. En 1971, la compagnie s'est engagée sur le terrain des fibres de carbone en y appliquant sa technologie des fibres acryliques. La demande pour les fibres de carbone étant relativement faible à l'époque, Toray, dans un rôle de pionnier, a dû tout à la fois perfectionner cette technologie tout en créant un véritable marché. La première commande notable est arrivée en 1973 des Etats-Unis pour la fabrication de clubs de golf. A ce moment, la capa-

cité de production de fibres de carbone de Toray n'atteignait que 50 000 tonnes par mois et l'on envisageait à peine du stade de l'usine pilote. Toray poussa sa capacité à 100 000 tonnes par mois à l'automne 1973, réussissant en même temps à perfectionner ses techniques de production, augmentant fortement cette dernière tout en réduisant les coûts et parvenant ainsi financièrement à « sortir du rouge » à la fin de la même année.

La réduction très sensible des coûts de production permit à Toray d'encourager la demande pour les fibres de carbone. Celles-ci commencent à être largement utilisées dans la construction aéronautique tandis que leur emploi était mis au point pour les navettes spatiales et les satellites artificiels.

Toray est aujourd'hui devenu le premier fabricant mondial de fibres de carbone, avec approximativement la moitié du marché et ce produit constitue le point d'appui essentiel de la société en matière de diversification.

Toutes les tentatives de Toray dans ce domaine n'ont pas connu le même succès. La compagnie s'était initialement orientée vers le marché de la chaussure mais elle dut y renoncer en raison de problèmes non résolus relatifs à l'aération. La direction ne renonça pas pour autant au cuir artificiel. En améliorant la qualité, elle s'efforça d'en faire un matériau d'habillement de haute qualité. Après deux ans de recherche, elle parvint à produire l'Ecosine, excellente imitation de peau synthétique. L'Ecosine est un produit à haute valeur ajoutée grâce aux applications des technologies propres à la compagnie et qui constitue aujourd'hui l'une de ses sources importantes de profit.

D'autres produits, fruits de la diversification, ont été les films Polyester pour bandes magnétiques, les bandes-mémoires d'ordinateurs, les disques souples pour micro-ordinateurs.

Les réussites de Toray peuvent être attribuées à deux facteurs :

- La détermination d'aboutir et l'esprit d'entreprise de la direction ;
- La définition claire d'une politique de diversification dans des secteurs soigneusement choisis : sec-

teurs à taux de croissance accélérée, où la valeur ajoutée est élevée, produits permettant à la compagnie de faire jouer les avantages de sa propre technologie, produits enfin où elle jouait un rôle pionnier et pouvait espérer conquérir une large part du marché.

Canon

Bien que Canon soit le premier fabricant mondial d'appareils photographiques, ce secteur n'a représenté, en 1983, que 39 % des ventes de la compagnie, les secteurs équipements de bureau et instruments optiques en constituant respectivement 55 % et 6 %.

Canon a fait son apparition sur le marché de la photocopie sur papier ordinaire en 1970, avant tous les autres fabricants japonais. La cause première en était l'expiration du brevet Xerox. La société choisit ce secteur comme axe principal de sa politique de diversification pour les raisons suivantes :

- Relevant d'une « technologie de photographie électronique », ce genre de photocopie a beaucoup en commun avec la technologie optique requise pour la fabrication des appareils photographiques. Canon pouvait donc tirer avantage de sa propre technologie ;

- Créant un produit exclusif grâce à l'application de sa propre technologie, la société était en mesure de se différencier des autres productions ;

- Le secteur considéré était à haute potentialité de croissance, et la compagnie pouvait y prendre une large part du marché si elle s'y lançait avant ses concurrents.

Trois raisons sont à l'origine du succès de la politique de diversification de Canon :

- Primo, la société a mis l'accent sur la recherche et le développement, investissant 8 % de ses ventes dans ces activités ; elle disposait déjà d'une base solide grâce à ses propres technologies en matière d'optique, d'instruments de précision et d'électronique, qu'elle a de surcroît continué à perfectionner, étant ainsi en mesure de créer des produits « différents » ;

- Secundo, la société a mis sur pied depuis 1976 un service commercial « style Canon », qui a accru ses capacités de diffusion. Le « style Canon » dans ce domaine touche à l'organisation des réseaux de vente, qui comportent un contact direct avec les utilisateurs et permettent de réagir rapidement aux changements de besoins de ces derniers ;

- Tertio, la diversification a été limitée aux secteurs où la compagnie pouvait faire jouer ses atouts technologiques au commercial. Une fois établie sur le marché des photocopieurs, elle a poursuivi l'expérience avec d'autres types d'équipements qui pouvaient être diffusés à travers les mêmes réseaux de vente.

Ajinomoto

Pendant les années 50, Ajinomoto a été un fabricant d'assaisonnement, mais, dans la décennie suivante, sa production s'est diversifiée avec succès dans les secteurs des produits alimentaires, des soupes, de la mayonnaise, de la margarine, des céréales, des produits congelés et du café soluble, notamment grâce à des opérations conjuguées avec des firmes étrangères.

Je prendrai ici les exemples des aliments congelés et du café soluble.

En 1972, Ajinomoto s'est aventuré sur le marché des plats cuisinés congelés. A l'époque, les grandes poissonneries et autres fabricants de produits alimentaires étaient déjà présents sur ce marché et Ajinomoto était le dernier à s'y présenter. Il lui aurait été difficile d'y réussir à moins d'offrir des produits de type exclusif.

La société prit pour objectif la consommation des familles et visa la

production de plats cuisinés ressemblant à ceux des restaurants. Prenant avantage de sa suprématie comme fabricant d'assaisonnements, elle chercha des « goûts différents » et évita de lutter avec ses concurrents sur le terrain des prix. Ajinomoto mitait sur le marché des produits à 180 ou 200 yens, alors que les autres fabricants vendaient leurs paquets de 100 à 120 yens. Avec succès, le consommateur fut invité à apprécier une nourriture plus saine mais meilleure. Quatre ans après ses premiers pas sur ce marché, Ajinomoto en avait conquis un cinquième et apparaissait comme le premier fabricant de plats cuisinés congelés.

En 1973, Ajinomoto s'attaqua au marché du café soluble en formant une compagnie conjointe à capital également divisé, Ajinomoto-General Foods, avec la Japan General Foods, alors filiale à 100 % de la General Foods américaine. Japan General Foods ne tenait alors que 14 % du marché japonais des cafés solubles en raison de la concurrence de Nestlé-Japon. C'était une chute importante par rapport à un niveau maximum antérieur de 40 %.

Il fut entendu que Ajinomoto prendrait la direction des opérations de Ajinomoto-General Foods et la stratégie fut radicalement modifiée :

- Alors que Japan General Foods produisait principalement un café soluble de niveau moyen, Ajinomoto-General Foods n'offrit essentiellement un produit de haut de gamme à l'arôme supérieur. La société réussit ainsi à se faire une image de fabricant de produits de première qualité ;

- La société chercha la ralliance en introduisant sur le marché de nouveaux produits dont les goûts étaient différents de ceux des autres fabricants, tout en s'orientant vers « un café soluble ayant le goût du café normal » ;

- La nouvelle compagnie s'appuya enfin à fond sur les puissants réseaux de vente d'Ajinomoto au Japon.

Grâce à ces nouvelles stratégies, Ajinomoto-General Foods parvint à accroître jusqu'à 25 % sa part du marché de café soluble.

J'ai cité ces trois cas spécifiques de diversification par des compagnies japonaises. A travers ces exemples, j'ai identifié les facteurs

d'une diversification réussie qui peuvent jouer pour différentes industries.

D'abord, afin de réussir dans une politique de diversification, la direction d'une société doit faire preuve de décision et d'esprit d'entreprise. Cela permettra de surmonter les difficultés rencontrées et incitera à mettre des cadres qualifiés à la tête des plans de diversification.

En second lieu, la diversification doit s'effectuer dans les secteurs où la société peut bénéficier des avantages de sa propre technologie ainsi que de ses techniques de direction sur des branches de production où elle dispose d'une longue expérience.

Troisième facteur : le choix du moment où l'on fait son entrée sur un nouveau marché. Les chances de succès sont plus élevées si la société y fait figure de pionnier. Si une compagnie est l'une des dernières à faire son apparition sur un marché donné, la réussite est difficile - à moins qu'elle ne parvienne, comme dans le cas d'Ajinomoto, à différencier ses produits de ceux de ses concurrents.

Quatrième facteur : la société doit disposer de solides réseaux de distribution pour ses produits de base, qui peuvent être utilisés à des fins de diversification. Ce facteur a tout spécialement joué dans le cas de Canon. Ajinomoto n'aurait pas non plus réussi dans les aliments congelés et le café soluble s'il n'avait déjà disposé de tels réseaux.

Cinquième facteur, de solides stratégies de diffusion. Quand une société aborde un champ d'action prometteur, elle y rencontre en général de puissants rivaux et une compétition acharnée s'engage pour conquérir de larges parts du marché. Si cette société se laisse entraîner dans une bataille des prix, sa tentative de diversification se soldera par un échec car elle ne réalisera pas de profits. Répondre rapidement aux besoins des usagers joue ici un rôle essentiel.

Sixième facteur enfin, la haute direction de l'entreprise doit avoir une conception claire de sa politique de diversification à moyen et à long terme. Elle doit être en mesure de déterminer les secteurs-cibles et ceux qui doivent être évités.

AKIRA UENO.

roissance ralentie

Texte partiellement visible sur la page de gauche, traitant de la croissance ralentie.

Valeur du yen et demande intérieur

Texte partiellement visible sur la page de gauche, traitant de la valeur du yen et de la demande intérieure.

ès du financement jets à grande échelle... it reconnaît capacité de leader



IBJ logo and other text at the bottom left of the page.

PANASONIC, UNE CERTAINE IDÉE DU BONHEUR.



Peut-on faire le bonheur des hommes malgré eux ? Chez Panasonic, nous ne le pensons pas. Nous pensons au contraire qu'il faut mettre à la disposition du plus grand nombre de nos contemporains tous les produits qui leur permettent de choisir et de construire eux-mêmes leur propre bonheur. C'est cette seule idée que nos milliers de chercheurs ont en tête lorsqu'ils font reculer les limites de la technologie ; et c'est pour répondre à cet objectif que Panasonic est aujourd'hui présent dans tous les domaines de l'électronique :

télévision, vidéo, hifi, ménager, piles, bureautique, biens d'équipement, composants, robotique... Ainsi jour après jour, Panasonic contribue à construire le Nouveau Monde électronique, un monde où plus d'électronique se traduit par plus de bonheur. Et c'est sans doute pourquoi les produits Panasonic rencontrent un tel intérêt auprès du public. Ce qui prouve bien que la recherche du bonheur n'est pas incompatible avec la recherche du profit.

Panasonic Matsushita Electric

Panasonic France S.A. 13-15 rue des Frères-Lumière. B.P. 63 - 93151 Le Blanc-Mesnil Cedex - Tél. : (1) 865.44.66

alliance

PRODUIRE JAPONAIS

La sélectivité des placements nippons



Il ne se passe pas une semaine sans que le gouvernement de Tokyo reçoive des délégations de ministres et d'industriels occidentaux, venus se plaindre de la fermeture du marché japonais. A l'unisson, Américains et Européens menacent entre autres : « Ouvrez vos frontières ou nous fermons les nôtres. » Le Japon a beau se défendre en faisant valoir qu'il est beaucoup moins protectionniste qu'on le dit, les statistiques viennent, mois après mois, à lui donner tort, du moins à démontrer que le déséquilibre des échanges commerciaux s'accroît en sa faveur. En novembre 1984, les exportations nippones ont encore crû de 13 % (pour atteindre 14 milliards de dollars), tandis que les importations s'infléchissent de 3,3 % (10,8 milliards de dollars). L'excédent de 3,14 milliards de dollars est à comparer à celui de 1,2 milliard de novembre 1983 : le déséquilibre devient pour l'Occident insupportable.

Certaines mesures protectionnistes ont été prises depuis quelques années, sur les automobiles et l'acier aux Etats-Unis, sur une série de produits « sensibles » en Europe (magnétoscopes, montres à quartz, machines-outils, etc.). Mais le manège plane sur beaucoup d'autres...

Bâtir à l'étranger des usines pour y fabriquer ou pour y monter des automobiles et des téléviseurs est une stratégie que le Japon a commencé à mettre en œuvre à partir de 1981. Jusque-là, les investissements en dehors du Japon étaient destinés principalement à acquérir des gisements de ressources naturelles et à financer des filiales pure-

ment commerciales. En 1981, ces investissements doublent (8,9 milliards de dollars) et se redéploient géographiquement et sectoriellement. La part de l'industrie passe de 27 % du total en 1982 à 32 % en 1983, et celle du commerce de 25 % à 14 %. Parallèlement, les investissements en Amérique du Nord augmentent de 1,7 milliard de dollars en 1980 à 2,7 milliards en 1983 (2,9 milliards en 1982), et en Europe de 600 millions de dollars en 1980 à 990 millions en 1983. Les secteurs prioritaires y sont l'automobile, l'électronique (téléviseurs et composants) et la machine-outil (plus la chimie en Europe).

L'analyse de la matrice (par régions et par secteurs) des investissements est d'ailleurs instructive car elle fait apparaître l'extraordinaire sélectivité des placements nippons, qui semblent répondre de point en point aux mesures de protection prises ou envisagées par les pays développés. Il est également intéressant de noter que lorsque les groupes nippons prennent des participations dans des firmes occidentales, ils le font dans 70 % des cas en acquérant la majorité du capital.

Les filiales où ils sont minoritaires ne représentent que 14 % des cas (le reste étant le fait de joint ventures 50/50). Il ne s'agit donc pas de placements financiers mais de prises de contrôle. Ce que confirme le fait que deux dirigeants de filiales sur trois sont japonais aux Etats-Unis et six sur dix en Europe. Sur le Vieux Continent, 58 firmes sur 97 seulement ont des sections syndicales. C'est le « modèle » japonais qui s'exporte. L'objectif premier est bien, pour les groupes, d'accroître

leurs ventes et leur part de marché mondial.

Cette croissance des investissements à l'étranger depuis 1981 ne doit pas, néanmoins, faire illusion. Le Japon, deuxième puissance économique occidentale, n'est qu'au quatrième rang des investisseurs à l'étranger (derrière les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la RFA) avec 6 % des montants.

L'Europe loin derrière l'Asie

Au demeurant, les sommes placées dans les pays développés restent plus faibles que dans le tiers-monde. L'Europe, avec 990 millions de dollars en 1983, demeure loin derrière l'Asie (1,8 milliard) et l'Amérique latine (1,9 milliard). La

sous-évaluation du yen comme les qualités du marché du travail japonais jouent en défaveur de la délocalisation des usines nippones en Occident. Les facteurs en compétitivité de l'archipel restent supérieurs à ceux des pays européens ou des Etats-Unis (en particulier depuis la hausse du dollar). Les groupes japonais (sauf exception, dont le plus connu est Sony) n'ont donc pas d'intérêt économique objectif à s'exporter. Leurs dirigeants (peu parlent l'anglais) n'ont, de surcroît, guère le goût de « l'étranger ». Dans tous les cas, une fabrication délocalisée ne se substitue donc qu'en faible partie aux exportations directes qu'il s'agit, en fait, de promouvoir.

ERIC LE BOUCHER.

U-BIX
Konica
PHOTOCOPIEURS

Des photocopieurs dans 71 pays du monde.

Plus de 22000 photocopieurs en service en France aujourd'hui.

Une gamme de 33 modèles adaptés aux besoins de chaque entreprise.

Un réseau de 92 points de vente et d'assistance technique répartis dans toute la France.

U-BIX FRANCE 15, Rue des Sorins 92000 NANTERRE (1) 776.44.22
Filiale de Konishiroku photo ind et de Mitsubishi corp.

Pour recevoir une documentation, retournez ce bon à l'adresse ci-dessus.

NOM _____
ADRESSE _____
N° DE TÉL. PER. _____
PROFESSION _____

LE MONDE
diplomatique

DÉCEMBRE 1984

DES AMÉRICAINS
MOINS TRANQUILLES

EN VENTE : 11 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Cartier

SACS A MAIN

le motif de Cartier

Une liaison parfaite:
The Bank of Tokyo, Ltd.

The Bank of Tokyo, Ltd. est en mesure d'assurer une liaison parfaite entre vos opérations locales et internationales grâce à l'excellence de ses services et à l'étendue de son réseau, le plus vaste de toutes les banques Japonaises. Plus de 260 bureaux, succursales et filiales ainsi que 2100 banques correspondantes constituent un atout-maitre dans l'exécution de vos opérations financières. Essayez et comparez.

Nous sommes certains d'être les plus rapides, les plus fiables et les plus économiques. Dans la mise en place des prêts syndiqués internationaux comme dans les transactions locales les plus simples, The Bank of Tokyo, Ltd. vous offre un service soigné digne de vous.

BANK OF TOKYO

L'AN 2000
SE LÈVE À L'EST

TOKYO

350 PAGES 75 F EN LIBRAIRIE

cutremant

KENWOOD
Hi-Fi - VIDEO - CAR Hi-Fi

3^e constructeur mondial de matériels haute fidélité, KENWOOD s'est résolument orienté vers l'innovation technologique et d'avant-garde tant dans le domaine du son que dans le domaine de l'image.

Hi-Fi d'appartement, Hi-Fi pour voiture, Vidéo : la marque KENWOOD est présente sur tous les fronts de l'électronique avancée.

TRIO-KENWOOD FRANCE S.A. - Hi-Fi - Vidéo - Car Hi-Fi
5, boulevard Ney - 75018 PARIS - Tél. (1) 202 70 20 - Télex 212629.
TRIO-KENWOOD CORPORATION - Shinjogji Shibuya Building - 17-5, 2^e chemin, Shibuya, Shibuya-Ku, TOKYO 150, JAPON.

Résultat

t
1
a
R
de
et

*Sondage du Centre

Chapelle de l'ISO

صكزا بين الامم

T JAPON

s placements nippon

Les investissements japonais en France ont augmenté de 10% en 1983 par rapport à l'année précédente. Ils se sont élevés à 1,2 milliard de francs, contre 1,1 milliard en 1982. Cette hausse est due à une augmentation des investissements directs, qui ont atteint 800 millions de francs, contre 700 millions en 1982. Les investissements de portefeuille ont augmenté de 400 millions de francs, contre 400 millions en 1982.

L'Europe loin derrière l'Asie

Les investissements japonais en Europe ont augmenté de 15% en 1983 par rapport à l'année précédente. Ils se sont élevés à 1,5 milliard de francs, contre 1,3 milliard en 1982. Cette hausse est due à une augmentation des investissements directs, qui ont atteint 1,0 milliard de francs, contre 900 millions en 1982. Les investissements de portefeuille ont augmenté de 500 millions de francs, contre 400 millions en 1982.

Une liaison parfaite:
The Bank of Tokyo, Ltd.



BANK OF TOKYO

NWOOD
VIDEO - CAR HiFi



Résultat du dernier sondage* :

RTL
toujours
1^{ère}
radio
de France

RTL reste en tête
de toutes les stations de radio
et remercie ses auditeurs

*Sondage du Centre d'Etudes des Supports Publicitaires (Octobre/Novembre 1984)

C'est la neuvième fois consécutive que RTL publie cette page.

السنة 1435

SPECTACLES

MUSIQUE

HÉROÏST, HAVILLAN

La famille de Boulogne

Le chef de famille de la musique de chambre...

L'Orchestre de chambre de Paris

Programme de concerts...

La Gazette

Annuaire des spectacles...

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Liste de nouveaux spectacles à voir...

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

MATHURINS (265-60-00), 20 h 45 : Maï-Madonna II... MENAGERIE DE VERRE (338-33-44)...

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-00), 19 h 30 : La Tosca... SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Cosmédia dell'Arte...

Les autres salles

A DEIAZET (887-97-34), 20 h 15 : Métamorphose d'une mélodie... ADYAR (théâtre) (296-01-47)...

La danse

AMERICAN CENTER (335-21-50), 21 h : C. Diveros, B. Monte... CIRQUE D'HEVIER (338-34-50)...

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes...

Opérettes. EL DORADO (241-21-80), 20 h 30 : Heure Papa... ELYSÉES-MONTMARTRE (252-25-15)...

Les concerts. Radio-France, Auditorium 106, 20 h 30 : Jean Sibelius...

Opérettes. EL DORADO (241-21-80), 20 h 30 : Heure Papa... ELYSÉES-MONTMARTRE (252-25-15)...

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans... La Cinéma-thèque. CHARLOT (784-24-24)...

poche 21h DELMAS-BIERRY 548.92.97. KIDNAPPING. CATHERINE RHOIT. mise en scène: Etienne BERRY...

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A. v.a.) : Espace Gallé, 14* (327-93-94)... FLEURS DE PAPIER (radio, v.a.)...

LES FILMS NOUVEAUX

ATTENTION LES DÉCATS. Film italien de E. B. Chicher. V.L. Ré. 2* (236-83-93)... SAUVAGE ET BEAU, film français de Frédéric Rossif...

La série « Fleurs de Coins » : un cadeau original... et millésimé ! FRANCE. 12 pièces pas du tout comme les autres... BON DE COMMANDE : FLEURS DE COINS 1984.

SPECTACLES RADIO-TÉLÉVISION

MARIA'S LOVERS (A. va.) : Cnf Beaubourg, 2 (271-53-53) ; UGC Odéon, 2 (225-10-30) ; UGC Rouffes, 2 (574-94-94) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Boulevard, 2 (574-93-50) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-99) ; Colisée, 19 (335-23-44) ; Miramar, 14 (320-89-52).

MARIA'S LOVERS (A. va.) : Cnf Beaubourg, 2 (271-53-53) ; UGC Odéon, 2 (225-10-30) ; UGC Rouffes, 2 (574-94-94) ; UGC Opéra, 2 (574-93-50) ; UGC Boulevard, 2 (574-93-50) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-99) ; Colisée, 19 (335-23-44) ; Miramar, 14 (320-89-52).

RADIO-TÉLÉVISION

AUDIENZE EN HAUSSE, DISSENSIONS EN BAISS

TF 1 retrouve le moral

M. Hervé Bourges, PDG de TF1, donnait, vendredi 14 décembre en fin de matinée, une conférence de presse pour préciser les grandes orientations de la première chaîne pour 1985, et annoncer son plan d'entreprises pour les trois années suivantes.

« Donnez-moi un an, vous verrez », déclarait M. Hervé Bourges, président-directeur général de TF1, l'année dernière à la même époque.

La priorité des priorités était de rétablir des circuits normaux de décision et de fonctionnement, du haut vers le bas et du bas vers le haut. La maison était à l'abandon, sans politique d'orientation des programmes, dit M. Bourges.

Dans le même esprit, la multiplication des séries documentaires concrétise la volonté de mettre le maximum de documents de la connaissance à la portée d'un vaste public. Après les séries de Cousteau et de Tazieff, un document sur la mort, en trois épisodes d'une heure, sera ainsi diffusé l'année prochaine.

On constate une évolution identique pour les fictions. Là encore, la priorité est donnée à la série au détriment de téléfilms. On estime, à la direction, qu'une telle démarche est un retour aux sources, la série de fiction étant un mode d'expression strictement télévisuel, alors que le téléfilm, œuvre de création unique, est à cheval sur la télévision et le cinéma.

La création, en septembre, d'un comité des programmes, présidé par le PDG de TF1 lui-même, risque-t-elle de changer le fonctionnement des unités de programmes ? A TF1, on assure qu'il n'en sera rien. Qualifié d'instance suprême en matière de programmes, ce comité a une fonction de « coordination et de pilotage ». Il se réunit chaque semaine, ce qui marque une innovation. Tous les projets lui sont soumis. Cette structure se double d'un comité de programmation dont le rôle est d'établir les grilles à court, moyen et long terme. A chacun d'entrer dans le moule.

Le premier secteur qui a été réorganisé et où le succès est visible est celui de l'information. On avait une image complétement rigide. Aujourd'hui, c'est fini, on est dans une spirale de vainqueur. Directeur adjoint de l'information, Alain Denvers n'en revient pas lui-même. Depuis le début de l'année, le jour-

nal de 20 heures rattrape celui d'Antenne 2 et a récupéré près de 2,3 millions de téléspectateurs, et, depuis septembre, l'audimat est en progression constante. Le tandem Masure-Sérillon a même devancé, à plusieurs reprises, l'édition du soir de A2. Autrefois, indique Alain Denvers, lorsque le journal de 20 heures commençait, « il y avait quatre téléspectateurs sur A2 et un sur TF1 ». Dans ces conditions, quelle que soit la qualité du journal, « on ne pouvait pas se battre à armes égales ». La venue de « Cocoricooboy », l'émission de Stéphane Collura, a servi de locomotive, tout comme celle de Bourard a eu un effet positif pour A2. Mais estime le responsable des informations de TF1, le « 20 heures » a progressé aussi parce qu'il est devenu un vrai produit. Sa couverture est beaucoup plus large (une quinzaine de sujets) ; colle mieux à l'actualité.

Alain Denvers fonce à 200 à l'heure. Il se félicite de la marche de son secteur : une heure trois quarts de journaux tous les jours et la créa-

tion de nouvelles émissions, de nouveaux magazines. Pour l'instant, il cite quelques-uns : le « Midi-Journal » à 18 heures pour les jeunes, « C'est à lire » tous les jours aussi, « Extérieur nuit », le samedi soir, « Bonjour la France », le samedi et le dimanche matin, « Midi-Press » le dimanche, « Infovision », le magazine de grands reportages, « Le nuit de TF1 » une fois par mois, et « Téléfoot », bien sûr. Au total, l'information occupe actuellement le tiers du temps d'antenne de la chaîne, ce qui représente, affirme Alain Denvers, presque le double de ce qu'offre A2.

Il voudrait faire mieux encore et surtout consolider ces premiers résultats. Pour le moment, la période de recherche n'est pas encore terminée. Mais la rédaction « est motivée ». Il fallait retrouver « un esprit, une âme, mettre fin aux dissensions internes ». Le nouveau dynamisme devait passer par un projet rédactionnel et la rigueur professionnelle. Un séminaire de réflexion a réuni la rédaction en juillet dernier. Cela ne s'était jamais fait. Des commissions de travail ont été créées. Leurs conclusions et celles

Après les sondages du CESP, Bravo les chaînes ! « Nul », craint l'opposition. « Révisé », admettent la majorité. « L'audiovisuel a été dérivé », titrait un quotidien, « c'est la télévision », se lamentait un autre. Une gaffe du ministre de la communication, et un hebdomadaire exigait à la « une » sa démission ; un changement dans les grilles, un incident d'antenne ou un mauvais sondage et c'est le Parlement tout entier qui, soudain, s'enflamme. Or, de l'avis de l'information, Alain Denvers n'en revient pas lui-même. Depuis le début de l'année, le jour-

Vendredi 14 décembre

- PREMIERE CHAINE : TF 1
20 h 35 Variétés : Pierre Perret, un air de liberté.
Emission de C. Dupuis, réal. G. Barric.
Une douzaine de succès d'un des chanteurs les plus populaires : Marcel, le Zizi, la Louve, etc.
21 h 45 Multisport. Sport et divertissement. Présenté par T. Roland.

SINGER
MACHINE A COUDRE 7184
Automatique 5 points
2.350F - 355F
1.995F

- TROISIEME CHAINE : FR 3
20 h 35 Vendredi : Le cinéma de la vie. Magazine d'information d'André Campana.
Réalisé et fiction. L'acteur Richard Bohringer et téléspectateurs.
22 h 30 Journal.
21 h 30 Journal.
21 h 55 Documentaire : Pile et face. Réal. Jean-Claude Bois.

- FR3 PARIS - ILE-DE-FRANCE
17 h 5. Poésie au jour le jour : 17 h 10, Fragile Rock ; 17 h 30, Thalassa ; 18 h, l'Alsace en Colombie ; 18 h 15, l'homme au panama ; 18 h 30, Paris imprévu ; 18 h 55, l'inspecteur Gédéon ; 19 h, Feuilleton : Focoucouvere ; 19 h 35, Informations ; 19 h 50, Fragments métriques.
CANAL PLUS
20 h 25 Championnat de France de football.
22 h 28 Antenne d'un assassin, film de O. Preminger (suisses) ; 1 h 45 Ferry 1984, film de S. Chabrey et J. O'Hara (écrolyse) ; 3 h 10 Casseurs et voleurs ; 4 h 45 Barman ; 5 h 10 A nos amours, film de M. Pizak (drame).

- FRANCE-MUSIQUE
20 h 15 Concert (en direct de Baden) : Alla Marcia, de Group, Concerto pour piano et orchestre n° 22 en mi bémol majeur, de Mozart ; Symphonie n° 4 et 5, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de Südwestfunk, dir. K. Kord, sol. C. Zaeharias, piano.
22 h 15 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Kurt Walli Story ; à 1 h, musique traditionnelle.
FRANCE-CULTURE
20 h 15 Musique, mode d'emploi ; musiques du Zaïre.
20 h 30 Regard sur le cinéma.
22 h 30 Nuits magiques ; la misonnée ; contes arabes.
TRIBUNES ET DEBATS
Samedi 15 décembre
- M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, membre du bureau politique du PCF, est l'invité du journal de 13 heures sur Spé-Radio.

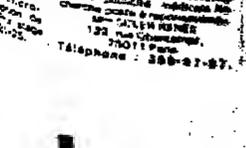
Les programmes du samedi 15 et du dimanche 16 décembre se trouvent dans « le Monde Loisirs »

du séminaire ont permis d'élaborer un projet rédactionnel. Actuellement, entre les mains de chaque journaliste, il sera enrichi, amendé, afin d'en tirer une « charte » commune à tous. En tant qu'œuvre collective, elle servira de référence.

En somme, on est plutôt satisfait à TF1. On bouge, on prévoit. On veut, par exemple, développer la diversification, à travers le « Groupe TF1 », qui compte déjà TFO1, une filiale spécialisée dans l'information, TF1-Films Production - qui a investi, cette année, près de 28 millions de francs dans une vingtaine de longs métrages et une douzaine de courts métrages - et le développement d'intérêt éducatif. TF1 Communications, destinée à faciliter les interventions de la chaîne dans le domaine de l'école. Un nouveau projet est à l'étude : une filiale spécialisée qui permettra d'utiliser tous les talents et toute la somme d'expériences que « charrie TF1 ». De même, M. Bourges devait-il évoquer, lors de sa conférence de presse de ce vendredi 14 décembre, les grandes lignes du « plan d'entreprise » qu'il veut lancer pour les années 1986, 1987 et 1988, afin de préparer la chaîne aux évolutions du système audiovisuel. Car on « ne veut pas subir cette évolution, mais en être l'artisan ». A l'horizon 1988 se profile, également, l'ouverture d'une « Maison TF1 », où se regrouperaient, enfin, comme désormais pour Antenne 2, tous les services que compte la chaîne et qui sont actuellement dispersés en trois points de la capitale. Toujours dans les projets d'avenir, mais à court terme, on envisage à TF1 de remplir le créneau de 19 h 15, actuellement occupé par le journal régional, par un jeu à caractère éducatif, mais attrayant.

Reste, parmi d'autres, une interrogation : celle des choix budgétaires que devra faire le PDG de TF1. En 1984, le budget de la chaîne s'est élevé à 2,2 milliards de francs. En 1985, il devrait être de 2,4 milliards de francs. Une progression minime au regard du fourmillement de projets que conçoit la chaîne. « On va serrer les boulons, mais on ne sacrifiera pas les programmes », affirme M. Bourges. Il n'empêche que les créations, mais risquent tout de même de souffrir de cette étroitesse. Ce serait dommage à l'heure où les Français réapprennent à aimer leur télévision.

MINISTRE DE LA DEFENSE
DIRECTION DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES
SERVICE CENTRAL DE LA PRODUCTION
DES PROJETS DE LA MAINTIENANCE
INGENIEUR
DEMANDES D'EMPLOI
GÉNÉRALISTE
AGRA
DIRECTEUR FINANCIER
JOURNALISTE
UN HANDICAP, LA TROUVE
MAIS UN CARRÉ D'ÉGALITÉ
ÉCHANGEZ VOTRE SERVICE DUNE INNOVATION DANS LA FORMATION.



501

REPRODUCTION INTERDITE

EN BAISSE
total

Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PROP. COMM. CAPITAUX) and values for La République and La Presse.

ANNONCES CLASSEES

Table with 3 columns: Category (ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA) and values for Le Monde and La Presse.

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a récemment proposés. Paris ASSISTANT DU PRESIDENT HF, RESPONSABLES DES MOYENS D'INFORMATION COORDINATEURS INFORMATIQUES, LYON DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER, Angers SORETEX COORDINATION DE PRODUCTION.

MINISTERE DE LA DEFENSE DIRECTION DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES SERVICE CENTRAL DE LA PRODUCTION, DES PRIX ET DE LA MAINTENANCE recherche INGENIEUR pour bureau Affaires Générales.

ASSOCIATION TOURISME SOCIAL recherche SECRETAIRE ADMINISTRATIF

CONSTRUCTEUR APPAREILS ELECTRONIQUES POUR AERONAUTIQUE PARIS recherche 1 CHEF DE PROJETS INGENIEUR ELECTRONICHIEN

emplois internationaux LA FONDATION LUMIERE VIE, AMOUR

UN MEDECIN OPHTALMOLOGUE ET UN MEDECIN ANESTHESISTE

formation professionnelle

SECRETARE - STENO DACTYLO - AUDIOTYPISTE.

JM 24a Lib. OM équiv. DEUG biologie, angl. et allemand.

DEMANDES D'EMPLOIS GÉOGRAPHE URBANISTE, AGRI, MICRO

DIRECTEUR FINANCIER 43 ANS. LICENCIÉ EN DROIT SCIENCES PO

JOURNALISTE Grand quotidien national de l'après-midi.

UN HANDICAP, LA CINQUANTAINE MAIS UN CARRÉ D'AS

ÉCHANGERAIT SATISFACTION ET CONFORT PROFESSIONNELS ACTUELS

SECRETARE - STENO DACTYLO - AUDIOTYPISTE.

L'immobilier

appartements ventes 5e arrdt M LUXEMBOURG, 6e arrdt M DUROC, 8e arrdt EUROPE 80 m², 12e arrdt M DAUMESNIL, 15e arrdt Avenue FELIX-FAURE.

locations non meublées demandes 15e arrdt Avenue FELIX-FAURE, 16e arrdt TRES BEAU 3 P., 75 m², 18e arrdt M PASSY.

immobilier information locations Vous recherchez un apt ?

77 Seine-et-Marne LAGNY Particulier vend sa résidence centre et boisée.

Provinces VOTRE APPARTEMENT A DIEPPE

appartements achats Recherche particulier, préf. province, pour achat en commun.

maisons individuelles NOGENT-SUR-MARNE

chalets A VENDRE HAUTE-SOVIÈRE

agenda du Monde

Particuliers (offres) Vente salle à manger ancienne, bijoux. Cours Cherche instituteur pour cours français, Louvres.

Instruments de musique PIANOS LABROSSE, Moquettes A SAISIR.

Philatélie ACHETE CHER COLLECTION TIMBRES FRANCE-EUROPE.

Soldes NEW-NAT VENTE MASSIVE NEW-MAN.

Troisième âge RÉSIDENCE LES GÈRES 10' pio d'Italie.

proprietes NOGENT-SUR-MARNE BOIS ET RER à 200 m.

viagers F. CRUZ 266-19-00

bureaux Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL.

fonds de commerce Ventes Face au mont Blanc station.

american center

THE AMERICAN LANGUAGE PROGRAM cours/american in v.o.

Généalogie GÉNÉALOGIE cherche ascendants de P. de Mortain.

Vacances - Tourisme - Loisirs En Haute-Savoie, aux Carroz-d'Arches.

SKI DE FOND HAUT JURA

Equitation 35 km NORD DE PARIS entre SENLIS ET CHANTILLY.

automobiles automobiles

6 GRANDS JOURS CITROËN EXCEPTIONNELS du 12 au 18 décembre 1984. Vente de voitures ingénieuses et cadres de l'usine.

plus de 16 C.V. RANGE ROVER 1982

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES 555-91-82

SOCIAL

Les enjeux de la flexibilité

Au fur et à mesure que l'on approche de l'échéance du 15 décembre, date de la dernière réunion de négociation sur la « flexibilité » de l'emploi, le ton monte dans les milieux patronaux, syndicaux et gouvernementaux.

La CGT s'insurge contre l'« agression anti-sociale » qui se prépare avec le concours de quatre syndicats accusés de « capitulation », s'insurgeant au passage qu'un ait rejeté sa proposition « d'une discussion publique retransmise en direct par les moyens d'information... »

L'enjeu de la négociation en cours est, il est vrai, très important, et l'on s'attend même si des calculs internes propres à chaque organisation, syndicale ou patronale, usent à un véritable débat sur le fond. La flexibilité, voilà belle lettre que le Japon ou les Etats-Unis en ont compris la nécessité - sous des formes parfois peu exportables en Europe.

SEITA : M. EMMANUELLI MAINTIENDR L'ESSENTIEL DU PROJET DE NOUVEAU STATUT

M. Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget et à la consommation, a annoncé le 13 décembre, au cours d'une réunion tripartite (direction, syndicats, Etat), qu'il maintenait les points les plus controversés du projet de nouveau statut du personnel de la SEITA à l'origine du conflit.

Le gouvernement, a indiqué M. Emmanuelli, a voulu réaliser l'équilibre entre la souplesse nécessaire à la gestion de la SEITA et les garanties du personnel.

croissance, la « flexibilité » serait elle devenue le seul moyen de redonner aux entreprises les souplesses nécessaires pour créer des emplois ? Les syndicats doivent-ils pour ce faire procéder à une grande toilette de printemps, quitte à revenir sur quelques acquis chèrement obtenus ?

Le mérite de la France, qui n'est pas nécessairement le pays européen qui détient le record des rigidités sur le marché du travail, est de rechercher la flexibilité par la voie contractuelle. La difficulté est que si le CNPF veut obtenir un certain nombre de dérogations, il n'attend pas à chaque fois substituer le contrat au règlement. Sauf à attendre une éventuelle alternance politique en 1986, le patronat doit donc, pour obtenir satisfaction, soit remporter un succès contractuel, soit emporter l'adhésion du gouvernement.

Or la politique contractuelle à un prix à payer qui peut être élevé : la flexibilité ne peut aboutir à une sorte de libéralisme social à l'état pur.

A quelques jours de l'assemblée générale du 18 décembre, l'attitude du CNPF - qui a déjà dû lâcher en conseil exécutif sur les ENCA (emplois nouveaux à contraintes allégées) - suscite bien des débats dans les fédérations professionnelles.

Il a le choix entre deux possibilités, risquées l'une comme l'autre. Il peut tout d'abord considérer que l'obtention d'un accord, conclu obligatoirement avec FO et la CFDT, lui demandera tant de concessions qu'il sera trop éloigné de ses revendications initiales.

Politiquement, il aura plus à perdre qu'à gagner de voler au secours d'un patronat qui aurait maintenu entière l'hostilité des syndicats à ses conceptions de la flexibilité.

Du côté des syndicats désireux d'aboutir - tous sauf la CGT, - la contrainte est différente, même si eux aussi sont dans une période où ils ont besoin de rappeler leur utilité et leur efficacité. La CFDT s'est déjà émancipée de la CGT en signant avec les trois autres sur la durée du travail en 1981 et sur la formation en alternance en 1983.

Mais FO et la CFDT ont des conceptions du syndicalisme tellement antagonistes qu'un pas vers l'une semble un recul pour l'autre. FO « bouge beaucoup », dit-on, notamment sur les contrats à durée déterminée, mais elle ne veut pas entendre parler de l'annualisation de la durée du travail.

Politiquement, il est clair que FO et la CFDT veulent signer, mais si on ne leur demande pas d'aller à Canossa. Les syndicats ne peuvent payer un accord d'un nouvel affaiblissement : si des garanties sociales sont remises en cause, le CNPF devra donc proposer, selon l'expression d'un dirigeant patronal, des « acquis de substitution ». Lesquels ?

Echec ? Succès ? Pour l'heure, syndicats et patronat tentent d'harmoniser leurs positions et de nombreux contacts sont en cours. Dans l'immédiat, c'est de la politique contractuelle imprimant le mouvement ou l'accompagnement dans les branches et les entreprises que viendra ou non la flexibilité. Le gouvernement usurpe. Même si sa réflexion est très avancée sur les contrats à durée déterminée et le travail temporaire, il dément avec énergie avoir des textes tout prêts en cas d'échec.

Politiquement, il aura plus à perdre qu'à gagner de voler au secours d'un patronat qui aurait maintenu entière l'hostilité des syndicats à ses conceptions de la flexibilité.

MICHEL NOBLECOURT.

LE PLAFOND DE LA SÉCURITÉ SOCIALE RELEVÉ DE 2,83 % AU 1^{er} JANVIER

Le plafond utilisé pour calculer les cotisations d'allocations familiales et de vieillesse (et les pensions) du régime général de Sécurité sociale va être relevé de 2,83 % au 1^{er} janvier 1985, ce qui le portera à 8 730 F par mois.

Par rapport au 1^{er} janvier 1984, la hausse sera de 7,64 %. Le pourcentage correspond à l'augmentation prévue des prix au moyen terme annuelle sur 1984. En 1984, le relèvement avait été de 9,45 %, soit un peu plus que la hausse des prix. Le relèvement suit aussi l'augmentation du salaire horaire ouvrier entre octobre 1983 et octobre 1984, conformément au décret du 26 juin 1982.

GRÈVES ET MANIFESTATIONS CONTRE DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Jendi 13 décembre, plusieurs centaines de salariés ont occupé, de 15 h à 20 h 30 le siège du groupe Bull à Paris, et retardé la réunion du conseil d'administration. Ils protestaient, à l'appel des syndicats CFDT, CGT et CFC, contre les sept cents suppressions d'emplois prévues.

Le même jour, cinq cents ouvriers de l'usine LIT (filiale de Thomson CSF), dans une centaine de véhicules ont bloqué la circulation sur la RN 184, près de la ville de Mille sur Indre, pour protester contre les suppressions d'emplois prévues en février 1985.

A Lens (Côte-d'Or), un millier de salariés d'entreprises de téléphonie et d'électronique (CIT-Alcatel, Thomson et LIT) ont plusieurs centaines de licenciements sont attendus, ont bloqué, ce vendredi 14 décembre pendant la matinée, les accès de la ville.

En outre, l'usine de Rantigny (Oise) d'Isover Saint-Gobain, totalement paralysée depuis mardi 12 décembre, a repris ses activités vendredi matin. Une réunion extraordinaire du conseil général de l'Oise sur l'avenir de l'usine est prévue le lundi 17.

(Publicité)

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE Une rupture

(Suite de la première page.)

D'autant que si les entreprises et le territoire français ont certes des problèmes de conversion interne, la concurrence que nous livrent nos partenaires européens est très vive.

Le gouvernement veut précisément que les mesures qu'il vient de prendre incluent les grandes entreprises étrangères, américaines et japonaises notamment, à installer en plus grand nombre leurs quartiers généraux européens en France. Or les procédures de contrôle administratif étaient, semble-t-il, trop lourdes et tatillonnes, et l'on a vu des firmes préférer Bruxelles, Francfort, Milan et Genève à Paris, ou à la Défense (Hauts-de-Seine). Désormais, pour ces implantations étrangères l'agrément sera automatique.

Parallèlement à ces mesures de desserrement des contraintes en Ile-de-France, le gouvernement a demandé à la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) de proposer une réforme des subventions à la création d'emplois en province, notamment dans les pôles de conversion, et de la carte des aides établie en mai 1982.

L'efficacité du dispositif actuel (complexe, bureaucratique et truffé de dérogations) apparaît douteuse (1), d'autant que, pour ne pas éveiller les soupçons de la Commission de Bruxelles, les pouvoirs publics se refusent systématiquement à rendre public le montant des subventions attribuées car par ces subventions on crée des emplois, dans les zones en difficulté.

En outre, les primes aident en priorité les emplois, mais proportionnellement beaucoup moins les investissements fortement capitalistiques. Il faut donc dans ces dernières se inventer des plans de financement spécifiques si la France veut être aussi compétitive que ses partenaires étrangers, voire recourir à des procédés qui n'ont rien à voir avec l'orthodoxie ou la transparence financière.

Les mesures gouvernementales devraient à l'évidence être bien accueillies par les milieux patronaux, notamment les fédérations du bâtiment et des travaux publics. La construction de bureaux, d'usines, d'entrepôts en Ile-de-France va pouvoir « respirer », et on peut s'attendre à un regain d'activités du marché foncier dans la petite couronne, la plus proche de Paris. Les élus, et notamment M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, qui réclame la suppression de l'agrément, se réjouissent du « répit » de ce nouveau cours de l'aménagement du territoire où l'Ile-de-France n'est plus

mise à l'index. Les élus de province en revanche qui croient toujours que Paris est un « égout » d'où l'on peut extraire des entreprises et transférer des emplois, devront désormais se battre pour que leurs régions soient attirées par elles-mêmes et dynamiques par elles-mêmes.

Consternation

A la DATAR, les mesures gouvernementales préparées et imposées par les cabinets du premier ministre et du ministre d'Etat ont jeté une certaine consternation parmi les chargés de mission les plus anciens qui notent qu'une page de l'épique volontarisme de réajustement géographique est tournée.

Mais ce que l'on attend avec le plus de curiosité, c'est la réaction des anciens délégués à l'aménagement du territoire qui ont tout aujourd'hui pignon sur rue en région parisienne. M. Chadeau est président de la SNCF. M. Essig est directeur général de la chambre de commerce de Paris. M. Jérôme Monod préside rue de Lisbonne la Lyonnaise des eaux. Seul M. Olivier Guichard, le pionnier, président à Nantes du conseil régional des pays de la Loire, a épousé résolument la province.

FRANÇOIS GROSCHNARD.

(1) En 1983, les primes d'aménagement du territoire (1,098 milliard) ont permis la création prévue de 40 891 emplois, mais pour les six premiers mois de 1984, 494,7 millions de primes ont débouché que sur 15 789 emplois.

LES VILLES NOUVELLES FAVORISÉES

Les mesures annoncées par le gouvernement sont les suivantes :

- les implantations de bureaux, locaux industriels et entreprises situés dans les villes nouvelles de la région parisienne sont autorisés sans agrément ;

- hors des villes nouvelles, les seuils (au-delà desquels il faut solliciter l'agrément) relatifs aux bureaux sont portés de 1 000 à 2 000 mètres carrés ;

- la construction de bureaux non affectés (bureaux « en blanc ») est libre. L'agrément ne sera exigé qu'au stade de l'ultimatum ;

- le seuil pour les locaux industriels est porté de 1 500 à 3 000 mètres carrés ;

- la rénovation des bureaux anciens est libre ainsi que l'extension des locaux industriels (dans la limite de 3 000 mètres carrés) ;

- le commissaire de la République d'Ile-de-France fera chaque année le bilan des implantations d'activités, un régime parisien. Le comité de décentralisation jouera un rôle d'observatoire économique et continuera à négocier les programmes de localisation des ministères ;

- le montant de la redevance (500 F au maximum par mètre carré) à verser par les entreprises lorsqu'elles créent des bureaux n'est pas modifié.

MAITRISE DE L'ENERGIE

Mardi 18 décembre dans "Le Monde" daté 19
Regionalisation et contrats de plan.
Matières premières : les nouveaux chercheurs d'or.
L'invité du mois : Pierre Gaussens, président de la Commission énergie des ingénieurs et scientifiques de France.
Des industriels parlent du Fonds grands travaux

458 F PAR MOIS LA 1^{re} ANNEE
pour une Supercinq: c'est super!
Renault Supercinq
RENAULT BAÏL vous propose un bail avec option d'achat pendant 5 ans (60 mois). Avec un dépôt de garantie initial de 12.840 F égal à l'option d'achat finale, 12 loyers mensuels de 458 F la première année, 693 F la deuxième année et 1.048 F les 3 années suivantes. Coût total en cas d'acquisition 64.380 F. Offre valable jusqu'au 31.12.84, sous réserve d'acceptation du dossier. Modèle présenté RENAULT 5 L. Prix clés en main au 4.10.84 : 42.800 F Milleseine 85. RENAULT BAÏL, S.A. au capital de 150.000.000 F 51/53, Champs-Élysées, 75008 PARIS. R.C. PARIS B 702.002.221. RENAULT partenaire elf

FRANÇOIS GROSCHNARD adresse sa septième lettre d'invitation

Cher Monsieur le Ministre,
Je vous adresse par ce courrier la septième lettre d'invitation que j'ai adressée aux membres du gouvernement. Elle concerne les mesures de décentralisation économique que le gouvernement a annoncées le 13 décembre 1984.

NECESSAIREMENT DES ECHANGES DE LA DETTE CUBAINE

La dette cubaine représente un problème de plus en plus pressant pour les Etats-Unis. Les négociations en cours à Paris, le 13 décembre, ont permis de constater que les Etats-Unis ne peuvent pas continuer à financer la dette cubaine.

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

APPREMIER CBAO HYDRAULIQUE VILLAGE ET PASTORALE AU NIGER
Le Gouvernement du Niger sollicite des offres pour la construction et l'équipement d'un barrage hydraulique et d'une zone pastorale au Niger.

BAGAGERIE

Tout en souplesse, un agneau "toucher" avec 5 autres modes. 975 F
Paris 12, rue Turbigo 41, 75005 Paris 75 700 00 00 Paris Tour Maillot-Montparnasse

150

150

AMÉNAGEMENT DU TERRAIN

Une rupture

Page de la première page... (Text is mostly illegible due to image quality)

ÉTRANGER

Le Brésil adresse sa septième lettre d'intention au FMI

De notre correspondant
Rio-de-Janeiro. — Le gouvernement brésilien vient de mettre au point un nouvel accord avec le FMI, dans une lettre d'intention — la septième en deux ans — qui doit être adressée la semaine prochaine à M. de Larosière, directeur général du Fonds. Cette lettre contient les derniers engagements pris par l'équipe actuellement au pouvoir, puisqu'un nouveau président prendra ses fonctions le 15 mars 1985. Celui-ci sera, selon toute vraisemblance, le candidat de l'opposition, M. Tancredo Neves, porté à l'infirmité nettement la politique économique suivie jusqu'à présent.

Des objectifs sont fixés pour l'an prochain. Seront-ils tenus par le prochain gouvernement ? Certains journaux estiment qu'ils vont à l'encontre du programme de relance que vient d'exposer M. Tancredo Neves. Il est probable, pourtant, si l'on en croit les milieux spécialisés, que l'équipe sortante n'a pas pris de nouveaux engagements, sans s'être assurée au préalable que le candidat de l'opposition ne les récusait pas dès son arrivée à la présidence.

Cette équipe semble vouloir mettre à l'aise celle qui va lui succéder, en déclarant pratiquement impossible de juguler l'inflation, dont le taux sera sans doute supérieur à 220 % cette année. « La septième lettre d'intention reconnaît qu'il n'est pas viable d'espérer une réduction substantielle de l'inflation en 1985 », affirme le ministre des finances.

Le but proclamé est d'arriver à un rythme d'inflation de 120 % en décembre 1985, ce qui porterait le moyenne de l'année à 170 %. Mais les experts s'attendent à une flambée plutôt qu'à un ralentissement de la hausse des prix, en raison de l'aggravation du déficit public et d'une politique monétaire laxiste. Il y aura aussi un relâchement de la pression sur les salaires, qui a déjà commencé cette année et qu'un gouvernement comme celui de M. Tancredo Neves ne pourra qu'accroître s'il veut reconstruire, au moins en partie, le pouvoir d'achat des salariés.

Autre objectif, celui de limiter à 60 % l'expansion de la masse monétaire et des moyens de paiement, qui a été, en 1984, d'environ 180 %, alors que l'intention affichée était de la ramener à 40 %. La différence est appréciable et elle s'explique en partie par le volume du gouvernement de ne pas compromettre par des restrictions trop sévères la reprise économique qui s'est amorcée cette année. M. Neves aura évidemment à cœur de la poursuivre, puisqu'il fait

de la croissance l'une des priorités de son futur gouvernement.

Avec l'inflation, l'autre déséquilibre persistant est celui des finances publiques : la dette publique interne est évaluée entre 30 et 35 % du PNB, le déficit public atteint 18 % de ce même PNB. L'Etat et les collectivités locales, au Brésil, absorbent la quasi-totalité de l'épargne du pays. Là encore, le gouvernement sortant prend des engagements pour réduire une telle charge.

« Si nous ne pouvons pas respecter les termes du nouvel accord passé avec le FMI, nous essaierons de le changer. » Cette déclaration récite de M. Tancredo Neves a fait les beaux titres de la presse, qui guette tous les signes d'un conflit éventuel entre l'organisme de Washington et le prochain gouvernement. Mais M. Neves précisait que cette révision de l'accord serait tentée par les « moyens légaux » et qu'il n'était pas dans l'habitude du Brésil de renier les contrats passés au sein du gouvernement.

Le successeur probable du général Figueiredo n'annonce donc aucune rupture déchirante. Il se tient loin de certaines personnalités de l'opposition, qui demandaient, il n'y a pas si longtemps, que soit décrété un moratoire unilatéral pour le paiement de la dette extérieure.

CHARLES VANHECKE.

RÉCHELONNEMENT DES ÉCHÉANCES DE LA DETTE CUBAINE

La dette bancaire cubaine a fait l'objet d'un réchélonnement pour les échéances dues en 1984, signé le 13 décembre à Paris, indique un communiqué du Crédit lyonnais. L'ensemble des échéances des dettes à moyen terme des banques commerciales comprises entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1984, représentant l'équivalent de 100 millions de dollars, a été restructuré dans un contrat de neuf ans, dont cinq ans de grâce. La marge applicable sur le taux des euro-devises est de 1 7/8, ou pour les banques se refusant sur les taux nationaux de 1 5/8, précise le Crédit lyonnais, qui préside le comité de coordination des banques créancières. En outre, les banques, qui avaient accepté de maintenir jusqu'au 30 septembre 1984 les lignes de trésorerie existant au 28 février 1984 en faveur du Banco Nacional de Cuba (BNC), ont accepté de proroger le maintien de ces lignes jusqu'au 30 septembre 1985.

AGRICULTURE

Du 5 au 11 janvier

UNE « SEMAINE VERTE » POUR LA FRANCE

La France ignore son agriculture. N'importe quel enfant sait distinguer une Peugeot d'une Renault, mais un mois d'un bœuf ? Un taureau d'une vache ? M. Michel Rocard et le ministre de l'Agriculture ont décidé d'organiser, du 5 au 11 janvier, une semaine d'information sur le thème de « l'Agriculture à la rencontre des Français ». Elle s'adressera aussi bien aux ruraux qu'aux citadins. Dans le cadre de cette campagne, vingt quotidiens régionaux publieront une série de six pages spéciales.

Une exposition, reproduite à cinq cents exemplaires, sera montée dans les centres départementaux de documentation pédagogique. Une semaine « portes ouvertes » dans les collèges et lycées agricoles, publics et privés, complètera le dispositif en province.

A Paris, le ministre organisera quatre tables rondes par jour. Les conclusions seront tirées par M. Rocard lors de la clôture officielle de cette semaine verte, le 10 janvier au Palais des congrès. De son côté, l'Association française des journalistes agricoles (AFJA) prévoit pour le 9 janvier une face à face entre les dix ministres de l'Agriculture de la Communauté et la presse internationale, sur le thème : « Des racines pour l'avenir ».

M. Rocard a tenu à préciser que pour des raisons pratiques le ministre était le seul organisateur de cette manifestation mais que les cadres de la Mutualité agricole, des chambres d'agriculture, des entreprises agro-alimentaires et certaines municipalités rurales étaient associées à cette semaine d'information.

TÉLÉCOMMUNICATION

AU CONSEIL DES MINISTRES

La modernisation des bureaux de poste

M. Messegue, ministre délégué chargé des PTT, a présenté, le 14 décembre, au conseil des ministres, une communication sur la modernisation des bureaux de poste. Les mesures qu'il a proposées sont destinées à « faciliter les services rendus aux usagers, notamment les conditions de travail du personnel ».

Entre 1985 et 1988, 6 000 bureaux de poste seront rénovés. Il s'agit d'un programme de « rattrapage » destiné à supprimer les bureaux les plus vétustes — dont la poste a honte —. Depuis 1981, 4 000 des 17 200 bureaux ont déjà été rénovés, ou reconstruits. En 1985, les crédits affectés à ces opérations seront de 650 millions de francs (+ 30 % par rapport à 1984), et un soutien des collectivités locales sera « recherché activement ».

Un programme d'information des bureaux — établi sur quatre ans

— sera mis en place conjointement. L'objectif est de réduire les files d'attente des usagers. Il doit concerner 14 000 bureaux et 30 000 postes de travail. Les PTT vont installer des Minitel, que les usagers pourront consulter dans les bureaux de poste, et surtout des terminaux et des micro-ordinateurs destinés à faciliter et à accélérer le travail des agents (affranchissement, émission des mandats, etc.). Actuellement, 3 500 postes de travail dans 1 000 bureaux ont été équipés de terminaux financiers (CHEOPS) et postaux (MOG). En 1985, 1 200 terminaux supplémentaires seront installés. D'autre part, l'administration consacrera 175 millions de francs en 1985 à l'installation de terminaux polyvalents (qui réalisent toutes les opérations) dans la région parisienne et dans un ou deux départements de province. En outre, un bureau par région sera équipé et un par département en 1986.

M. Messegue souhaite simplifier l'information des usagers par différentes mesures qui vont de la nomination de 1 500 « conseillers financers et postaux » à l'identification facile des guichets. En cas de litiges, certaines responsabilités de l'administration seront élargies, afin de renforcer le droit des usagers déjà consacré par la loi du 24 octobre 1984. Enfin, certaines procédures comme celles qui sont nécessaires lors d'un changement d'adresse ou d'une réexpédition du courrier seront simplifiées.

AÉRONAUTIQUE

UNE COMPAGNIE TURQUE ACHÈTE SEPT AIRBUS

La compagnie aérienne Turkish Airlines a officiellement signé l'achat de sept moyen-courriers Airbus A-310 et pris, auprès du consortium européen Airbus-Industrie, une option pour sept autres exemplaires du même modèle. Les premiers appareils lui seront livrés en mai 1985 et le dernier en 1986.

Les avions A-310 retenus par la compagnie turque sont capables de transporter 210 passagers sur des étapes de 7 000 kilomètres. Ils seront exploités sur le réseau international de Turkish Airlines, notamment entre Istanbul et les principales villes d'Europe et du Proche-Orient.

FAITS ET CHIFFRES

Énergie

« Gaz de France : déficit de 3,3 à 3,5 milliards de francs en 1984. — Gaz de France enregistrera en 1984 un déficit compris entre 3,3 et 3,5 milliards de francs, contre 2,4 milliards en 1983, a indiqué, le 13 décembre, le directeur général, M. Pierre Delaporte.

M. Delaporte a ajouté qu'il se rendrait la semaine prochaine à Moscou pour des négociations destinées à soumettre les contrats de livraison de gaz soviétique à la France.

Marché commun

« Les régions et la CEE. — Lors de la cérémonie de lancement des travaux du barrage de Veyrières, en Ardèche, M. Jacques Sallois, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, a déclaré, le 12 décembre : « Il est sain que les régions nous des relations d'information aussi approfondies que possible avec la Commission européenne, mais également avec les autres régions européennes. Toutefois, les règles du jeu doivent être claires. Car la tentation est forte de part ou d'autre de négocier directement des programmes, des financements, alors que ce n'est ni l'intérêt de la Commission ni l'intérêt des régions d'aller en ce sens : ce n'est pas l'intérêt des régions d'aller défendre leurs dossiers en ordre dispersé à Bruxelles. Se sont-elles posées la question de savoir comment se fera l'arbitrage entre elles ? Et comment sera assurée la cohérence entre les interventions communautaires et les interventions nationales ? »

« C'est à l'Etat, non aux régions, que revient la charge de l'ensemble des négociations avec la CEE... Par l'intermédiaire des commissaires de la République, l'Etat doit être le premier informé des projets que les collectivités locales souhaitent voir présenter au niveau européen », a ajouté M. Sallois.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

Sur Air-India, vous êtes un Maharajah.

		Dimanche AI-152	Mercredi AI-164	Vendredi AI-128
Paris	dp.	19 h 15	19 h 50	14 h 50
Francfort	dp.	21 h 40	22 h 05	17 h 10
Delhi	ar.	10 h 30 lundi	10 h 55 jeudi	06 h 00 samedi
Bombay	ar.	13 h 15	13 h 40	08 h 45
		Dimanche AI-155	Mercredi AI-165	Vendredi AI-129
Bombay	dp.	07 h 30	08 h 00	02 h 40
Delhi	dp.	10 h 25	10 h 55	05 h 40
Francfort	ar.	14 h 50	15 h 20	10 h 05
Paris	ar.	17 h 20	17 h 35	12 h 25



Montez à bord de notre palais volant, c'est un Boeing 747. Déjà l'Inde vous y attend. L'Inde avec ses couleurs, ses légendes et ses déesses, nos hôteses. « Namaste » (bienvenue). Laissez-vous choyer par ces jeunes femmes en saris qui vous feront vivre quelques heures la légendaire hospitalité d'un peuple à la culture cinq fois millénaire. Sur Air-India, la même grâce et la même chaleur vous seront dispensées, que vous ayez choisi la 1^{re} classe ou la classe économique. Nous essaierons de vous faire oublier le temps avec une sélection de films, de magazines et aussi de musique que vous choisirez comme la gastronomie, internationale ou indienne.

Et surtout, surtout, nous vous offrons un service nouveau et rapide : 3 vols par semaine avec une seule escale au départ de Paris, ce qui vous fait arriver à Bombay ou à Delhi de bonne heure et d'excellente humeur. (Le vol de retour est lui aussi très pratique puisqu'il vous dépose à Paris dans l'après-midi.) Et si par hasard vous poursuiviez votre route vers Calcutta, Bangkok, Hong Kong, Osaka, Tokyo ou vers Madras, Singapour, Kuala Lumpur, Perth et Sydney, n'oubliez pas que vous êtes un Maharajah puisque vous êtes sur Air-India.

AIR-INDIA, 1, rue Auber, 75009 Paris, Tél. : 266 90 60.



AIR-INDIA
Vous serez traité comme un Maharajah

(Publicité)
RÉPUBLIQUE DU NIGER
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES
HYDRAULIQUES
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
SÉCRÉTARIAT GÉNÉRAL
PROGRAMME HYDRAULIQUE
VILLAGEOIS ET PASTORALE

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL PROGRAMME CEAO HYDRAULIQUE VILLAGEOIS ET PASTORALE AU NIGER

Cet appel d'offres comprend :
1) La fourniture et l'installation de 220 pompes à motricité humaine dans les départements de Niamey et Zinder ayant un débit d'un moins 2 mètres cubes-heure avec une ou deux pompes dans chaque forage et une hauteur manométrique comprise entre 10 et 50 m.
2) Fourniture et installation de cinquante tubes piézométriques.
3) Formation des responsables villageois et des artisans chargés de la maintenance des pompes.
4) Fourniture de lots d'outillage et pièces de rechange.

Les dossiers peuvent être retirés aux adresses suivantes contre remise d'un chèque de 2 000 FF libellé au nom du BRGM.
En Afrique :
— Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, Direction des Infrastructures Hydrauliques, BP 257, NIAMEY (Niger), tél. 72-23-25 ;
— BRGM, Direction de Niamey, BP 11458, NIAMEY (Niger) ;
En Europe :
— Ambassade du Niger à PARIS (France), 154, rue de Longchamp, 75116 Paris, tél. (1) 504-80-60 ;
— BRGM-AGE, BP 6009, 45060 OREANS CEDEX (France), tél. (38) 63-32-00.
Les offres doivent être adressées au Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement, à l'attention de M. le Directeur Administratif et Financier (DAF), BP 257 NIAMEY (Niger), avant le 25 janvier 1985, à 17 heures.
Financement : Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe.

LA BAGAGERIE

Tout en souplesse, en agneau "toucher savon", 5 coloris mode. 975 F
Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

158

PAR MOIS LA 1^{re} ANNÉE
c'est super
haut Superd

AFFAIRES

LE DÉMANTÈLEMENT DE CREUSOT-LOIRE

La CGT veut continuer la lutte

Le Creusot. - « Nous avons perdu six mois, il est temps désormais de se remettre au travail. »

De notre envoyée spéciale main par des industriels. Usinor et Framatome en sont.

L'optimisme est de mise à la CFDT. « A périmètre égal, ce ne sont pas 2000 licenciements, comme on l'a dit, mais 3700 qu'on aurait dû avoir dans la région, affirme-t-on au syndicat. Aujourd'hui, nous savons que Le Creusot perdra 1100 emplois. Cette fois-ci, nous avons pu négocier le plan social »

Et puis, Usinor et Framatome ne feront pas « une mauvaise affaire. Le passif de la société provenait surtout de ses filiales. Le secteur énergie gagne de l'argent, la métallurgie dépense ses objectifs. L'armement n'a pas pu payer. Creusot-Loire a de l'avenir. Le plan social ? »

Seule la CGT a pas désarmé. Pour le syndicat, la reprise de Creusot-Loire par Usinor et Framatome « ne change pas grand-chose »

Le syndicat se dit représentatif de l'inquiétude des Creusotins. Les élections du 12 décembre aux délégués du personnel du secteur énergie ont démontré que la CGT était en tête, avec 41 % des voix.

La ville est bien décidée à jouer la carte des pôles de reconversion. Pour le maire, M. Camille Dufour, la région ne manque pas d'atouts. Elle est « désenclavée » par la route et par le TGV.

M. Krasucki appelle les salariés à « réagir vigoureusement ». M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a vivement dénoncé, le 13 décembre, la « politique insensée » qui, « au nom de la modernisation, coule des entreprises canonnas, Fos, Creusot-Loire, les chantiers navals »

Nominations

A l'association des sociétés françaises d'autoroutes. M. JEAN MILLIER a été nommé président en remplacement de M. Maurice Herzog.

En Grèce. M. STATHIS GOURDOMIHALIS, soixanta ans, a été élu président de l'Union des armateurs grecs (UAG) par les trente nouveaux membres du comité directeur.

A la banque Louis-Dreyfus. M. PHILIPPE DEMAM, quarante-six ans, a été nommé membre du directeur, responsable des affaires administratives.

ICI rachète la division chimique du groupe américain Beatrice

Le groupe britannique ICI, cinquième chimiste mondial avec un chiffre d'affaires supérieur à 100 milliards de francs, renforce son implantation aux Etats-Unis. Il vient de racheter pour 750 millions de dollars (7,2 milliards de francs) la division chimique de la firme multinationale américaine Beatrice.

LA BATAILLE DES HUILIERS FRANÇAIS

Astra-Calvé se lance dans l'arachide

La bataille des huiliers bat son plein, animée par la « libération des formes », cette abrogation d'une loi de 1897 qui autorise la vente des margarines autranches qu'on cube.

Soa principal concurrent, le groupe Lesieur, a décidé (le Monde du 14 décembre) de concurrencer Astra dans sa spécialité, les corps gras au tournesol, en lançant des produits nouveaux en barquettes, bien sûr.

Mais la filiale d'Unilever a une gamme plus étendue : 42 % des parts de marché de l'huile au tournesol, une option prise il y a quelques années et qui a eu la chance de correspondre aux préoccupations diététiques du moment.

Le marché de l'huile de maïs et 18,5 % de celui de l'olive, avec le rachat récent de la société Fugel. Or la contre-attaque se fera sur l'huile d'arachide, a laissé entendre M. Georges Robin, PDG d'Astra-Calvé.

M. Georges Robin déclare souffrir d'un handicap supplémentaire : n'étant pas considéré par le Trésor comme un négociant international, Astra-Calvé a pas le droit de se couvrir à terme en devises, afin de réduire les aléas des variations du dollar.

DÉNOUEMENT PROCHE DANS L'AFFAIRE BOUSSAC

Allié aux banques Worms et Eurofin (40 % Havas, Elf, CGE, 60 % Générale des Eaux, Compagnie du Midi, Drouot, American Express), M. Maurice Bideman vient de déposer auprès des pouvoirs publics un projet de reprise de la Société Anonyme et Financière Agache-Wilrot, héritière de l'Empire Boussac, auquel Bouygues, une des premières entreprises françaises du bâtiment et des travaux publics, est associé pour une part minoritaire.

L'apport financier initial proposé par M. Bideman et ses alliés est de 500 à 600 millions de francs. Il est supérieur à l'offre déposée par M. Bernard Arnault, président de la société Ferret-Savinol (Dreuil), soutenu par la banque L. Dreyfus, d'un montant de 400 millions de francs.

Que s'est-il passé le 28 juin ?

Selon que l'on entend les pouvoirs publics au M. Pineau-Valencienne, PDG de Creusot-Loire, les avis divergent sur le déroulement exact de cette journée du 28 juin 1984, au cours de laquelle fut prononcé le règlement judiciaire de Creusot-Loire.

Entre-temps à Matignon, en l'absence de M. Mauroy, on voyagea en Italie (at nati da M. Delors comme nous l'avons écrit dans la Mandé du 13 décembre), une réunion aura été organisée en présence de M. Delors, Fabius et Badinter et de six conseillers, MM. Boubill, de l'Elysée, Lamy et Appert, de Matignon, Lagayatta, de l'économie, Schwartzar, de l'industrie, et Lyon-Caen, du ministère de la Justice.

Querelles de chiffres

Quel est le coût exact de la faillite de Creusot-Loire pour les pouvoirs publics et, d'une manière plus générale, pour la collectivité ? Experts du gouvernement et du tribunal de commerce semblent en désaccord sur ce point.

MONNAIES

DOLLAR : 9,51 F

Le dollar s'est raffermi sur les marchés des changes à la veille du week-end, passant de 9,49 DM à 9,51 DM et de 9,47 F à 9,51 F, malgré les interventions de la Banque fédérale d'Allemagne.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include SE-U, DM, F.M., F.S., L.I., E., F. franc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SE-U, DM, F.M., F.S., L.I., E., F. franc. Rows show interest rates for various periods.

Video Flash advertisement. Includes text: PRIX DE FÊTES, MAGNETOSCOPE DE SALON VHS HITACHI VT 34 5950, 45, RUE DU BAC, PARIS 6, 23-25, RUE DU ROCHER, 8°.

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

La Société des rédacteurs du Monde est convoquée le mercredi 19 décembre 1984, à 15 heures.

MARCHÉS FINANCIERS

Large table of financial market data including stock prices, exchange rates, and interest rates. Columns include various market indicators and values.

Handwritten note: JP 11.62.150

MARCHÉS FINANCIERS BOURSE DE PARIS Comptant 14 DECEMBRE

LA BATAILLE DES HUILIERS FRANÇAIS

Astra-Calvé se lance dans l'arène

La bataille des huiliers français est entrée dans sa phase décisive. Astra-Calvé se lance dans l'arène...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

La vie des sociétés

Investissements risqués à 1,1. Fonds communs de placement de Suez et de la banque Indosuez.

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

PARIS 14 décembre Toujours résistant. Le paysage ne se modifie guère à la Bourse de Paris. Vendredi, la tendance est restée assez irrégulière avec toujours un nombre de hausses très légèrement supérieur à celui des baisses.

NEW-YORK Nouvel affaiblissement. Wall Street se languit. Le marché américain n'a pas réussi, jeudi, à surmonter sa morosité. Malgré les taches de lumière vive apparues à la cote, grâce à la fermeté des valeurs d'entreprises candidates au rachat ou sur lesquelles circulent des bruits d'O.P.A., les cours, dans l'ensemble, se sont encore plutôt alourdis.

LA VIE DES SOCIÉTÉS. Investissements risqués à 1,1. Fonds communs de placement de Suez et de la banque Indosuez.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Investissements risqués à 1,1. Fonds communs de placement de Suez et de la banque Indosuez.

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Table of stock prices for Paris market, including columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of stock prices for New York market, including columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of stock prices for various international markets, including columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Investissements risqués à 1,1. Fonds communs de placement de Suez et de la banque Indosuez.

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Table of stock prices for the second market, including columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of stock prices for various international markets, including columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

Table of stock prices for various international markets, including columns for Valeurs, Cours, and Dernier cours.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

Investissements risqués à 1,1. Fonds communs de placement de Suez et de la banque Indosuez.

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Le groupe Astra-Calvé a annoncé la création d'une nouvelle filiale...

Règlement mensuel

Table for monthly settlement, showing various financial metrics and percentages.

COTE DES CHANGES

Table for exchange rates, showing various currencies and their values.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table for the gold market, showing various gold-related metrics.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table for the gold market, showing various gold-related metrics.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table for the gold market, showing various gold-related metrics.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Bleu-blanc-rouge », par Laurent Guillaumier; « Un crime judiciaire », par Bernard Cassu.

ÉTRANGER

- DIPLOMATIE
- PROCHE-ORIENT
- AFRIQUE
- ASIE

INDE : la remise en route de l'usine de Bhopal.

EUROPE

INESCO

AMÉRIQUES

PANAMA : le plan d'autorité du gouvernement.

89 FM

à Paris

AMO « le Monde »

232-14-14

Vendredi 14, 19 h 25 :

(appels possibles dès 19 h)

Les conflits du Proche-Orient

ERIC ROULEAU

répondra aux questions des auditeurs et des lecteurs (Débat animé par François Koeh)

POLITIQUE

- La situation en Nouvelle-Calédonie
- Le XV^e congrès du PSU.
- La convention du PS.

SOCIÉTÉ

- Après la mise en liberté des docteurs Diallo et Archambeau à Poitiers.
- Paris plus sévère pour ses immigrés.
- ÉCHECS.

SUPPLÉMENT

- à 19 h. JAPON : poursuivre le crissaca.

CULTURE

- CINÉMA.
- MUSIQUE : la famille de Boulez.

ÉCONOMIE

- SOCIAL : les espoirs de la flexibilité.
- AFAIRES : le démantèlement de Crusot-Lain.

RADIO-TÉLÉVISION (24)

INFORMATIONS

« SERVICES » (20) :

« Le week-end d'un chineux » ; « Journal officiel » ; Loto ; Météorologie.

« Annonces classées (25) ; Carnet (20) ; Programmes des spectacles (23-24) ; Mots croisés (X) ; Marchés financiers (29) ».

Marché Saint-Germain

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a donné, jeudi 13 novembre, son accord au projet des architectes Olivier-Clement Casoub et Yves Roux pour le marché Saint-Germain, dans le sixième arrondissement de Paris. Cette décision, qui intervient après quinze ans de polémiques, au cœur desquelles se trouvent les bâtiments de Blondel (1813), classés monuments historiques, n'épouse pas l'opposition d'un certain nombre d'habitants du quartier, regroupés dans une association conduite par M^e Prouté.

Le premier magasin de tissus à droite, en remontant les Champs-Élysées

RODIN

TISSUS "COUTURE"

L'originalité et l'esprit de la mode

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Les explications de M. Mitterrand ont été « parfaitement comprises » par les Etats africains

déclare M. Dumas au conseil des ministres

Au cours du conseil des ministres réuni vendredi 14 décembre à l'Élysée, M. Roland Dumas, nouveau ministre des relations extérieures, a commenté le voyage que le chef de l'Etat vient d'achever en Afrique. Il a affirmé que l'« intérêt et le succès de ce voyage ont été « crescendo », et que l'importance de ce voyage « a échappé à quelques-uns des commentateurs » qui en ont, selon lui, occulté l'« intérêt majeur, au moins dans un premier temps ».

« Au sommet de Banjumbura, les thèmes essentiels ont été, selon lui, « économiques et financiers ». Sur le Tchad, cependant, M. Dumas a estimé que l'explication fournie par le président de la République aux Etats africains a été « parfaitement comprise ». La France a-t-il dit, rapportant ainsi l'essentiel des propos tenus par M. Mitterrand, n'avait aucune obligation légale d'intervenir au Tchad, car elle n'a pas avec ce pays d'accords de défense. Elle était même « un peu en infraction », a-t-il ajouté, car la convention signée par M. Chirac, alors premier ministre, le 4 mars 1976, interdit aux troupes françaises de « remettre les pieds » — selon l'expression du ministre des relations extérieures — sur le territoire du Tchad. D'après M. Dumas, beaucoup de pays africains ignoraient cette disposition. Dans ces conditions, la France est intervenue à la demande du gouvernement légal du Tchad, car elle défend une doctrine d'équilibre en Afrique qui lui fait « un devoir moral et politique » de réagir chaque fois qu'un pays est menacé par une entreprise extérieure.

M^{me} Georgina Dufaux, nouveau porte-parole du gouvernement, rendant compte du reste des travaux du conseil, a indiqué qu'il avait approuvé un protocole amendant la Convention de Chicago sur l'aviation civile internationale. Ce protocole pose, pour la première fois en droit international, le principe de l'interdiction d'utiliser des armes contre les avions civils en vol. Il a été conclu à l'initiative de la France pour prévenir le renouvellement de

A la présidence du Festival de Cannes

M. PIERRE VIOT SUCCÈDE A M. FAVRE LE BRET

M. Pierre Viot a été élu à l'unanimité, le 14 décembre, président de l'Association du Festival de Cannes, en remplacement de M. Robert Favre Le Bret, sur proposition de celui-ci.

M. Favre Le Bret présidait aux destinées du festival depuis sa création en 1946, comme délégué général, puis comme président. Il est nommé président honoraire, demeure membre de droit du conseil d'administration et chargé des relations internationales du festival.

M. Pierre Viot a été délégué général du Centre national de la cinématographie de 1973 à octobre 1984.

« Football : Coupe d'Europe. — Les Girondins de Bordeaux seront opposés à l'équipe soviétique de Dniepr-Dniepropetrovsk (Ukraine) en quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Le match aller aura lieu le 6 mars à Bordeaux et le match retour le 20 mars en Union soviétique.

Le numéro du « Monde » daté 14 décembre 1984 a été tiré à 457 932 exemplaires

25^{ème} ANNIVERSAIRE

Rémy

-40% MEUBLES - SIÈGES COPIES D'ANCIEN SALONS

MEUBLES - SIÈGES COPIES D'ANCIEN SALONS

cuir et contemporain marqués d'un petit vert ou des couleurs exceptionnelles dans nos 2 magasins

du 15 décembre au 31 janvier

REMY - Paris

20, bd. de la Chapelle 75 181 Paris

drames comparables à celui intervenu le 1^{er} septembre 1983 lorsqu'un avion de la compagnie Korean Airlines a été abattu par des avions de chasse soviétiques avec deux cent soixante-neuf passagers à son bord.

Le conseil a également adopté un projet de loi sur la publicité des armes à feu et des munitions dont il s'agit d'éviter la banalisation.

Le conseil a enfin entendu une communication de M. Henri Emma-

meilli, secrétaire d'Etat chargé du budget sur les résultats de la lutte contre la fraude fiscale. Bien que le nombre de ces contrôles n'ait pas augmenté en 1983 par rapport à l'année précédente (il est d'environ 43 000) leurs résultats s'améliorent sensiblement. Ils ont rapporté un peu plus de 19 milliards de francs en 1983 contre 16 milliards en 1982, 12 en 1981 et 11 en 1980.

AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

M. Jacques Gonthial va être nommé sous-directeur de la police scientifique

Plusieurs mesures individuelles concernant le ministère de l'Intérieur ont été annoncées au conseil des ministres du vendredi 14 décembre. D'autres, qui visent plus particulièrement la police nationale, vont suivre dans le courant du mois.

Parmi celles-ci, la réhabilitation de M. Jacques Gonthial, victime d'une mutation-sanction injustifiée, en mars dernier, alors qu'il était à la tête de la brigade criminelle : il devrait se voir confier la responsabilité d'une nouvelle sous-direction dite de la police scientifique.

Une direction des libertés publiques devrait être prochainement créée au sein du ministère, ainsi que l'avait annoncé M. Pierre Joxe à l'Assemblée nationale le 5 novembre. En outre, le rapport remis par M. Charles Barbeau, chargé de mission auprès de M. Joxe, sur les structures de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur a comme conséquence la nomination de M. Barbeau comme directeur général de l'administration (DGA). Il cumule cette fonction avec celle de haut fonctionnaire de défense, chargé de la défense civile.

La promotion de M. Gonthial n'est pas tout à fait une surprise. Objet d'une mutation aux motivations incompréhensibles, il avait été rapidement réhabilité par le président de la République lui-même. Le 4 avril, lors d'une conférence de presse, M. Mitterrand avait notamment déclaré à son propos : « C'est un excellent fonctionnaire, parmi les meilleurs ».

Quant à M. Gaston Defferre, alors ministre de l'Intérieur et à qui cette mutation semble avoir été imposée par l'entourage giscardien, il devait ajouter : « C'est un bon policier, il n'est pas sanctionné, il a encore devant lui un bel avenir ».

Les responsabilités qui seront confiées à M. Gonthial font suite à un rapport qu'il avait élaboré, depuis son départ du Quai des Orfèvres, sur l'état de la police scientifique française. Un rapport accablant, soulignant que, depuis 1960, des enquêtes administratives ont dénoncé, sans succès, l'état d'abandon de nos cinq laboratoires de police scientifique, leur manque de moyens ou de personnel formé, l'identité juridique ne possédant que 10 % de ses capacités. L'objectif de la sous-

direction de la police scientifique est donc, selon le ministre, de « ramener la police nationale au premier rang en Europe sur ce plan, car elle est actuellement, hélas, la dernière dans l'Europe développée ».

Ce faisant, M. Joxe respecte le programme qu'il s'est fixé. La création d'une direction des libertés publiques, groupant l'actuelle direction de la réglementation et du contentieux, ainsi que les services s'occupant traditionnellement des associations et des cultes, interviendra prochainement. L'idée de M. Joxe est de faire de cette direction une sorte de « conseiller juridique » du ministère et, notamment, des services policiers, écoutant le droit et les libertés.

Plusieurs autres engagements ministériels sont déjà à l'ordre du jour du comité technique paritaire de la police nationale, selon un calendrier précis : en décembre, la réduction des charges induites des policiers en tenue ; en janvier, le code de déontologie et l'obtention des qualifications d'agent de police judiciaire ; en février, l'établissement d'une programmation sur cinq et dix ans de la modernisation de la police nationale ; en mars, les problèmes de corps et de carrière. De plus, une mission d'étude sur les polices municipales et les insuffisances de la législation actuelle vient d'être confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

Aussi la « méthode Joxe » n'est-elle pas sans surprendre les responsables policiers. L'homme se déplace beaucoup sur le terrain, par des visites imprévisibles et sans journalistes-témoins. Il s'offre parfois le luxe, comme pour le commissariat du huitième arrondissement de Paris, de mettre fin très rapidement à la vétusté de certains locaux en obtenant, en quelques semaines, l'attribution de trois cents mètres carrés supplémentaires. Cette efficacité dans la décision s'est traduite de façon moins anecdotique par des majorations de crédits importantes lors du débat. — 81 millions de francs, notamment, pour l'insuffisance des commissariats, leur équipement en magnétoscopes, l'achat de matériel vidéo se substituant aux gardes statiques, la rénovation des locaux ou la cryptophanie, c'est-à-dire le brouillage des liaisons radio policières. Bref, sans annoncer une grande réforme ou une mise au pas spectaculaire de la police, M. Joxe désigne actuellement un cap clair à des policiers las des ataraxements et des incertitudes.

EDWY PLENEL.

Sur le vif Attrape-gogo

Cher Monsieur Rousselet,

Je vous le dis comme je le pense : je commence à en avoir assez. Ça va faire trois mois que je me suis abonné à Canal Plus. J'ai vu un an d'avance. Et votre chaîne, je ne la regarde jamais. Sauf une heure par jour avant le dîner. Mon poste est vieux de quatre ou cinq ans. Il marche très bien. Pas question que j'en change. Vos prospectus m'ont expliqué que ça pouvait s'arranger. Il suffit de le brancher sur une péritel. Cette prise, voilà six semaines que je la cherche. Elle est introuvable. La plupart des commerçants n'en avaient jamais entendu parler. Dès que je pouvais leur porter et que je leur en ai montré, ils se regardent et ils rigolent. C'est devenu un gag, la péritel, le plus bel attrape-gogo du siècle.

Et puis il y a le coup du décodeur. Je vous l'ai payé plus de 400 balles. Mais je ne suis pas allé le chercher. Fortement, sans la prise à quoi ça sert ? Je ne vais pas m'en encombrer inutilement. C'est peut-être chez moi. Là-dessus, qu'est-ce que j'apprends ? *Le Quotidien de Paris* a publié le schéma d'un décodeur en kit, un décodeur à bricoler soi-même pour quatre sous. Là,

j'étais furieux. C'était vraiment bien la peine d'en acheter un. Je me précipite au kiosque. J'ouvre à la page indiquée. Et puis, bon, je laisse tomber. C'est bien trop compliqué, cette marche à suivre. Je n'y comprends rien. Ça ne peut intéresser que les dingues de l'électronique. Alors j'ai écrit au directeur du journal pour avoir révélé ce « secret d'Etat » pratiquement impossible à utiliser, ça me paraît quand même un peu fort de café ; permettez-moi de vous le signaler en passant.

Ce n'est pas pour ça que je vous écris. Les files de Noël approchent. Votre chaîne, je ne l'ai pas. Je n'ai pas non plus l'argent de la chaîne. Et ça pour les dix mois qu'il viendront. Plus les deux mois écoulés. Alors, soyez gentil, au lieu de la faire travailler, à votre profit, mon argent, rendez-le-moi. Et celui du décodeur aussi. A moins que vous ne puissiez me fournir dans les plus brefs délais l'assise indispensable, je vous serais bien obligé de me sentir du guidon où vous m'avez fourré.

Veuillez agréer, cher Monsieur Rousselet, l'expression de mes sentiments amèrement groupés.

CLAUDE SARRAUTE.

La situation des radios libres

M. LAURENT FABRIS SOUHAITE QUE L'ON TROUVE « LA VOIE DU BON SENS »

M. Laurent Fabris, premier ministre, a visité, jeudi 13 décembre, les nouvelles installations du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ), rue du Louvre à Paris, notamment la salle de télématique et les aménagements de cette « rédaction du futur » sur consoles mise en place pour les 5 000 journalistes et les stagiaires en formation.

Interrogé par les fidèles du Centre sur les radios libres, M. Fabris a indiqué qu'il souhaitait que l'on trouve « la voie du bon sens » en cette matière. « Il y a un certain nombre de fréquences qui ont été allouées, a-t-il dit, il faut qu'elles soient respectées comme doivent être respectés les souhaits des auditeurs. Je souhaite que, par la discussion, on puisse trouver des solutions qui ne lésent ni les auditeurs ni les autres ». « A propos de la création de chaînes privées de télévision, le premier ministre a déclaré que le plus important était que « le secteur public soit de bonne qualité pour soutenir la concurrence ».

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

Les meilleures marques

TRECA

EPEDA

SIMMONS

PIRELLI

Les meilleurs prix

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR

37, Avenue de la République - 75001 PARIS - Tél. 357.46.35 + Méro : PARMENIER

la nouvelle

LE ROY

un produit de

BAUME & MERCIER

GENÈVE 1930

Montre pour dame, extra-plate, à quartz, étanche, Acier traité noir mat et plaqué or.

FF 3200.-

Aldebert

16, place Vendôme

1, bd de la Madeleine

70, fg. Saint-Honoré

Palais des Congrès, Porte Maillot

ESSAYEZ GRATUITEMENT UN HALOGENE CHEZ VOUS

Les lampadaires qui éclairent toute une pièce. Plus de 50 modèles. Conseil et service après-vente de qualité.

READY MADE

38-40, RUE JACOB - 75006 PARIS - TEL 260.28.11

PIANO: LE BON CHOIX

- Location à partir de 229 F par mois.
- Vente à partir de 265,85 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

Thamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Paris à proximité

30/11/1984

150

Le Monde

Loisirs

Sur le rif

Attrape-2020

On ne s'en rend pas compte, mais le monde va changer. On ne s'en rend pas compte, mais le monde va changer. On ne s'en rend pas compte, mais le monde va changer.

La situation des radios libres

LE LOUVEUR FABRIS BOUMATE

QUE L'ON TROUVE

A LA VOIE DU BON SENS

Le Louveur Fabris Boumate, un homme de bien, un homme de bien, un homme de bien.

TRECE
EPEE
SIMON
PIRE

CAPÉLOU

la nouvelle

LE ROY

Aldebert

TAPIS PER
Iranien 600
Maison 600
DES PE
DE GR
Pantal
en flanel
169 franc



comandante en jefe ORDENE!

DANIEL FRIEDY

Destination Cuba, page II

Neige : en famille à Super-Besse, page XII

Echecs, bridge, anacroisés, page X

Les programmes commentés de radio et de télévision, pages V à IX

Supplément au n° 12405. Ne peut être vendu séparément. Samedi 15 décembre 1984.

Il était une fois La Havane

De l'exubérance baroque au rhum-soda d'Ernest.

LUNDI 10 décembre, déjeuner à Varadero (Cuba), chez Irénée Dupont de Nemours. Le porche franchi, la route qui conduit à la superbe villa du milliardaire texan a été tracée toute droite entre le golf privé et la mer. Pelouses et cocotiers bordent l'asphalte brûlant. La grosse maison apparaît posée sur un promontoire claqué par la vague. Portes-fenêtres ouvertes sur l'Océan, la salle à manger, un peu guindée, a pris la place du salon. Sur les étagères de la bibliothèque les visiteurs découvrent les œuvres complètes d'Honoré de Balzac, de Robert-Louis Stevenson et de Mark Twain. A l'intérieur de chaque volume est collé un ex-libris au nom d'Irénée Dupont.

Le temps d'un repas, Cubains et touristes s'installent dans l'intimité d'un de ces magnats américains dont la demeure a été « nationalisée » et convertie en restaurant. Varadero fut, avant 1959, le paradis des riches « yankees » qu'un rapide coup d'aile menait à Cuba pour goûter aux charmes de l'île. Une mer bleue, une vingtaine de kilomètres de sable blanc et fin, des villas luxueuses (à louer), des palmiers, des hibiscus et des icarriers, le long des larges avenues qui se croisent à angle droit. La carte postale des Caraïbes. Le régime castriste a chassé ici, et à peu de frais,

les bottes d'un capitalisme radieux. Hier station ultra-chic, Varadero est aujourd'hui, un vaste complexe touristique. Mais il est toujours possible de s'y isoler. Pour le voyageur, une halte exquise après avoir vadrouillé entre La Havane, Pinar-del-Rio, Cienfuegos et Trinidad.

1519. A Amboise, Léonard de Vinci vient de mourir. A La Havane, le premier gerfaut s'envole. Indigènes, moines et planteurs massés sur les quais saluent, en ce début d'année, les galions qui filent vers le large. A la barre : Hernán Cortés. A bord : cinq cents soldats, cent matelots, des arquebusiers, des canons, des chevaux et un musicien. Cap : le golfe du Mexique et le Yucatan. Quelques semaines plus tard le conquistador touchera terre. Au bout du chemin : l'empire aztèque. Il sera roi. Pas d'autre choix. En coquette (à propos d'une intrigue amoureuse) avec le gouverneur de l'île, Diego Velasquez, Cortés quitte Cuba à la tête. Il jure son va-tout. Il a laissé pour toujours ses esclaves et ses terres situées du côté de Santiago-de-Cuba. Pour bien prouver à ses hommes qu'il ne reviendra pas, les gabiers à peine descendus, il brûle ses navires et donne l'ordre de s'enfoncer dans la forêt. Mais déjà Bartolomé de Las Casas, resté à La Havane, écrit aux rois ca-



tholiques pour se plaindre des « horribles violences » infligées aux Indiens...

Les Espagnols sont restés à Cuba quatre cents ans. « Nous combattons jusqu'à la dernière peseta », disait-on orgueilleusement à Madrid avant de quitter les Tropiques. Le verbe n'a pas suffi. Le drapeau a été amené. Et une page d'histoire tournée. Les Etats-Unis ont joué contre la latinité. Sur fond de plantations de canne à sucre (introduite dans l'île par les Espagnols), de café et de tabac, de trafic d'épices, de pierres précieuses et de bois d'ébène, on fait entendre le canon et on donne de grands coups d'épée ainsi qu'on l'a appris en Castille ou en Extrême-dure. On s'embarque à Cadix

et à Sanlúcar, le pourpoint au service du roi, des Antilles espagnoles et, aussi, de son ambition personnelle. Le nouveau monde est vaste. Les pirates cachés dans la baie de Cienfuegos guettent les caravelles en route vers l'Europe et chargées de l'or du Pérou et du Mexique. Un frère de la Côte, François Le Clerc, dit « Jambé de bois », attaque Santiago-de-Cuba. Le huguenot Jacques de Sorre pille La Havane et fait main basse sur les trésors. Un autre corsaire, Jean-François Nau, un Malouin, rôde dans les Caraïbes. Il canonne une nouvelle fois La Havane. Les Anglais, emmenés par Sir George Pocock, s'emparaient de la vieille cité. Ils en seront chassés par la fièvre jaune.

C'est ce passé ibérique qui donne au quartier colonial de La Havane un charme qui surprend le voyageur. A condition de ne pas être pressé, de savoir flâner. Coincée entre le boulevard du front de mer - le Malecon - miflancolique et désuet avec ses jolies petites maisons désertées, et le port, la vieille ville possède plusieurs fortresses qui gardent l'entrée de la rade et surveillent ainsi le trafic maritime dans le goulet d'accès. Les cargos soviétiques longent aujourd'hui les pierres noircies par le temps et la poudre. Voici San Carlos de la Cabana, le castillo del Morro et le castillo de la Fuerza dressés par les Espagnols pour protéger la cité des coups de main des corsaires et des pirates. Le lacis des ruelles et les jardins

qui forment ce quartier colonial sont bordés par de vieilles bâtisses aux couleurs délavées, bleu de mer, vert pistache et ocre, dont un certain nombre auraient bien besoin d'être restaurées. Les balcons muresques, plantes, fleurs écarlates, évoquent les bourgades andalouses. Parfois des demeures plus importantes font revivre le passé. Pilastres, statues contorsionnées, corniches, frontons, portails décorés, attendent les calèches des planteurs, qui étaient conduites par des esclaves dont les livrés portent, au col et aux poignets, les armes de leurs maîtres.

Devant, sur la rue, les fenêtres sont protégées par des grilles en fer forgé. Derrière, ouverts sur le ciel torride, les

Partir

La France du bout du monde

Jusqu'au 10 janvier 1985 l'ANIT (Agence nationale pour l'information touristique) accueille la France d'outre-mer. Des spécialistes donneront des informations pratiques et des conseils pour le voyage vers la Martinique, la Guadeloupe, la Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon et la Polynésie. A cette occasion l'ANIT édite un guide pratique (gratuit) des DOM-TOM.

• ANIT, 8, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Informations DOM-TOM : 260.37.38 de 9 h à 30 h à 18 h 30. Du lundi au vendredi.

Au bord de l'Euphrate

Les Amis de l'histoire proposent un beau circuit en Syrie. Damas, le Irak des chevaliers, Alep, Rasafa mais aussi Mari et Palmire. L'animation du voyage est assurée par un accompagnateur culturel de l'association. Initiation à l'histoire et à l'art de la Syrie est également inscrit au programme. Quatorze jours au bord de l'Euphrate. Prix : 7 640 francs transport et pension complète.

• Les Amis de l'histoire, 40, rue Blomet, 75015 Paris. Tél. : (1) 734-36-63.

Le Nil, du delta à la source

A la découverte de ce qui fut, jusqu'à une époque récente, le fleuve le plus mystérieux de la Terre. En voiture, en Land-Rover, en hélicoptère ! On part du Caire, puis on découvre Louxor, Assouan et Abou Simbel, avant de traverser la Nubie, le Djebel Karima, le désert de la Bayuda, puis de gagner Khartoum, où se rencontrent le Nil bleu et le Nil blanc, et où s'achève la première partie du voyage.

La deuxième étape conduit à Bujumbura, par Juba, les monts Marungu, le Nil Albert, les chutes de Kabelege (Murchinson), les lacs Mobutu et Kabale, les montagnes de la Lune, le Rwanda et le Burundi. Retour à Paris de Kigali. L'ensemble du voyage dure trente jours (départ le 5 février, 29 800 F) et peut être effectué en sens inverse (départ le 8 février). On peut également opter pour la moitié du circuit (15 800 F ou 16 850 F selon le sens).

• PEUPLES DU MONDE, 10, rue de Turin, 75004 Paris. Tél. : (1) 371-50-55.

Vacances studieuses

A ceux qui « veulent utiliser leurs loisirs intelligemment », le Club Renaissance propose, à per-

tir du 2 janvier et jusqu'au 29 juin, des séjours sous le soleil de Nabeul, en Tunisie. En plus de la vie en club (animation, jeux, sports, spectacles), il offre la pratique d'une ou deux activités parmi les cinq suivantes : anglais ou arabe, initiation à l'information, yoga, étude des civilisations avec visite des sites associés, artisanat chez l'habitant. Ces stages, d'une durée de quinze jours minimum et trente jours maximum, s'effectueront par demi-journées, cinq jours par semaine. Prix par personne : à partir de 3 100 F pour deux semaines.

• Club Renaissance, 54, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris. Tél. : (1) 233-51-28.

Football en Grande-Bretagne

En 1985, tous les clubs juniors de France sont invités à participer à un certain nombre de manifestations en Angleterre, au Pays de Galles, en Ecosse et en Irlande du Nord. But de l'opération : faire mieux connaître ce que la Grande-Bretagne peut offrir aux jeunes âgés de huit à dix-neuf ans, et leur proposer des occasions de prendre part à des festivals, de suivre des cours avec des entraîneurs britanniques et de se joindre à des tournées à travers tout le Royaume-Uni.

L'Office britannique de tourisme a publié une brochure « Football, tournées, tournées et

entraînement pour les jeunes en Grande-Bretagne, indiquant les possibilités d'inscriptions aux manifestations sportives et les coordonnées des écoles les plus renommées.

• Office britannique de tourisme, 6, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. : (1) 296-47-60.

L'Inde insolite

Outre de grands voyages classiques (dans la sous-continent indien et en Extrême-Orient) qui ont fait leur réputation, les amis de l'Orient proposent, pour 1985, deux voyages plus spécialisés et plus insolites, en compagnie de guides conférenciers de qualité. D'une part, du 22 janvier au 8 février, la traversée du Deccan : un voyage à travers le temps, au cœur de l'Inde, de la mer d'Oman au golfe du Bengale, à la découverte des monuments des anciennes capitales Calukya, des cités musulmanes de Bijapur, Bidar, Hyderabad et sa fabuleuse Golconde, puis de l'Orissa. Prix : 18 900 francs.

D'autre part, du 6 février au 24 février, une approche inhabituelle du Rajasthan à travers l'étude de la peinture rajpote, dans les musées et sur les murs des villages du Shekhavati. Avec, en plus, les cités de Chittor, Kota et Bundi. Prix : 16 370 francs.

• Amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : (1) 723-64-85 ou 720-33-09. Secrétariat ouvert tous les jours de 14 h à 18 h. Samedi de 10 h à 12 h.

VACANCES-VOYAGES

- Campagne**
VACANCES DE NOËL en ARDÈCHE
HOTEL LE MONARQUE**
LA LOUVESC Logis de France.
Rustique-Tennis-Disc-golf-Réveillon
stage informatique 22 et 23 décembre
et 27 au 30 décembre. Forfait pension et
cours. Tél. : (75) 67-80-44 et 06-05-30.
- Andorre**
FORFAIT SPÉCIAL SKI
HOTEL BELLEROC***
Pas de la Casa. Tél. 531.51. Alt. 2100 m.
A 100 m. pistes ski, 48 chambres doubles,
bains, confort. Du 6 janvier au 9 février.
Forfait semaine à partir de 770 F
(remontées et chambre).
ACHATS HORS TAXES.
- Côte d'Azur**
06500 MENTON
HOTEL DU PARC***
Tél. : (93) 57-66-66. Près mer, Centre
ville, Parking, Grand jardin. Cuisine
répétée. Déjeuner sur demande.
- Italie**
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère unique, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE.
Télex : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.
- Suisse**
CH 3962 - CRANS MONTANA
Vacances d'hiver idéales : soleil et sport.
L'HOTEL ELDORADO** offre site
magnifique, tout confort, cuisine fine,
variée, arrangements avantageux, surtout
en janvier et mars.
F. Boivin. Tél. : 19.41.27/41.13.33

- Montagne**
05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD - Tél. : (92) 51-03-31
Cl. + chalets 2 à 4 pers. Pension - Fond.
Juv. Mars de 370 à 600 F pers./sem.
- Provence**
ROUSSILLON - 84220 GORGES
Le petit hôtel de charme du Lubéron aux
portes de la Haute-Provence. Très grand
confort. Service attentif. Excellente
cuisine de femme et de marché. Dîner fin
aux chandelles pour le réveillon de
31 décembre. Invitation à l'épuration et
randonnées équestres. Week-end et
séjour.
MAS DE GARRIGON***
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

- Tourisme**
CÔTE D'AZUR, studios équipés 2 pers.,
1 sem., 1020 F, 4 sem., 2480 F. Parking.
Mer 600 m.
ROI SOLEIL, 153, bd Kennedy,
06400 ANTIBES. (93) 61-48-36.
- VERCORS 1106 m
Un Noël sympa et confortable au rythme
de la nature et du ski de fond.
Venez nous rejoindre.
LA SAUVAGINE - GRIMONE
26410 GLANDAGE (75) 26410
- HAUTE-SAVOIE
MONTRIOND-LE-LAC
74110 MORZINE
STATION DES PORTES DU SOLEIL
Meublés, lits, collectivités.
Prix accessibles. Déjeunés sur demande.
Renseignements : (50) 79-12-81

...soni converti de signifi
...le palmier. L'arbre par
Nicolas Guillen. La Hav
...on peut être un m
...Ecrivains et musiciens
...à se retrouver en un lieu
...Leat être un. Tant au r
...restaurant, aménagés à
...furd, une chapelle. C
...chasse d'un des plus fa
...bituels de la maison. L
...liste Louisa Gamon.
...dans le restaurant d'u
...qui le moment en l'ann
...amis ont hérité d'un
...richeur et de son gâche
...sa bon vieux temps, au d
...Ainsi va la Havane.
Ernest Hemingway a
habitué de la rue Temp
Il venait boire ici une bo
de la maison. Le loupes
Du rhum, du soda et
trouille de mortelle. Les p
succulent pour « Pope
l'écriture de deux an
Ses séjours à La-Ha
étaient également pour
s'écrire. Habitué au s
pour déguster un déjeu
Ernest, qui avait récu
meurt le Roi Louis, un
grande de ses Caraïbes.
les bouillottes et les
avait tiré ses deux
chests cubains, ses l
amoureux viciés.
L'effet de la nuit
la Havane. L'atmosph
que l'immense plaisir de
volation paré d'écrits
L'urbanisme typique me
ert à la Havane des Étes
Un décor ragoigneux
monument, à la gloire d
Marti, ses bœufs de bé
tant des manières et n
central de Paris comm
cubain et le palais fe
« Che », qui dirigeait
d'un bâtiment désolé
tout touriste de pass
La Havane se dit « L
u'il préfère la beauté
chambre d'hôtel. L'e
« éme » (c'est-à-dire
din. Sous les toiles et
végétation luxuriante d
un brulant spectacle de
rythme par la musique
cubaine. Une pureté
naïf dans la rue de la
cubain que le soleil ven
les Caraïbes à l'épous
forme. Des plantes de
et du rhum. Pas d'éc
deux pesos et bien l'éc
volution s'arrête. L'ev
postale de La Havane
débordent de « l'aura
valles de jeans et de f
parce de l'Amérique
contrôlé par la police.
Le long de la rue
conduit à Pinar-del-R
plantations de canne à
de tabac. La région la

France du bout du monde

DU 3 AU 21 DÉCEMBRE
SPECIAL BOU

Infos VACANCES 1985
Un atelier par semaine en septembre et octobre
consultez les pages
Evénements, projections, animations
du 18 au 21 décembre de 10h à 18h
du lundi au vendredi
8, rue de la Casse, Paris 1^{er} - Métro Palais National

150

سلافة الجاهل

ane



charmants patios offrent leurs bougainvillées fleuries et leurs plantes médicinales. Ici, comme là-bas, à Séville, on vit à l'intérieur, le visage tanné et le regard fiévreux. Protégé de la chaleur, de la lumière et des murmures confus de la rue. Le rêve assouvi. De ce quartier jaillit la cathédrale, massive. A ses pieds, une très belle place carrée et fermée par des palais coloniaux. Construit au dix-huitième siècle, l'édifice flanqué de deux grosses tours n'aurait pas déplié au Bernin. La façade débordé de colonnes, de frises, de niches et de rinceaux. L'exubérance baroque. A travers les brumes de l'encens apparaissent, visages émoussés et regards d'aigle, le gouverneur de l'île et ses capitaines. Les dignes bagués, une épée de Toïde au côté. Une élégance louche. Ce monument abrita, dit-on, les restes de Christophe Colomb, qui, depuis, auraient pris la route de l'Espagne...

Avec la plaza de Armas, La Havane possède sa plaza mayor. La sensualité des Caraïbes. L'imposante résidence des capitaines-généraux - aujourd'hui musée municipal - domine la place. Du balcon, les fils de Castille regardaient manœuvrer les troupes. Cocotiers, bananiers et papayers agrémentent le patio où a été placée une statue de Christophe Colomb. Arcades et galeries nuagées conduisent le visiteur vers le salon de réception, la salle du trône et le salon des glaces. Meubles en acajou. Les capitaines-généraux savaient vivre.

Face à cet édifice, de l'autre côté de la place, adossé au port, voici « El Temple », élevé à l'endroit même où, selon la légende, fut célébrée la première messe à Cuba. A l'intérieur du petit temple, trois grandes peintures de Jean-Baptiste Vermy qui représentent la cérémonie. Une urne en pierre posée à même le sol renferme les restes de l'artiste français, créateur de l'école des beaux-arts de l'île.

Après cette belle ballade dans le vieux La Havane, une halte s'impose à la Bodeguita del Medio (1), un restaurant situé à proximité de la cathédrale et un des rendez-vous de la bohème internationale. Un bar, un couloir, une salle avec une quinzaine de tables en bois. On déguste ici le traditionnel moros y christianos (2). Le repas est animé par trois guitaristes qui chantent l'aventure quotidienne, la gloire de Fidel et, peu rancuniers, celle de l'Espagne avec le célèbre Viva España. Les murs

sont couverts de signatures et de poèmes. Lancée par le poète Nicolas Guillen, la Bodeguita a un petit côté montmartrois. Ecrivains et musiciens aiment à se retrouver en ces lieux où il faut être vu. Tout au fond du restaurant, suspendu au plafond, une chaise. C'est la chaise d'un des plus fidèles habitués de la maison, le journaliste Leandro Garcia, disparu dans le naufrage d'un navire qui le menait en Europe. Ses amis ont décidé d'attendre son retour et de lui garder, comme au bon vieux temps, sa chaise... Ainsi va la Bodeguita.

Ernest Hemingway était un habitué de la rue Empedrado. Il venait boire ici une spécialité de la maison, le fameux mojito. Du rhum, du soda et de la feuille de menthe. Un cocktail succulent pour « Papa » entre l'écriture de deux chapitres. Ses séjours à La Havane étaient également ponctués de sérieuses haltes au Floridita pour déguster un daiquiri. Don Ernesto, qui lisait régulièrement le Roi Lear, aimait la grande île des Caraïbes. Après les boxeurs et les toreros, il avait trouvé ici, avec les pêcheurs cubains, ses dernières amitiés viriles.

Est-ce l'effet du mojito bu à la Bodeguita? Toujours est-il que l'immense place de la Révolution paraît froide et triste. Un urbanisme rigide mal intégré à la chaleur des Tropiques. Un décor rapporté avec son monument à la gloire de José Martí, ses blocs de béton abritant des ministères et le comité central du Parti communiste cubain et le portrait géant du « Che » qui dégringole le long d'un bâtiment officiel. Enfin, tout touriste de passage à La Havane se doit d'assister à une soirée au Tropicana (sauf s'il préfère la lecture dans sa chambre d'hôtel). Un cabaret « énorme » installé dans un jardin. Sous les étoiles et dans la végétation luxuriante de l'île, un brillant spectacle coloré et rythmé par la musique afro-cubaine. Une parenthèse originale dans la vie de la capitale eubaine qui, la nuit venue, joue les Genève à l'époque de la Réforme. Des plumes, de la cuisse et du rhum. Pas vulgaire pour deux pesos et bien ficelé. La révolution s'amuse. Une carte postale de La Havane d'il y a vingt-cinq ans quand la ville débordait de « boîtes », de salles de jeux et de filles. Le lupanar de l'Amérique centrale contrôlé par la pègre.

Le long de la route qui conduit à Pinar-del-Rio, des plantations de canne à sucre et de tabac. La région la plus oc-

cidentale de l'île est surtout connue pour sa production de cigares. Christophe Colomb, qui a découvert l'île, écrit dans son journal : « Les Indiens ne se déplacent pas sans un tison à la main et sans les herbes dont ils ont l'habitude de goûter le parfum ». La Nouvelle-Philippine était le nom original de ce territoire qui a commencé à se peupler dans la seconde moitié du dix-septième siècle. A une vingtaine de kilomètres de Pinar-del-Rio, voici la vallée de Viñales, le cœur de la sierra de los Organos. Un des plus beaux sites de Cuba. Une succession de gros mamelons rocheux posés le long des champs de tabac. Les grottes abondent dans les collines environnantes. Une des plus visitées est la « grotte de l'Indien » située près de l'hôtel Rancho San Vicente. Une rivière se faufile entre les parois de la caverne. Des barques et des bateaux plats à moteur attendent le visiteur. Une promenade singulière dans les entrailles d'une colline où vécutent les premiers habitants de l'île.

Si le voyageur s'égare sur une route, il lui suffit de demander son chemin à l'un de ces nombreux cavaliers, cheval blanc et ébèpeau de paille, qui trottent le long de la voie. Image insolite de ce conducteur stoppé sur le bas-côté de l'autoroute et interrogeant ce cavalier arrêté au bord de l'asphalte. Peu fréquentes, les stations-services sont à elles seules un spectacle avec leurs antiques Chevrolet bleues et leurs Pontiac roses, toutes cabossées, qui attendent sagement devant les pompes.

Comment ne pas s'arrêter longuement à Trinidad, qui fut l'une des cités les plus riches des Antilles. Le souvenir de Diego Velasquez et de Cortes. L'odeur et le charme du Vieux Monde. Les ruelles étroites et désuètes, noyées de soleil, sont toujours pavées avec les cailloux de l'époque. Les petites maisons colorées s'ordonnent autour de patios chatoyants. Dans les jardins, palmiers et plantes tropicales. Près du couvent de San Fernando, il faut visiter le musée romantique. Il est ouvert dans la superbe demeure de Nicolas de la Cruz y Brunet, où le temps s'est arrêté. La vie quotidienne et fastueuse d'un aventurier de Castille que le roi vient d'annuler. Lit à baldaquin, porcelaine de Saxe et faïence bleuâtre. Des escaliers pour servir le maître. Trinidad mérite une longue flânerie. Grandes grilles en fer forgé aux fenêtres, portails mauresques et murs couverts de bougainvillées. Les derniers murmures de l'époque coloniale.

Mais voici hors des chemins du passé l'autre visage de Cuba. Les slogans à la gloire du socialisme et de l'Union so-



Les deux visages de Cuba, ou le centralisme démocratique vécu au jour le jour sous les cocotiers.

viétique, et hostiles à l'impérialisme, inscrits en lettres géantes sur les bas-côtés des routes. Les comités de défense de la révolution, omniprésents dans les villes et les villages. La construction d'une des tours les plus hautes de La Havane pour abriter les bureaux du COMECON. L'image de Lénine, em-

mitouffé dans son vieux manteau, affichée dans tous les entrepôts où l'on roule les cigares. Bref, le centralisme démocratique vécu au jour le jour sous les cocotiers. Prêt à l'exportation. Une autre vision de l'île. A voir. A moins de préférer la plage ou les belles sur-

prises que réservent La Havane et Trinidad. JEAN PERRIN.
(1) 207, rue Empedrado.
(2) Riz, haricots secs, pois, lard et porc.
JUMBO propose un circuit des villes coloniales de Cuba, au volant d'une voiture de location. Neuf jours (sept nuits) de \$ 010 à \$ 810 F. Demi-pension. Tous les soirs, l'hôtel est réservé.
JUMBO, 19, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : (1) 705-01-95.

Football en Grande-Bretagne... Appel à l'attention des touristes...

France du bout du Monde par anit agence nationale pour l'information touristique. DU 3 AU 21 DÉCEMBRE SPECIAL DOM-TOM. Appelez INFO-VACANCES (1) 260 37 38. Un service permanent de conseils et d'idées vacances en France. Expositions, projections, documentations jusqu'au 10 janvier de 9h30 à 18h30, du lundi au vendredi, 8, av. de l'Opéra, Paris 1er. (Métro Palais Royal)

1 000 FERME, VILLAS ET CHATEAUX A LOUER EN TOSCANE. Pour des vacances de soleil, culture et qualité, consultez le catalogue CUENDET (230 pages en couleurs), presque un guide touristique décrivant minutieusement chaque demeure avec des photos intérieures et extérieures, inventaire garanti, etc. Pour acheter le catalogue (25 F) et réservations : DESTINATION TOSCANE 7, rue du Pâleau, Paris (1er) - Tél. : 233-38-16

Shopping, famille, affaires... LOUEZ VOTRE PIED-A-TERRA A PARIS pour quelques jours ou quelques semaines. ORION 2 Résidences : Les Halles ou Pont de Neuilly Studios ou 2 pièces tout équipés tous renseignements : Locations ORION 39, rue de Surène 75008 Paris - Tél. (1) 266.33.26 - Téléc 690 133

L'Afrique du Sud C'est l'Afrique. Et ce n'est pas l'Afrique. De prime abord, c'est en Afrique puisque c'est la pointe sud du continent africain. Mais ce n'est pas tout. Comme au cœur de l'Afrique, on y trouve de vastes réserves d'animaux sauvages, des plaines infinies bornées de montagnes grandioses. Des déserts, des savanes arides cloyent de vertes forêts. Des rivières douces, un ciel toujours bleu. Une multitude de tribus, de coutumes, de cultures différentes. Une nature absolument vierge. L'Afrique du Sud, c'est l'âme de l'Afrique. Sauvage. Sensuelle. Sompueuse. Comme elle. En 1652, les Hollandais arrivèrent. Avec leur architecture. Puis les Anglais. Avec leurs traditions. Les Allemands, avec leur culture. Les Français, quant à eux, apportèrent l'art du vin. Une civilisation aux multiples facettes se développa. Le Cap était né. En 1871, des diamants furent découverts à Kimberley. Quinze ans plus tard, de l'or à Johannesburg. Avec les chercheurs de fortune, fleurit cette ambiance de prospérité qui est l'un des charmes du pays. Maintenant, fermez les yeux et imaginez. Une contrée qui s'étend de l'Atlantique à l'Océan Indien. Trois mille kilomètres de littoral. Des plages dorées. Des mers de fleurs. De riches métropoles, aux nuits brillantes et arborées. De luxueuses boutiques de mode et de nombreux restaurants gastronomiques. Une population cosmopolite. Tout un monde de traditions linguistiques et culturelles. Tout un monde rassemblé dans un pays. Unique. L'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud. Un monde en un seul pays. Demandez le Recueil des Voyages en Afrique du Sud et une documentation générale South African Tourism Board, 6, Bd. de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261-8230, Téléc 230050.

50

La rentrée de Claude Santelli

Le réalisateur des « Cent livres » reste fidèle aux classiques.

LA célébration, en 1984, de l'année Diderot et celle, l'an prochain, de Victor Hugo anront eu au moins le mérite de mettre un terme à la retraite plus ou moins volontaire d'un des « grands » du petit écran : Claude Santelli. De longue date, il souhaitait monter Jacques le Frotteur pour la télévision, tant sont grandes sans doute les affinités du plus pédagogue des réalisateurs avec le père de l'Encyclopédie (lire notre article sur cette émission ci-dessous). Depuis « Le théâtre de la jeunesse » — avec ses quarante-trois émissions entre 1960 et 1966 — et « Les cent livres », sans même parler du reste, personne n'ignore le nom de Claude Santelli, voire son visage buriné que dévoilent des yeux brûlés par la passion. Il célébrera d'ailleurs ses trente ans de télévision l'an prochain.



trois ans dans des secteurs comme le livre ou le théâtre, mais pour ce qui est de l'avenir de l'audiovisuel, avec ses rendez-vous prochains — le lancement du satellite dans deux ans, par exemple, — on ne voit pas où est l'élan, le ferment.

projet global pour tenter d'en canaliser les effets ? L'intelligence continue de mépriser la télévision comme ne peuvent dispenser qu'une sous-culture. Si l'on considère en outre que les coûts de production constituent le problème numéro un de toutes les télévisions du monde et que le prix payé par le téléspectateur est dérisoire (1), il est fol que les directeurs de chaîne manquent régulièrement de crédits

pour produire un volume convenable d'œuvres de création », admet Claude Santelli, qui souligne en outre « l'organisation étrange de la maison [il s'agit du service public de l'audiovisuel] où les ingénieurs sont séparés des créateurs. Enfin, certains croient que le salut réside dans les coproductions, système économiquement justifiable, mais qui n'est pas sans danger par rapport aux valeurs culturelles et artistiques qu'on peut en attendre ».

personnels ne constituent pas pour autant la réponse-type au problème de la création. Depuis trente-cinq ans que la télévision existe en France, le goût du public a déjà changé. Il risque d'évoluer beaucoup plus vite encore avec la montée des jeunes, élevés au biberon de l'électronique et du synthétiseur d'images, préférant le choc des flashes de la Guerre des étoiles aux chromos bucoliques d'une nouvelle de Mau-

passant. La controverse actuelle sur la création à la télévision est au centre de ce dilemme. Quelle autorité responsable prendra l'initiative de provoquer rapidement une large confrontation sur le sujet ?

CLAUDE DURIEUX.

(1) La redevance représente entre 0,94 F et 1,75 F par jour et par récepteur (trois personnes en moyenne).

Vu pour Vous

Vous avez dit gros ?

FR3 edore la série de cinq minutes, décidément. En voici une nouvelle, assez plaisante. Le thème : être gros.

Raoul Mille est écrivain (les Chiens ivres, la Ballade du dinosaure...). C'est lui, qui a publié en 1978 Gros et heureux de l'être. Raoul Mille est, comme on dit, enveloppé, c'est-à-dire qu'il est rond, qu'il a une petite panse, des joues remplies par les gâteaux de son enfance; derrière des lunettes rondes corcées, l'œil est gourmand.

On est gros comme on est juif, dit-il, dans le regard des autres. Raoul Mille a décidé, non pas qu'il n'était pas gros mais qu'il n'était pas coupable. Pour lui, l'obsession de la minceur, le culte du corps avec gymnastique, jogging, etc., est une nouvelle forme de tyrannie, une religion avec ses prosélytes, ses

fanatiques. « Que les maigres restent maigres et que les gros, s'ils le désirent, restent gros... » Raoul Mille sait raconter de manière très personnelle ses souvenirs, les odeurs du poulet, du soufflé, des gâteaux le dimanche, le rapport du gros avec la séduction (le gros, c'est l'ami, le confident, plutôt que l'ami, l'ami), la visite médicale, le mariage... Il analyse impitoyablement le société qui juge, et, prenant leçon sur d'autres minorités, il revendique : « Fat's beautiful ». Trois minutes chaque soir, pour convaincre, Raoul Mille est une sorte de résistant.

CATHERINE HUMBLLOT.

★ Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure », FR3, du lundi 17 décembre au vendredi 4 janvier, vers 22 h 40.

Rions !

« Le bonheur arrive chez ceux qui rient ». Ce dicton japonais, Daniel Costello l'a mis en exergue à son Histoire du rire, série, en six épisodes, qu'il a réalisée avec la collaboration de Nadine Lermite. Tout le monde ne rit pas au même moment. Pour imposer la rita est, après tout, chose personnelle. L'essentiel est de trouver des occasions. Celle-ci est à saisir. Retour lorsqu'on sait que les Français rient de moins en moins. Des statistiques sociologiques affirment, notre capacité à rire évolue en peau de chagrin : six minutes par jour, aujourd'hui, contre dix-sept en 1936.

Reconter le rire, sa naissance, sa progression, ses transformations au fil des siècles : Daniel Costello a dû choisir parmi un « zilliar » de mètres de pellicules, dit-il, faire des reconstitutions, inventer

des entretiens « exclusifs » avec Dieu, Adam, Bergson... Le résultat est quelque fois décevant, certaines reconstitutions sonnent un peu faux. Du moins à en juger à travers les trois épisodes que l'on a vus. Mais quel plaisir de revoir des extraits de films des Marx Brothers, de Buster Keaton, de Chaplin l'on s'esclaffe, aussi, à découvrir Fernand Reynaud dans son sketch « La marche du régiment », Jacques Tati mimant un match de foot. Guy Bedos et Sophie Dumier, Raymond Devos et tant d'autres. Sans parler d'un « Cheriot japonais », daté de 1928, que l'on découvre avec ravissement. Toute cette affaire se termine de manière surprenante. Rira bien qui rira le dernier !

ANITA RIND.

★ Histoire du rire », TF 1, à partir du vendredi 21 décembre, à 22 heures (50 à 54 mn).

Western dialectique

N plus ni moins, le monde est comme à son habitude peuplé de gens de toutes sortes : des coquins, des malins, des hurluberlus ou des ingénus, mentiment seigneur. A 8 heures, vous menez une douce vie d'éducation, quelques instants plus tard, vous vous retrouvez à terre, victime des fureurs du tonnerre. Fortune de la vie qui est le lot de ceux qui eurent le malheur ou le bonheur de naître. Qu'importe ! Soyons tout compte fait fataliste et suivons les aventures et mésaventures de Jacques le Fataliste et son maître. Son petit cousin, le Neveu de François, s'est tu et laisse place à son créateur Denis Diderot, incarné à l'écran par un François Périer toujours aussi éloquent. De quoi s'agit-il ? Bien sûr du voyage de deux individus de par le monde, deux bougres qui entretiendraient des rapports de pouvoir mais surtout d'amitié. Il s'agit aussi de réalité et de fiction. Sommes-nous bien sur terre ou sommes-nous les personnages de papier de l'immense roman de la vie,

reflet miroitant du livre des rêves ? L'adaptation signée Claude Santelli : un peu longue mais très honnête, parfois même fastueuse, en tout cas fort sympathique, comme les deux balades qu'il met en scène. Conçu comme une série de tableaux-sketches sensés représenter les principales étapes d'un périple initiatique, insolent et insolite, terriblement réel ou légèrement exotérique, cette mise en scène joue complètement le jeu du livre. C'est en quelque sorte un western dialectique, interprété avec toute la frivolité voulue par trois acteurs superbes, Guy Tréjan (le maître), Patrick Chesnais (Jacques) et François Périer, qui pourrait réciter l'annuaire téléphonique sans nous ennuyer une seconde. L'ensemble est magnifié par les sons métalliques d'un clavecin tempéré.

MARC GIANNESINI.

★ Jacques le Fataliste et son maître, A2, mercredi 19 décembre, 20 h 35 (120 minutes).

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 16 DÉCEMBRE

L'Ultime attaque ■ Film anglais de Douglas Hickox (1979), avec B. Lancaster, P. O'Toole. TF 1, 20 h 35 (110 mn).

En janvier 1879, le haut commissaire anglais au Natal fait envahir le territoire de la nation zouloue. Ce film très spectaculaire, dénoncé, sans ambiguïté, l'impérialisme britannique en Afrique du Sud et reconstitue la sanglante bataille d'Isandhvana où, par la faute d'un général orgueilleux et mauvais stratège (Peter O'Toole est tout un symbole), de jeunes soldats se firent massacrer.

Jet Pilot

Film américain de Josef von Sternberg (1951), avec J. Wayne, J. Leigh (v.o. sous-titré). FR 3, 22 h 30 (110 mn).

Colonel dans une base américaine de l'Alaska, John Wayne s'éprend de Janet Leigh, femme pilote russe venue là, prétend-elle, pour choisir la liberté. Réalisé en 1951, ce film ne sortit qu'en 1957, remanié par le producteur Howard Hughes. Distribué en France sous le titre, Les espions s'amuse, Sternberg a renié cette comédie d'espionnage non conforme à son propos original. Et pourtant, il y a là, d'une façon fantasmatique, un jeu de rapports masculin-féminin rappelant ceux de Victor McLaglen et Marlene Dietrich dans Agent X 27.

LUNDI 17 DÉCEMBRE

Les Nerfs à vif ■ Film américain de Jack Lee Thompson (1962), avec G. Peck, R. Mitchum. TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Sorti de prison après une peine de huit ans pour vol, un séduisant veut se venger de l'avocat qui l'a fait condamner, en s'attaquant à sa femme et à sa fille. Beaucoup de ficelles dans un suspense qui met, pour de bon, les nerfs à vif. Mais en fonctionnaire du

mal » posant ses pièges, Mitchum est réellement diabolique.

Tout feu tout flammes

Film français de Jean-Paul Rappeneau (1981), avec Y. Montand, I. Adjani. FR 3, 20 h 35 (105 mn).

Une jeune femme moderne, énergique, sortie de Polytechnique, assurent des responsabilités d'homme, est aux prises avec un père aventurier resurgissant après des années d'absence pour se fonder dans un coup pas possible. Intrigue de comédie, étude psychologique, on reconnaît la perte de Rappeneau, Montand cabotine un peu. Isabelle Adjani joue, très subtilement, un rôle à transformations.

MARDI 18 DÉCEMBRE

Le Perrain - 2^e partie

Film américain de Francis Ford Coppola (1974), avec Al Pacino, R. de Niro. A2, 20 h 40 (185 mn).

Chronique de la deuxième génération de la Mafia américaine transmise de souvenirs du passé où Robert de Niro reprend le rôle tenu par Mario Brando dans le premier Perrain (1972). On risque de se perdre si l'on ne connaît pas déjà la généalogie de la famille Corleone. En fait, c'est un autre film à dimension socio-politique, un film ambitieux et complexe, avec morceaux de bravoure, scènes intimes et Al Pacino en potentat du gangstérisme.

Le Vegabond des mers

Film américain de William Keighley (1953), avec E. Flynn, R. Livesey. FR 3, 20 h 50 (90 mn).

Au XVII^e siècle, un gentilhomme écossais rallié à la cause des Stuart, vaincu et prosaïque, devenu filibustier, se croit traîné par son frère et veut se venger. Adaptation très libre du Maître de Ballantrae, de R. L. Stevenson, dominée par Errol Flynn, héros encore flamboyant.

La Carevane héroïque

Film américain de Michael Curtiz (1940), avec E. Flynn, M. Hopkins (v.o. sous-titré, N.). FR 3, 23 h 11 (110 mn).

Et voilà Errol Flynn à la grande époque de Warner Bros. Mythologie de l'Ouest, plus mythologie de la guerre de Sécession. Randolph Scott en frère ennemi, Bogart bandit de grands chemins, Miriam Hopkins espionne sudiste et fille de saloon au grand cœur. L'aventure au galop.

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

Un jour aux courses

Film américain de Sam Wood (1937), avec les Marx Brothers, M. O'Sullivan (v.o. sous-titré, N.). FR 3, 22 h 20 (105 mn).

Comme pour Une nuit à l'Opéra (grand succès commercial), le délire des frères Marx fut, ici, contrôlé par Irving Thalberg, directeur de production de la M.G.M., et par le réalisateur Sam Wood. On est, certes, loin du pur « marxisme » de Soupou ou canard (1933) mais Groucho, vétérinaire escroc se faisant passer pour un grand médecin, Chico bookmaker, Harpo jockey et cesseur de piano, font régner la folie douce dans une intrigue dont les conventions s'effacent lorsqu'ils apparaissent.

JEUDI 20 DÉCEMBRE

Sous le plus grand chapiteau du monde

Film américain de Cecil B. de Mille (1952), avec B. Hutton, C. Wilde. A2, 20 h 35 (155 mn).

Pastoureaux et baroque mise en scène de l'univers d'un cirque américain à plusieurs pistes, où le spectacle est roi, où les rivalités et les passions débordent parfois des coulisses. Parades ruilantes, belles, numéros de trapèze et de dressage d'animaux, foule de figurants, consultation de vedettes, accident de

chemin de fer, le tout en technicolor bariolé. Cecil B. de Mille avait un génie d'imagier et le goût du grandiose. De quoi être sidéré !

Barabbes

Film italien de Richard Fleischer (1962), avec A. Quinn, S. Manganò. FR 3, 20 h 35 (130 mn).

Le curieux destin du voleur libéré à la place de Jésus de Nazareth et dont le vie aventureux fut marqué par le tragédie du Golgotha. Tiré d'un roman de Par Lagerkvist (prix Nobel de littérature 1951), ce film historique un peu appliqué se distingue par le performance d'Anthony Quinn.

VENDREDI 21 DÉCEMBRE

Flash Gordon

Film américain de Filmation Associates (1979). A2, 14 h 50 (90 mn).

Exploits de Flash Gordon (Guy l'Eclair) sur le planète où règne le tyran Ming. Une célèbre bande dessinée transformée en dessins animés, fantastiques.

La Prisonnière du désert

Film américain de John Ford (1956), avec J. Wayne, J. Hunter (v.o. sous-titré). A2, 23 h (115 mn).

Pendant des mois, des années, un Texan, ancien combattant de la guerre de Sécession, recherche sa nièce qui, enfant, fut emmenée par des Comanches après le massacre de sa famille. Ford a brassé, avec une profonde humanité, les grands thèmes du western, s'est élevé contre le racisme et la folie des guerres indiennes, fait de John Wayne (admirable) un homme moral et obéissant par la vengeance, découvrant, pourtant, au bout de sa route, que l'amour est plus fort que la haine. L'errance du Sudiste muré en lui-même à trois dimensions : historique, sociologique, psychologique. La fluidité de l'écriture cinématographique conduit à la méditation.

■ A VOIR
■ GRAND FILM



Totalement British !

Ce peut paraître lassant à la fin de s'exhilarer sur la télévision anglaise, mais, que voulez-vous, ce n'est pas notre faute si les Anglais tiennent les premiers, que ce soit dans les documentaires ou les fictions. Un Anglais à l'étranger, de John Schlesinger est un de ces films à la mise en scène efficace, pur produit d'un professionnalisme sans faille, qui reflète les prix dans les festivals. Le film, totalement britannique, d'un humour irrésistible, a soulevé l'enthousiasme de tout le monde à Trieste cette année au prix Italia (où il a remporté le prix de la critique internationale).

Est-ce que vous vous souvenez de Guy Burgess, cet ancien diplomate anglais qui avait soudainement disparu en 1951. Quel scandale quand on avait appris qu'il était passé à l'Est ! Le film de John Schlesinger est l'histoire vraie, reconstituée de la rencontre du célèbre espion avec la comédienne Coral Brown. Burgess l'avait secrètement contactée à Moscou, après la représentation de Hamlet, par le Old Vic Company pour lui demander... de renouveler sa garde-robe usée.

C'est d'une perfidie terrible, plein de méchanceté dans tous les sens, d'une partialité éhontée, d'un humour typiquement anglais... jusqu'au bout des ongles. Alan Bates, dans le rôle de Burgess, conjugue la brutalité et le charme (magistral) et Coral Brown, dans son propre rôle, est une roussie adorable.

CATHERINE HUMBLLOT. * Un Anglais à l'étranger, dimanche 16 décembre, 1 h 55, 55 mn.

Flash d'information chaque jour, de lundi au samedi à 13 h, 17 h 55 et 20 h, le dimanche à 11 h, 13 h, 17 h 55 et 20 h 55, le soir après les films. Les programmes en gras sont décodés.

SAMEDI 15 DÉCEMBRE

7.25 Raffaella Cara. 8.15 Soap. 8.45 Gym à Gym. 9. Jacky Chan, film de Lo Wei (karaté). 10.35 A nos amours, film de M. Pialat (drame). 12.10 Cabou Cadin (Gil et Jo). 12.35 Les quatre filles du Dr March. 13.5 Jeu. 13.30 Cabou Cadin (Les Minipouss, Benji). 14.20 Jean Carmet et le piéton géoprotecté. 15.15 Hill street blues. 16.5 Football américain. 17.30 Concert rock. 18.15 Issey Miyake. 19.15 Spécial Tous en scène. 20.30 L'Australienne. 21.20 France Gall. 22.20 Le radou d'Olivier. 23. Tendres cousines, film de D. Hamilton (erotique) 0.35 Que le spectacle commence, film de S. Fosse (comédie). 2.30 Autopsie d'un meurtre, film d'O. Preminger (suspense). 5.10 Cauchemars à Daytona Beach, film de R. Scavolini (horreur).

DIMANCHE 16 DÉCEMBRE

7. Tous en scène. 7.40 Chroniques nomades. 8.40 Cabou Cadin (Sherlock Holmes). 9.5 Paul et les dygotes. 9.25 Mister T. 9.50 Les quatre filles du Dr March. 10.10 Benji. 10.40 Gym à Gym. 11. Le père Noël est une ordure, film de Jean-Marie Poiré (comédie). 12.50 Dessin animé. 13.25 L'Australienne. 14.15 Soap. 14.35 Batman. 15.6 Robin des bois. 16.50 Ingrid Bergman. 17.45 Top 50. 19.15 Club de la presse. 20.30 L'Amour nu, film de Y. Bellon (drame psychologique). 22.10 Le grand frère, film de F. Girod (policier). 0.5 Paradis pour tous, film d'A. Jessua (comédie fantastique). 1.55 Un Anglais à l'étranger.

LUNDI 17 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. Le grand frère, film de F. Girod (policier). 10.50 Jacky Chan, film de Lo Wei (karaté). 12.25 Dessin animé. 12.30 Batman. 13.5 Jeu. 13.30 Isaura. 14.10 France Gall. 15. L'homme au katana. 15.50 Issey Miyake. 16.40 Hill street blues. 17.30 Cabou Cadin (les Minipouss). 18.5 Surtout l'après-midi. 18.45 Rue Carnot. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Family rock, film de J. Pinheiro (comédie). 21.55 Sports. 22.55 Football américain. 0.55 Tendres cousines, film de D. Hamilton (erotique).

MARDI 18 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. L'Australienne. 9.45 Ingrid Bergman. 10.40 Family rock, film de J. Pinheiro (comédie). 12.25 Dessin animé. 12.30 Cabou Cadin (Paul et les dygotes). 13.5 Jeu. 13.30 Rue Carnot (et à 18.45). 14. Cabou Cadin (Max Romana). 14.20 Sherlock Holmes. 14.45 Paul et les dygotes. 15.5 Mister T. 15.30 Les 4 filles du Dr March. 16. L'Australienne. 17.15 Rock concert (et à 2 h 10). Herbie Hancock. 18.5 Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Hill street blues. 21.15 Soap. 22. Paradis pour tous, film de A. Jessua (comédie fantastique). 23.50 Tous en scène. 0.35 Cauchemars à Daytona beach, film de R. Scavolini (horreur).

MERCREDI 19 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. Cabou Cadin (Les Minipouss ; Benji 9.45 Gil et Jo). 10.15 Sur la piste du bison blanc. 11.5 France Gall. 12.5 L'homme au Katana. 13.5 Jeu. 13.30 Rue Carnot (et à 18.45). 14. Cabou Cadin (Max Romana). 14.20 Sherlock Holmes. 14.45 Paul et les dygotes. 15.5 Mister T. 15.30 Les 4 filles du Dr March. 16. L'Australienne. 17.15 Rock concert (et à 2 h 10). Herbie Hancock. 18.5 Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Hill street blues. 21.15 Soap. 22. Paradis pour tous, film de A. Jessua (comédie fantastique). 23.50 Tous en scène. 0.35 Cauchemars à Daytona beach, film de R. Scavolini (horreur).

JEUDI 20 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. Les babas cool, film de F. Leterrier (comédie). 10.20 La chambre des tortures, film de R. Corman (horreur). 11.35 Rock concert. 12.30 Cabou Cadin (Benji). 13.5 Jeu. 13.30 Rue Carnot (et à 18.45). 14. Next stop, Greenwich village, film de P. Mazursky (comédie dramatique). 15.45 A nos amours, film de M. Pialat (drame). 17.20 Dessins animés. 17.35 Cabou Cadin (les 4 filles du Dr March). 18. Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.30 Un tueur dans la ville, film de A. Mastroianni (policier). 22.5 L'Amour nu, film de Y. Bellon (drame psychologique). 23.45 Tous en scène. 0.30 Family rock, film de J. Pinheiro (comédie). 1.45 Robin des bois.

VENREDI 21 DÉCEMBRE

7. 7/9 M. Denisot. 9. Next stop, Greenwich village, film de P. Mazursky (comédie dramatique). 10.45 Issey Miyake. 11.40 Hill street blues. 12.30 Soap. 13.5 Jeu. 13.30 Rue Carnot (et à 18.45). 14. Le père Noël est une ordure, film de J.-M. Poiré (comédie). 15.25 Jacky Chan, film de Lo Wei (karaté). 17.25 Dessin animé. 17.30 Cabou Cadin (Mister T). 18.5 Surtout l'après-midi. 19.15 Tous en scène. 20.5 Top 50. 20.28 Championnat de France de football. 22.20 Laurel et Hardy sous les verrous. 23.45 Tous en scène. 0.35 Cauchemars à Daytona beach, film de R. Scavolini (horreur). 2.5 L'Amour nu, film de Y. Bellon (drame psychologique). 3.45 Tendres cousines, film de D. Hamilton (erotique). 5.10 Un tueur dans la ville, film de A. Mastroianni (policier).

Table with 3 columns: Channel (Télévision Française 1, Antenne 2, France Régions 3, Périphérie), Day (Saturday 15 Dec, Sunday 16 Dec), and Program Schedule (8.30 Journal, 9.00 Téléforme, etc.)

Lundi 17 décembre. Cinéma: les Nerfs à vif. Cinéma: Tout feu tout flamme. Includes a cartoon illustration of a man with a large head.

Handwritten text: 'Chp 11 de 150'

السنة الثالثة

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS SAMEDI 15 DÉCEMBRE 1984 VII

Dimanche 16 décembre

Lundi 17 décembre

Mardi 18 décembre

Mercredi 19 décembre

11.15 TF1 Vision plus. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : le jeune Fabre. 12.30 La boutique à la mer. Invité de la semaine : Daniel Guichard. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vue. Série : La petite maison dans la prairie; 14.45 Aurochs-ours; 15.00 Reprise : Sept sur sept (diffusé le 16 décembre); 15.55 La maison de TF 1; 17.25 Aventures inattendues : Des souris et des hommes ou l'acorné inattendu. 17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série : Danse avec moi. 18.35 Émissions régionales. 19.15 Émissions d'expression directe. F.O. et formation politique; P.S. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : les Nerfs à vif. Film de Jack Leo Thompson. 22.15 Étoiles et toiles. Émission de Frédéric Mitterrand et Martine Juando. Portrait de Nastassja Kinski interviewée en compagnie d'A. Konchalovski, le metteur en scène de Maria's Lovers; le cinéma du diable : sorcières, possession, avec Bunuel, Polanski, Lubitsch. 23.10 Journal. 23.20 Tennis : Finale de la Coupe Davis (résumé). 23.50 C'est à lire. 23.55 Clignotant.

11.15 TF1 Vision plus. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : le jeune Fabre. 12.30 La boutique à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vue. Série : La petite maison dans la prairie; 14.45, Ces chiens disparus : Louis Jouvet; 14.55 Documentaire : un rêve d'adolescent; 15.50 Les choses du mardi : les plaisirs de la table; 17.20 Histoire naturelle : savoir chasser avec son chien. 17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série : Danse avec moi. 18.35 Tifi, s'il te plaît, raconte-moi une puce. Magazine de l'informatique. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 L'Odyssée sous-marine de l'équipe du commandant Cousteau. Clipperton : île de la Solitude, petit atoll perdu au large d'Acapulco dans le Pacifique. L'équipe du commandant explore les eaux chargées de débris organiques en décomposition. 21.35 Centre-enquête. Magazine des faits divers de Anne Hoeng. Un fox peut rapporter gros : le sais; Enquête sur la vie du prince Rainaldo di Sangro. 22.30 Documentaires : les couleurs de la musique. Émission de Brigitte Massin. Au sommaire : un reportage sur les carillons de Douai, les cadeaux de Noël; les percussions de Strasbourg; des extraits d'opéras et de concerts. « La Vie parisienne » mise en scène par Jean-Louis Barrault en 1967. 23.00 Journal. 23.20 Coupe Davis (résumé). 23.40 C'est à lire. 23.45 Clignotant.

11.15 TF1 Vision plus. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilleton : Arnold et Willy. 12.30 La boutique à la mer. 13.00 Journal. 13.40 Vitamine. Les Trois mousquetaires : pourquoi, comment : les petits creux de Loula; Gigi; Vitaboum; Dessins animés... Microclube. Magazine de l'informatique. 16.50 C'est super. 17.10 Hip-hop, magazine des nouvelles dames avec Sidney. 17.25 Jack spot. 17.50 Journal. 18.00 Des jouets par milliers. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série : Danse avec moi. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Cocoricocoboy. 19.55 Tirage du Tac-o-tac. 20.00 Journal. 20.27 Tirage du Lotu. 20.30 Partons France avec M. Laurent Fabius, premier ministre. 20.45 Série : Dallas. Sue Ellen, renversée par une voiture, transportée d'urgence à l'hôpital, reçoit la visite du ténébreux J. R. 21.45 Documentaire : Portrait imaginaire de Gabriel Bories. Émission de Claudine Bories. À partir de lettres de témoignages, de documents d'archives et de film, le portrait d'un père par sa fille : aucune fausse émotion, la petite musique du souvenir, la douleur d'un homme. Un destin poignant. Branches-musique : Fréquences vidéo. Spécial Alain Delon, avec des extraits de ses films; spécial cascades. 23.30 Journal. 23.45 C'est à lire. 23.50 Tifi, s'il te plaît, raconte-moi une puce. Magazine de l'informatique. 0.15 Clignotant.

TÉLÉVISION FRANÇAISE 1

12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. Geneviève, prairie, se réveille. Pierre meurt. Triste fin. Aujourd'hui la vie. Ces stars étaient des hommes : A. Préjean, R. Souplex. 14.50 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin. 15.40 Reprise : Apostrophes. La gourmandise (diffusé le 14 décembre). 16.55 Divertissement : Thé dansant. 17.40 Récré A 2. Poochie; Johan et Pirlouit; Larulu et Lireli; Tchaou et Tchékat. C'est la vie. 18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord pas d'accord (INC). 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Le grand équilibreur. De J. Chanoc. Premiers de corde. Ceux qui pourraient occuper dans les années à venir un rang dans le domaine des arts. Autour de trois artistes : Gérard Caussé (altiste), Alain Méunier (violoncelliste), Pierre Amoyal (violoniste), ainsi que le Quatuor Ivaldi, le violoniste Teddy Popovani, etc. 23.15 Journal. 23.30 Bonsoir les clips.

10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. Nouvelle série d'un feuilleton fleur bleue. Aujourd'hui la vie. Un amour de chien (les professionnels du monde canin). 14.50 Série : La légende d'Adams et de l'ours Benjamin. 15.40 Reprise : La grande raie. (diffusé le 16 décembre.) Le journal d'un siècle, de L. Briot. 1896 : Becquerel découvre la radioactivité; Marconi invente le télégraphe; les premiers JO s'ouvrent à Athènes. 17.45 Récré A 2. Poochie; les devinettes d'Épinal; les quat'amis; Sido Rémi; Larulu et Lireli; Terre des bêtes; C'est chouette; Tchékat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.40 Cinéma : le Parrain II. Film de Francis Ford Coppola. 23.50 Journal.

10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 50. Dessins animés : Watto-Wattoo; X-Or. 14.15 Récré A 2. Johan et Pirlouit; Les quat'amis; Vol du dragon; Pac Man; Larulu et Lireli; Les petites canailles... 17.00 Micro-Kid. 17.35 Les carnets de l'aventure. Off the edge : aetaplane en Nouvelle-Zélande. 18.00 Planète 65. Survivre : Les Désaxés; Frank Alamo; Lloyd Cole; In Parallel; Lio et Jacky; Roger Hodgson. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Jacques le Fataliste. D'après Diderot, réal. Cl. Santelli. Avec P. Chesnais, G. Tréjean, F. Perier. (Lire nos deux articles.) 22.45 El tango : Milva et Astor Piazzola. Aux Bouffes du Nord, réal. D. Sanders. Nuit tango avec la belle et sensuelle comédienne italienne Milva, accompagnée par l'un des maîtres incontestés du tango, Astor Piazzola; charme troublant d'une musique qui fait valser l'âme. 23.35 Journal. 23.50 Bonsoir les clips.

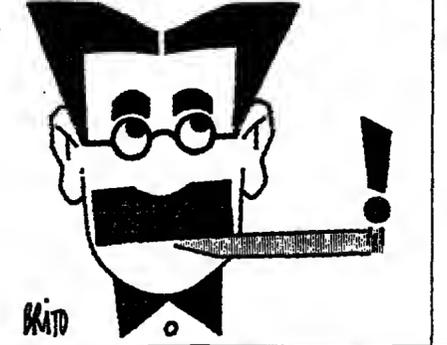
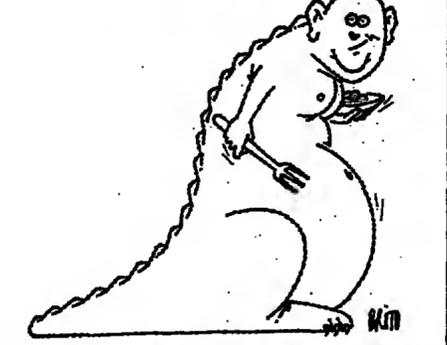
ANTENNE 2

17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les petits papiers de Noël. Comme ces dernières années, Jacques Solness animera tous les jours, du 17 au 29 décembre, une collecte faite au profit de l'UNICEF pour qu'une crèche soit créée, un hôpital terminé, etc. Avec de nombreux artistes. 20.35 Cinéma : Tout feu tout flamme. Film de Jean-Paul Rappaneau. 22.25 Journal. 22.45 Thalassa. Magazine de la mer, de G. Personé. « La Nioulargue », l'un des grands rendez-vous annuel de la voile non sponsorisée. 23.35 Divertissement : Fat's blues ou les confidences d'un dinosaure. Série de R. Mille et M. Tournier. (Lire notre article.) 23.40 Prélude à la nuit. « Cassation pour cuivres », de Pétrovitch, interprété par les Philharmonistes de Châteauroux à Budapest.

17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les petits papiers de Noël. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 La dernière séance : soirée Errol Flynn. Émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain. Actualités (1953) : Tex Avery; Réclames de l'époque; entracte; attraction; annonce du deuxième film. 20.50 Premier film : le Vagabond des mers. De William Keighley. 22.40 Journal. 23.00 Deuxième film : la Caravane héroïque. De Michael Curtiz.

14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les petits papiers de Noël. 20.35 Ring-Parade : Cadence 3. Émission de Guy Lux. Autour d'Eddy Mitchell, Dalida, Michèle Torr. 22.00 Journal. 22.20 Cinéma : Un jour aux courses. Film de Sam Wood. 0.05 Une drôle d'école, c'est une école drôle. La poésie sort de la bouche des enfants. Concours de poésie d'enfants proposé par FR 3 aux autres chaînes francophones. 0.15 Divertissement : Fat's Blues ou les confidences d'un dinosaure. Série de R. Mille et M. Tournier. (Lire notre article.) 00.20 Prélude à la nuit. Festival baroque à Monaco : « Sonate en do majeur », 1^{er} mouvement, de W. A. Mozart, interprété par Marcelle Dedieu-Vidal, piano.

FRANCE RÉGIONS 3



RTL 20 h, Série : Dynastie; 21 h, Télématin : Célébrités; 22 h 50, La Joie de lire; 22 h 55, RTL-Théâtre; 23 h 50, Clip connection. TMC 20 h, Série : La Chambre des dames; 20 h 55, la photo-mystère; 21 h, le Retour de Christophe Colomb, film de Jean-Pierre Saire; 21 h 45, Monte-Carlo magazine; 23 h, Clip'n'roll. RTB 20 h, Ecran témoin : l'Élu du maître, film de S. Karc, suivi d'un débat sur l'information dans l'audiovisuel. RTB-TELE 2 20 h, Le temps retrouvé; 20 h 30, Théâtre wallon : Mouscron la foufêlé; 22 h 5, Informations agricoles. TSR 20 h 10, L'Étoile d'or à Genève (concours de chants de Noël); 20 h 35, Spécial cinéma; 23 h 10, Journal; 23 h 25, L'antenne est à vous.

RTL 20 h, Clips; 21 h, Télématin : Célébrités; 21 h 50, Documentaire : les disciples de Shiva; 22 h 30, La joie de lire; 22 h 40, Clip connection. TMC 20 h, Grands concours; 20 h 55, la photo-mystère; 21 h, Pifi la plume, film d'Albert Lamorisse; 22 h 25, Monte-Carlo magazine; 22 h 40, Clip'n'roll. RTB 20 h 5, Feuilleton : Clémence Aletti; 21 h 5, Vive la science; 22 h 5, Salut l'artiste; 23 h 25, Tribune économique et sociale. RTB-TELE 2 20 h, Le point de la médecine : le siècle des chirurgiens; 21 h 5, Assesores pour l'ékefoué, film de Louis Malle; 22 h 35, Volley-ball féminin. TSR 20 h, L'Étoile d'or en canton de Vaud; 20 h 45, Série : Châteauroux; 21 h 40, Planète; 22 h 25, Journal; 22 h 40, Kid Creole and the Cocoon.

RTL 20 h, La croisière s'amuse; 21 h, les Conquérants du Nouveau Monde, film de Cecil B. de Mille; 23 h 40, La joie de lire; 23 h 45, Concert : Concerto n° 1 pour piano et orchestre de Beethoven par l'Orchestre de RTL, dir. W. Scheidt, et Concerto n° 3 de Beethoven par l'Orchestre de RTL, dir. L. Hager. TMC 20 h, Série : L'homme de Suez; 20 h 55, la photo-mystère; 21 h, Document : Le temps d'une République; 22 h 40, Monte-Carlo magazine; 22 h 55, Sports. RTB 20 h, Jeu : Cap 60; 21 h 5, Série : les Rues de San-Francisco; 21 h 55, Document : Palladio for ever. RTB-TELE 2 20 h, Caméra sports. TSR 20 h 10, L'Étoile d'or en Valais; 20 h 45, Superman, film de Richard Donner.

PÉRIPHÉRIE

Table with 3 columns: Day (Jeudi 20 décembre, Vendredi 21 décembre), Time, and Program details. Includes sections for 'TÉLÉVISION FRANÇAISE 1', 'ANTENNE 2', and 'FRANCE RÉGIONS 3'. Programs include 'TF1 Vision plus', 'Antipode', 'Cinéma : Sous le plus grand chapiteau du monde', and 'Télévision régionale'.

Table with 2 columns: Day (Samedi 22 décembre, Dimanche 23 décembre) and Program details. Includes sections for 'Le prochain week-end' and 'France Culture et les juifs en URSS'. Programs include '8.30 Journal', '10.00 Reprise', '12.00 Bonsoir', and '19.35 Journal'.

Vertical sidebar on the right containing various cultural and regional news items. Includes 'A Ecouter', 'Bayreuth 1876-1976', 'France Culture et les juifs en URSS', and 'Les amis de France-Culture'.

Handwritten text at the bottom center: 'L'ESPERANTO'.

سورة الاحقاف

Le prochain week-end

Samedi 22 décembre

7.00 L'actualité de la semaine... 10.30 Les grands classiques de la musique...

Dimanche 23 décembre

7.00 L'actualité de la semaine... 10.30 Les grands classiques de la musique...

Samedi 22 décembre

7.00 L'actualité de la semaine... 10.30 Les grands classiques de la musique...

Dimanche 23 décembre

7.00 L'actualité de la semaine... 10.30 Les grands classiques de la musique...

Samedi 22 décembre

7.00 L'actualité de la semaine... 10.30 Les grands classiques de la musique...

Dimanche 23 décembre

7.00 L'actualité de la semaine... 10.30 Les grands classiques de la musique...

A Ecouter

Bayreuth 1876-1976, une journée exceptionnelle sur France-Musique

Pour René Koering, organisateur de cette journée, il ne s'agit pas de dresser un bilan parégyrique de la gloire de Wagner et de ce lieu un peu magique...

Ainsi, dès 8 heures, la journée débute par une étude comparative de l'interprétation des opéras du maître...

Plus fantasmatiques seront les « Wagner folles » proposées à 17 heures, avec la diffusion d'un opéra pipé de F. Reizenstein, les Contes d'Hoffnung...

Enfin, à 19 heures, sera diffusé Parsifal, enregistré à Bayreuth en 1984 sous la direction d'Hans Knappertsbusch...

France-Culture et les juifs en URSS

France-Culture, deux semaines après, fait écho à l'émission d'André Campans sur FR3 « Être juif à Moscou »...

« Les juifs d'URSS », France-Culture, samedi 15 décembre à 8 h 30.

Les amis de France-Culture

Mai 1984, un simple déjeuner annuel d'auditeurs d'une émission ancestrale de France-Culture, le changement de directeur, des prévisions budgétaires très contraignantes pour France-Culture...

L'association créée officiellement le 10 novembre 1984 se déclare « attachée au caractère de service public de France-Culture et veut contribuer à l'évolution de la chaîne dans le maintien de sa qualité, la préservation de son identité et de sa spécificité, l'amélioration de sa technique et de son confort ».

RADIO-FRANCE INTERNATIONALE

Informations toutes les demi-heures, de 4 h à 9 h et à 11 h 30, 13 h 20, 15 h 45, 17 h 30, 19 h 30, 21 h 30, 23 h 30, 0 h, 2 h 30.

« Carrefour », magazine de l'actualité politique et culturelle à 14 h 15, consacré le mardi 17 à Jaurès (avec la participation de Max Gallo)...

« Arts hebdo », le jeudi 20 décembre à 17 h ; au sommaire de ce numéro, un conte de Marguerite Yourcenar extrait des Nouvelles orientales...

« Châma d'aujourd'hui, cinéma sans frontières », propose dimanche 16 à 12 h dans sa rubrique « cinéma d'ailleurs », un spécial Brésil et un portrait de la star égyptienne des années 60, Samia Gamal...

France-Culture

SAMEDI 15 DÉCEMBRE 7.00 Préquelle balnéaire ; autour du docteur. 8.15 Les enjeux internationaux. 8.30 Les chemins de la connaissance : Nicolas Lowry et la Kabale (et à 10 h 50 : les minorités au Proche-Orient).

LUNDI 17 DÉCEMBRE 7.00 Le goût du jour. 8.15 Les enjeux internationaux. 8.30 Les chemins de la connaissance : Nicolas Lowry et la Kabale (et à 10 h 50 : les minorités au Proche-Orient).

MARDI 18 DÉCEMBRE 7.00 Le goût du jour. 8.15 Les enjeux internationaux. 8.30 Les chemins de la connaissance : Nicolas Lowry et la Kabale (et à 10 h 50 : les minorités au Proche-Orient).

MERCREDI 19 DÉCEMBRE 7.00 Le goût du jour. 8.15 Les enjeux internationaux. 8.30 Les chemins de la connaissance : Nicolas Lowry et la Kabale (et à 10 h 50 : les minorités au Proche-Orient).

France-Musique

SAMEDI 15 DÉCEMBRE Journées « Bayreuth 1876-1976 » 2.00 Les nuits de France-Musique : C'était hier ! œuvres de Mozart, Verdi, Mahler, Copland, Mendelssohn, Brahms...

LUNDI 17 DÉCEMBRE 2.00 Les nuits de France-Musique : musique de divertissement ; œuvres d'Offenbach, Vieuxtemps, Meyerbeer, Schubert, Kalman, Lehár, Dvořák...

MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2.00 Les nuits de France-Musique : les autres Amériques ; à 2 h 20 : Concerto pour piano de Liszt ; à 2 h 40 : Répertoire contemporain. 7.10 Actualité de disque. 9.08 Le matin des musiciens : Charles Ives ou la quête solitaire - le modernisme en soi ; œuvres de Carter, Varèse, Ives...

JEUDE 20 DÉCEMBRE 2.00 Les nuits de France-Musique : les autres Amériques ; à 2 h 20 : Concerto pour piano de Liszt ; à 2 h 40 : Répertoire contemporain. 7.10 Actualité de disque. 9.08 Le matin des musiciens : Charles Ives ou la quête solitaire - le modernisme en soi ; œuvres de Carter, Varèse, Ives...

صحنه من الامم المتحدة

Philatélie n° 1874

Les terres australes et... antarctiques françaises seront dotées d'une émission de six timbres-poste et de quatre poste aérienne, le 1er janvier 1985, pour un montant de 63,10 F.



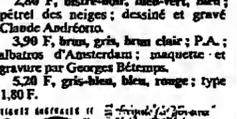
1,70 F, noir, brun, brun clair; type manchot Empereur; dess. gr. Claude Andréotto.



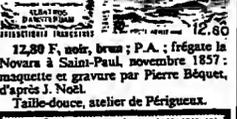
1,80 F, bleu, violet; « Biomass »; dessiné et gravé par J. Gauthier.



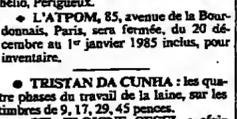
2 F, brun, bleu; André Frank Liotard (1946-1951); dess. gr. par P. Béquet.



2,20 F, bleu, brun; base de Fort-Martin; dessin et gravure C. Haley.



2,80 F, bistre-noir, bleu-vert, bleu; pétrel des neiges; dessiné et gravé Claude Andréotto.



3,90 F, brun, gris, brun clair; P.A.; albatros d'Amsterdam; maquette et gravure par Georges Bétemps.



5,20 F, gris-bleu, bleu, rouge; type 1,80 F.



12,80 F, noir, brun; P.A.; frégate la Novara à Saint-Paul, novembre 1857; maquette et gravure par Pierre Béquet, d'après J. Noël.

30 F, polychrome; P.A.; une création de Trémois; format 76 x 26; plus vignette avec la signature de l'artiste; bleu, Péguex.

L'ATPOM, 85, avenue de la Bourdonnais, Paris, sera fermée, du 20 décembre au 1er janvier 1985 inclus, pour inventaire.

TRISTAN DA CUNHA: les quatre phases du travail de la laine, sur les timbres de 9, 17, 29, 45 pences.

Maison

Meubles en mikados

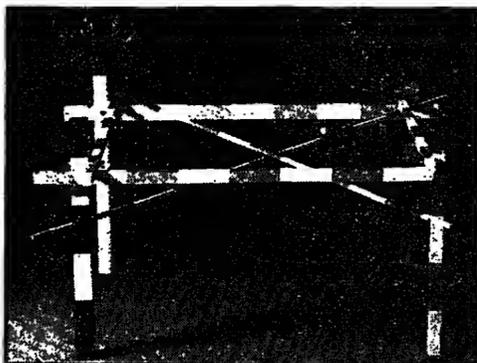


Table basse (Pierre Sala).

Les tables, consoles, sièges et bureau, d'une apparence très aérienne, sont l'aboutissement d'une orchestration de la couleur et de la matière.

Les plateaux de verre des tables, hautes et basses, sont animés d'effets de nuages gris, certains mis en mouvement par des callules solaires appliquées sur les montants des meubles.

Ces raffinements sont possibles sur les pièces uniques de l'exposition, vendues entre 8 000 et 25 000 F. Ensuite, de même que le prêt-à-porter dérive de la haute couture, des applications seront recherchées pour l'édition d'une ligne de meubles mikado.

JANY ALLJAME.

Jusqu'au 6 janvier, centre VIA, 10, place Sainte-Opportune, 75001 Paris. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures.

PIERRE SALA a trente-six ans. Il crée un mobilier qui ne ressemble à aucun autre. D'abord homme de théâtre (décorateur de la Potinière), Pierre Sala décide, au printemps de 1981, d'imaginer des chaises aux drôles de formes, aux couleurs vives. C'est comme un mini-spectacle qu'il propose d'introduire chez soi.

Il débarque dans le monde du meuble comme un homme venu d'une autre planète. Celle de l'imaginaire à l'état pur. Sans se plier aux contraintes d'un fabricant, ni au bon vouloir des distributeurs, Pierre Sala va, seul, de l'avant.

Il crée, il fait fabriquer, il diffuse. Son style s'impose, surtout à l'étranger. Son bureau-cahier à spirale à pieds crayons se vend, par centaines, au Japon et aux États-Unis.

Nouvelle étape pour Pierre Sala, une exposition au centre VIA. Les quinze meubles de sa ligne mikado sont des pièces uniques que les amateurs d'art contemporain pour-

ront voir, et acheter, jusqu'au 6 janvier.

Inspirés du très ancien jeu chinois, ces meubles-objets sont composés de mikados géants de différentes sections, en bois, en aluminium ou en plastique.

VVF EN HIVER LA NEIGE POUR TOUS

Village de vacances de Super-Besse

Séjours promotionnels en janvier et mars 1985. Au-delà du ski.

Stages de bridge

Organisés par la Fédération française de bridge Initiation et premier perfectionnement avec des moniteurs agréés.

INFORMEZ-VOUS : CENTRE DE RÉSERVATION VVF 914 10 DOURDAN Tél. : (6)459-78-18

LE SAVOIR FAIRE PLAISIR Vivez la fête en "douceurs". COQUELIN AINE vous propose ses chocolats, fruits confits, marrons glacés... tout un choix de coniseries qui satisferont les goûts, même les plus difficiles.

berdy le prêt à porter des grands (1 m 85 à 2 m 15) et des coiffeurs PARIS 12° 55, av. Ledru-Rollin Tél. 626.15.24

Rive gauche le bar à huîtres Poissons et coquillages L'après-midi dégustation de fruits de mer

Rive droite AUX ROSES DE BLIDA Sur commande spécialités plats-noirs COCCAS, MOUNAS SOUBRESSADE, COUSCOUS PAËLLA, PASTILLA, TAGINE

les gourmets font la différence GLACES · SORBETS Dégustation - A emporter RAIMO GLACIER de père en fils

A LA CARTE "Nos huîtres: des spéciales, des classiques, des belles." BOFINGER 1864 - 1984

CHARLOT ROI DES COQUILLAGES 12, PLACE CLUCHY PARIS 9° - 874.48.84

SOUS LE PORT AU PIED DU COCHON LA MAISON D'ALSACE Le Grand Café

Gastronomie

Fouquet's : new style et pérennité

Largelement octogénaire, dans un Paris qui change trop vite, sur ces Champs-Élysées devenus grégaires, le Fouquet's que découvrait, en 1922, un petit jeune homme déshabillé du traio de Liège et qui allait devenir Siméon, le Fouquet's où Pagnol signa son premier contrat cinématographique, le Fouquet's où troua Raimu, impérial, le Fouquet's devant lequel Tino Rossi voulut que, sur le chemin de son éternité, son convoi s'arrêtât dix secondes, le Fouquet's où l'on célébra le centenaire de James Joyce, le souvenir de Louis Delluc et de tant d'autres. Le Fouquet's où les « Césars » se mettent à table et José Artur au micro, le Fouquet's enfio tel qu'en lui-même, avec son bar tout-parisien, sa terrasse connue du monde entier, n'est-il qu'une brasserie de luxe comme disent les envieux ?

Cela serait que, déjà, l'on pourrait s'en féliciter, et le menu du Grill (175 F) a bien des mérites avec ces plats devenus si rares, comme le merlan Colbert par exemple, où l'assiette anglaise, les œufs co gelés et aussi le plat du jour des voitures (du jambon d'York épinards en braoche au baron d'agneau rôti gratin dauphinois en passant par la côte de bœuf). Pour finir par les fromages de la Ferme Saint-Hubert (combien de brasseries ou même de grands restaurants ne font pas l'effort de se fournir chez un bon fromager ?) ou la cascade somptueuse de desserts.

Mais le Fouquet's c'est aussi le restaurant du 1er étage (voisinant les salons) et Fouquet's Elysees propose une carte encore plus gourmande que celle d'en bas, plats partant des mêmes immenses cuisines où règnent Pierre Ducroux et son adjoint Jean-Marie Brisson.

Le saumon fumé et le saumon cru mariné du bas deviennent ici le palmarès des deux saumons, et ce duo est une mise co bouche à ceux qui ne préféreraient pas le saumon légèrement fumé tiède sur épinards tendres ou les huîtres au sabayo au champagne. J'aime le pavé de foie de veau au miel d'acacia et oignons confits, le ris de veau braisé aux langoustines, mais le gihier (la poule faisane aux toasts chauds et croquettes de maïs, par exemple) est tentateur. Il me plaît que les salades soient assaisonnées selon le goût, que les poissons, soulève la carte, puissent être servis « grillés, poêlés, pochés ou cuits à la vapeur ».

Et qu'enfio la carte des desserts soit une promenade au palais de Dame Tartine (avec l'assiette des croquants de chocolat, le gâteau chocolat, le délicat café sauce chocolat, la mousse au chocolat et son pain de Gênes, la gourmandise au chocolat amer co sorbet...). Un éventail qui m'a donné envie de relire le très intéressant ouvrage de Sylvie Girard Guide du chocolat et de ses dérivés (Éditions Messidor) merveilleusement illustré.

Le simple saïot-émiliioo Fouquet's est honorable et de prix très honnête mais la cave est riche, et une pléiade de sommeliers qualifiés vous y guidera parfaitement. Ainsi le Fouquet's new style peut-il cohabiter sans heurt avec le Fouquet's de tradition. La pérennité demeure ici, sérieuse, dans l'envasissement des Champs-Élysées par la néfastofood, Saluons ! Cela vaut bien un « drink » au bar devenu intemporel où « les dames seules ne sont pas admises », sous l'œil ironique de Raimu, et des dernières « mouches de bar » de Paris, 99, Champs-Élysées. Tél. : 273-70-60

LA REYNIERE.

227.82. Dessier 380.50.72. MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR 3, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17°

la main à la pâte grande cuisine italienne... 35, rue SAINT-HONORÉ, PARIS (1er) TEL. : 236-64-73 - 308-65-73

LE CHALUT 94, bd Bégin (17°) Tél. 287.25.84. LA PLUS BELLE CARTE DE POISSONS DE PARIS

POUR VOS INVITATIONS le soufflé ANDRÉ FAURE So bonne cuisine française et ses soufflés. 35, rue du MONT-HABOR (pres de la place Vendôme) Réservation 280.27.16. Ferme le dimanche

LE GRAND CHINOIS 6, av. de New York 16° 720.58.21 (Ternes-Lundi) « LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin. Huitres, fruits de mer, coquillages toute l'année, choucroutes de la mer, choucroutes parisiennes. LE BAYERN La grande brasserie française de Paris avec sa cuisine bavaroise traditionnelle. LA CHAMPAGNE Le plus grand restaurant de la mer. CHEZ HANSI La grande brasserie d'Alsace.

Environs de Paris A 15 MINUTES DE L'ÉTOILE AUTOROUTE DE LOUVECIENNES - 7° 54° 40° 50° 64. ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES - TEL. 969.94.53 REPAS D'AFFAIRES CADRE DE VEURE SALONS DE RÉCEPTION AuBERGE Cœur Volant PACHA CLUB DE 22 N. 30 A L'AUBE RÉVEILLONS : NOËL, DINER AUX CHANDELLES - AMBIANCE MUSICALE Menu à 450 F (s.c.) Vin à discrétion SAINT-SYLVESTRE : COTILLONS - ANIMATION - ORCHESTRE Menu à 880 F (s.c.) Vin à discrétion et champagne à volonté ON DANSERA JUSQU'À L'AUBE

Le Monde des PHILATÉLISTES Dans le numéro de DÉCEMBRE 92 pages LA «POSTE» CLANDESTINE DE SOLIDARNOSC LA NORVÈGE PAYS POLAIRE Nouveautés En vente dans les kiosques Prix du numéro : 11 F

Super-Besse : du bâton du berger à celui du skieur

Sur les pistes des volcans.

C'EST là que le ski auvergnat a imprimé ses premières traces. Curé de Besse, l'abbé Blot ramena en 1904 de Norvège d'« étranges planches » avec lesquelles il fit sensation dans le village, sans pour autant éveiller une énorme passion. Il en passera du vent sur les pointes rabotées des volcans avant que la neige ne soit plus uniquement considérée comme une contrainte, alors que sur le versant opposé du massif du Sancy, au Mont-Dore, un ski-club voyait le jour dès 1908 et jetait les bases d'une station qui sera très courue des Parisiens, entre les deux guerres, sous l'impulsion de l'aviateur Dieudonné Costes, à l'origine de la construction d'un téléphérique en 1937. Il est vrai que le Mont-Dore, roche du thermalisme, était directement relié par chemin de fer à la capitale d'où descendaient célébrités du sport et de la finance, gros consommateurs de loisirs qui s'élançaient sur les pentes formant cul-de-sac de la vallée naissante de la Dordogne, gisant là sa source.

Dans le même temps, le gros bourg de Besse se souciait d'économie purement rurale, pastorale plus précisément. Situé aux portes des pâturages d'estive, il engrangeait les effets d'une intense activité laitière et fromagère qui s'exprime encore aujourd'hui à travers la tenue, chaque lundi, d'un marché spécialisé du saint-nectaire, les fermes exhibant à cette occasion leur production de la semaine, pièces rondes de couleur encore claire destinées à « mûrir » dans les caves des grossistes. Mais c'est bien parce que les troupeaux ne nourrissaient plus aussi facilement leurs hommes que Besse, sans vendre pour autant son âme, se décida enfin à troquer le bâton du berger pour le bâton du skieur.

Cela en 1961, non sans querelles locales qui retardèrent un peu l'inauguration des premiers remonte-pentes dans le cirque de la Biche, un site peuplé par les chamois et par une ferme d'estive à 7 kilomètres du bourg. C'est là qu'est installée depuis près de vingt ans la station de Super-Besse, deuxième pôle de la commune où vivent en permanence, sous les pentes et autour d'un lac, un peu plus de quatre cents personnes, soit le cinquième de la population. Elle a résorbé l'hémorragie démographique des montagnes voisines, et aucun de ces « pionniers » ne dépasse la cinquantaine, fait auquel l'inamovible maire de Besse, M. Alfred Pipet, accorde une grande importance en souvenir sans doute des détracteurs du début de la conquête.

Le contraste est très apparent en tous domaines. « En bas », autour du beffroi, un réseau très serré de rues étroites laisse découvrir des maisons de pierres sombres surmontées de tourelles, témoignages architecturaux de la richesse ancienne. « En haut », un habitat sans cachet où dominent des rangées de chalets à la façade en triangle témoigne de l'occupation accélérée du nouveau territoire. La station affiche treize mille lits, pour la plupart propriété d'une clientèle aux origines marquées : un tiers de Clermontois (la capitale régionale se trouve à 60 kilomètres), un tiers de Parisiens (couronne comprise), un tiers de gens du Val-de-Loire.

Tourné vers le sud, l'amphithéâtre de la Biche est sillonné par une quarantaine de kilomètres de pistes, loin de pouvoir rivaliser en dénivellées avec celles des grandes stations des Alpes. Le profil limite les possibilités de vertige, encore que quelques portions de la station laissent le champ libre à la haute vitesse. Depuis longtemps, ses responsables ont compris qu'il était vain de « chahler » une clientèle hautement sportive. Quand bien même



Hiver auvergnat

Accès. — Par la route : à partir de Clermont-Ferrand, direction Isère (N 9) puis à une vingtaine de kilomètres, N 678 par Champagnol. Par le train : gare SNCF à Clermont-Ferrand (50 km) et correspondance par cars. Par l'avion : aéroport de Clermont-Ferrand - Auvergne.

Accueil. — Office du tourisme Le Grand Mâze, 63.610 Besse-en-Chandesse, tél. (73) 79.52.84.

État des routes : (73) 79.53.87. Enneigement : (73) 79.62.92. Hébergement. — 13.000 lits à Besse et à Super-Besse. 14 hôtels toutes catégories. Chalets. Caravane à la station (réservations au (73) 79.60.20). Renseignements à l'office du tourisme.

Remontées mécaniques. — La station offre un forfait 7 jours (520 F durant les vacances scolaires, 420 F hors vacances) dor-

nant droit à : remontées mécaniques (18), leçons de ski, nouvelles, piscine, patinoire, assurance ski. Pour les randonnées uniquement : forfait 1 jour 73 F, 7 jours 316 F. Forfait spécial 1 jour valable sur Super-Besse et Le Mont-Dore, 83 F.

Ecole du ski français. — Enseignement alpin et nordique assuré par 50 moniteurs, moniteurs ou jardiniers des neiges. Stages à la carte (4 heures quotidiennes du-

rant 6 jours) pour débutants ou compétiteurs, tél. (73) 79.61.75. Restaurants. — Les Mouflons à Besse : une étoile au guide Michelin, dirigé par M. Antoine Saphet, dont la grande spécialité est le saumon de fontaine aux champignons sylvestres, sans compter la potée et la côte de veau besse. Tél. (73) 79.51.31. Dix autres restaurants et possibilités de repas à la ferme.

l'auraient-ils voulu, les familles auraient imposé un ski plutôt « peinarde » sur des pistes atteignant l'altitude 1 550, leur départ se situant 500 mètres plus bas. Certains dimanches et jours de fête, on se bouscule autour de la gare télécabine secondée par deux télésièges et quinze téléskis. C'est bien la preuve, pour ses animateurs, qu'il ne sert à rien de vouloir hausser le col en cherchant à se comparer aux stations géantes de l'autre côté du Rhône. Super-Besse reste une affaire sûre qui rapporte gros au budget communal, détail sur lequel le maire reste évasif. Quatre milliards de centimes ont été en tout cas investis en vingt ans, et n'était le taux actuel des prêts, le domaine skiable serait déjà doublé depuis la récente acquisition de 500 hectares en prolongement direct des zones actuellement aménagées.

La définition familiale de Super-Besse se trouve aujourd'hui réaffirmée à travers ce qu'il fait bien appeler un nouveau virage donné à sa politique. En effet, elle intègre d'ambitieux aménagements pour le ski de fond. Cette évolution lui a été imposée par la clientèle. Malgré un évident désir des touristes d'un certain âge de trouver pistes nordiques à leurs pieds, les Bessards ne voyaient pas d'avantages immédiats à les satisfaire puisqu'ils discriminaient mal le niveau possible des recettes d'une activité... gratuite. De 1970 à 1980, le ski de fond a vivoté parce qu'il était désigné comme un concurrent inutile du ski alpin. En quatre années, cette fausse idée a été battue en brèche, une quarantaine de kilomètres ayant été aménagés dans d'excellentes conditions durant cette période. Mais, à compter de 1985, c'est une véritable transformation qui doit se produire, avec la mise en place d'une zone nordique, pièce d'un vaste ensemble élaboré par le parc naturel régional des volcans d'Auvergne.

Une base située à 4 kilomètres de Super-Besse, à proximité de l'écrin naturel constitué par le fameux lac Pavin, servira de point de départ à l'exploitation intensive de terrains parfaitement adaptés à la pratique du « ski horizontal ». Un gisement sans fin pour le fond, avec une liaison sans problème avec le Cantal proche. Ainsi ne parle-t-on plus que de complémentarité avec le ski alpin, les deux pôles se trouvant reliés aussi bien par route que par piste. Bref, Super-Besse revient en partie à sa vocation première. Le retour aux sources était difficilement évitable, car, comme le dit le maire, « on ne peut pas relever nos montagnes ». D'ailleurs, c'est le transfert forcé des championnats de France de ski de fond, en 1958, du Mont-Dore au site qui abrite maintenant Super-Besse qui finit par convaincre l'ensemble des élus venus sur place de la qualité des terrains environnants. Un homme soutenait l'idée depuis 1951. Un enfant du pays qui était parti « faire le monteur » à Val-d'Isère juste après la guerre. Un simple paysan qui réussit donc à faire partager sa conviction. Aujourd'hui âgé de soixante-dix ans, Germain Gauthier reste la mémoire vivante du Sancy, presque une figure de légende. C'est par lui qu'il faudrait commencer un séjour à Super-Besse. Pour le trouver, c'est tout simple. An pied des pistes de descente démarre la piste de ski de fond balisée en bleu. Deux kilomètres plus loin, au bas d'une bosse, la trace passe sous les fenêtres de sa ferme des Ribages. Il y « cultive » le saint-nectaire avec ses enfants, et aussi la cordialité sans la moindre affectation. Dans sa bouche resurgit tout le passé du ski à l'auvergnate dont Super-Besse est une des formes les plus achevées.

Libert Tarrago.

Modernisation et chômage

Le chef son action

Modernisation et chômage

M. M. SUR SA

Le chef son action

La conve

Premier et

Les Et vingt m

De notre avenir

Le Havre. —

AU JOUR

Le Havre. —

CHAMPAGNE